

Réflexions sur l'économie Cubaine

Rémy Herrera

▶ **To cite this version:**

Rémy Herrera. Réflexions sur l'économie Cubaine. 2005. halshs-00196369

HAL Id: halshs-00196369
https://shs.hal.science/halshs-00196369

Submitted on 12 Dec 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UMR 8595

Cahiers de la MSE

Réflexions sur l'économie cubaine

Rémy HERRERA, MATISSE

2005.68

Maison des Sciences Économiques, 106-112 boulevard de L'Hôpital, 75647 Paris Cedex 13
http://mse.univ-paris1.fr/Publicat.htm

ISSN : 1624-0340

RÉFLEXIONS SUR L'ÉCONOMIE CUBAINE

Rémy HERRERA
(CNRS, UMR 8595, MATISSE)

Résumé
Ce Cahier dresse un bilan des avancées, mais aussi des insuffisances, de la révolution cubaine dans le domaine économique, jusqu'à la récente dé-dollarisation, en plaçant l'accent sur les défis économiques du pays au début du XXI^{e} siècle, comme sur ses atouts internes et ses opportunités externes face à ces défis.

Sumary
This Working Paper deals with the progresses, but also with the deficiencies, of the Cuban revolution in the economic field, until the recent de-dollarization. It underlines its economic challenges at the beginning of the XXIst century, as well as its internal forces and external opportunities facing these challenges.

Mots-clés
Développement, socialisme, révolution, croissance, dé-dollarisation.

Key-words
Development, socialism, revolution, growth, de-dollarization.

JEL Classification
J43, J71, N36, N40, O10, O13, O54, P16, P51.

RÉFLEXIONS SUR L'ÉCONOMIE CUBAINE

Rémy HERRERA
(CNRS, UMR 8595, MATISSE)

Contradictions et irrationalité du capitalisme dans la Cuba prérévolutionnaire

L'histoire moderne de Cuba s'ouvre avec l'arrivée des *conquistadores* espagnols en octobre 1492 et commence par un immense chaos. La disparition, presque totale, des sociétés originelles constitua en effet un choc démographique d'une violence inouïe : les Amérindiens y étaient probablement près de 100 000 en 1500, mais guère plus de 15 000 en 1530. Autour de 1600, il n'en subsistait qu'à peine 1 000 à 2 000. Dans les premiers temps, les « Indiens » qui survécurent furent réduits en esclavage, puis assujettis par un régime de mise au travail forcé (*encomienda*), dans les mines. Une oligarchie de grands propriétaires européens se forma très tôt, accaparant les richesses foncières et minières et, avec elles, le pouvoir politique local. Les colonisateurs créèrent à Cuba une organisation sociale nouvelle, proto-capitaliste, de type colonial, reposant sur une division du travail selon un critère de race, pour l'approvisionnement des marchés du système mondial et le transfert de surplus vers le centre, en pleine accumulation primitive. La colonisation espagnole allait être à Cuba la plus longue de l'histoire : un peu plus de quatre siècles, de 1492 à 1898.

Après les cycles de l'or (1511-1540) et du cuivre (1528-1600), ce furent ceux du bois, puis du cuir, à partir de la fin du XVI^{e} siècle. Longtemps cependant, en fait jusqu'au milieu du XVIII^{e} siècle, l'économie cubaine demeura non spécialisée. La caractéristique de ces cycles productifs successifs, tous liés à l'exportation de ressources primaires, était qu'ils s'ouvraient par le pillage et se fermaient non pas sur une non-industrialisation, mais bien plutôt sur une désindustrialisation. Les fonderies cuivreuses, qui concentrèrent un temps travailleurs et capitaux, devaient être démantelées vers 1610, sur ordre de la métropole qui ne tolérait pas la concurrence de la colonie — alors qu'il existait des effets d'entraînement à l'articulation entre l'agriculture, l'artisanat et l'industrie. Lorsque, plus tard, dans les années 1830, l'Angleterre racheta les concessions de cuivre, c'est un minerai cubain non transformé qui approvisionna son industrie métallurgique. Les chantiers navals de Cuba prirent leur essor dans la seconde moitié du XVI^{e} siècle, quand la flotte espagnole fut renforcée pour la relance de la *conquista*. Ils disparurent tous ou presque dès le XVII^{e} siècle, se limitant à des services subordonnés de réparation. On dut se contenter d'envoyer les bois bruts vers l'Espagne. L'exportation de cuir fut un gigantesque gaspillage du cheptel venant l'élevage de bétail des domaines latifundiaires, sans intérêt pour la vente de viande, moins lucrative. C'est en Europe que devaient prospérer les industries du cuir et du vêtement. Aucun des cycles mineurs liés aux produits agricoles (au tabac notamment) n'engendra par la suite l'amorce de processus de transformation sur place. Toutes les opportunités de développement auto-centré étaient bloquées, tout comme les conditions de formation d'une bourgeoisie locale qui eût été suffisamment puissante pour enclencher une accumulation de capital ne serait-ce que partiellement orientée vers le marché intérieur.

Ce n'est qu'à la fin du XVIII[e] siècle que Cuba allait être spécialisée dans la production et l'exportation de sucre. Cela fut possible par une alliance entre classes dominantes cubaines (propriétaires latifundiaires) et sus-dominantes du centre du système mondial capitaliste (espagnoles et anglo-américaines). Prenant la forme d'une stratégie d'insertion internationale plaçant la colonie en position dominée, mais dynamique, cette spécialisation opéra sous les effets conjugués de facteurs endogènes et exogènes. Les premiers — d'ordres topographique, climatique, technique, socio-économique… — liquidèrent de vieux rapports de production, libérèrent les forces productives et métamorphosèrent les propriétaires terriens en sucriers[1]. Quant aux seconds, les chocs extérieurs décisifs ont été l'occupation militaire anglaise de La Havane en 1762, qui brisa le monopole commercial mercantiliste espagnol ; la révolution haïtienne à partir de 1791, évinçant le principal concurrent sucrier sur le marché mondial ; et, dès 1776, la connexion de Cuba au marché états-unien, proche, vaste, en plein essor. Au début du XIX[e] siècle, l'île était déjà le premier producteur et exportateur de sucre du monde. La croissance de son économie était le reflet de l'essor de l'esclavage de plantations. Élément constitutif du capitalisme, il s'étendit sur une échelle telle qu'il détermina le profil de toute la structure de la formation sociale. En 1850, près de la moitié de la population cubaine était esclave. Cuba est le territoire où l'esclavage a duré le plus longtemps (1511-1886) et la colonie où, de toute l'Amérique hispanique, les déportations de travailleurs africains ont été les plus massives : probablement plus d'un million de personnes.

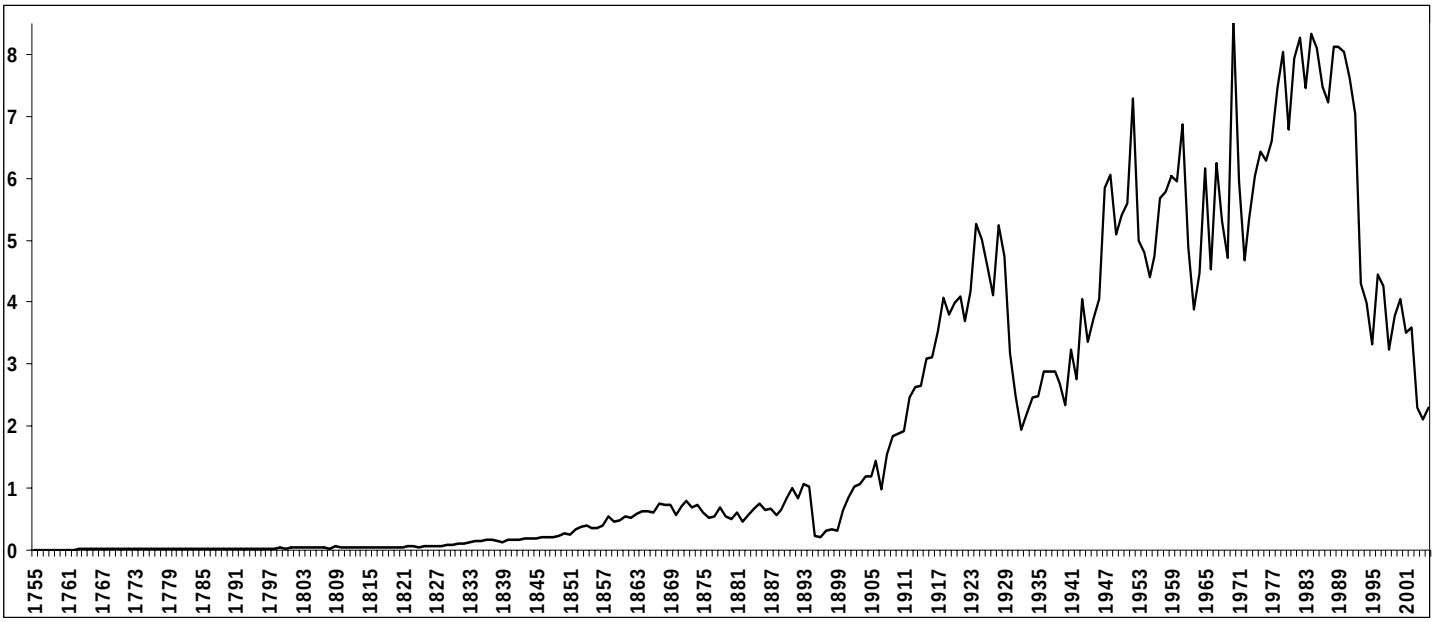
Très tôt, sous la forme politique de la colonisation espagnole, la dépendance économique de Cuba à l'égard des États-Unis se consolida. Elle fut d'abord à l'œuvre dans l'échange. Isolés des marchés anglais des Caraïbes, les États-Unis indépendants furent vite le principal débouché des exportations de Cuba, qui devint pour eux leur premier marché extérieur. Ils lui achetaient du sucre brut, qu'ils raffinaient et vendaient sur leur côte Est, pour fournir en contrepartie à Cuba de quoi le produire : des esclaves, des machines agricoles, des vivres... Les deux tiers des exportations cubaines partaient vers les États-Unis en 1850, 85 % en 1875, les neuf dizièmes en 1895 — contre 5 % vers l'Espagne à ces mêmes dates. Imbriquant peu à peu la structure productive insulaire dans celle du Nord, les liens noués entre sucriers cubains et marchands, industriels, armateurs, banquiers et négriers états-uniens attachèrent l'économie périphérique à son centre. Celui-ci n'était plus, depuis fort longtemps, l'ancienne métropole impériale, mais les États-Unis en marche vers l'hégémonie sur le système mondial capitaliste. Cuba, passée au salariat, était le deuxième débouché international pour leurs marchandises en 1895. Sa production de sucre frôla le million de tonnes dès 1891 (0,993), avant de le dépasser une première fois en 1893 (1,071), puis de nouveau en 1894 (1,020), pour s'effondrer en 1895 avec le déclenchement de la guerre de libération nationale (*Figure 1*). Entre la fin de cette guerre (1898) à la veille de la révolution (1958), la dépendance, de commerciale, devint monétaire et financière. En 1925, l'île était la troisième destination mondiale des exportations de capitaux de la grande finance *yankee*. Les États-Unis n'étaient pas seulement le fournisseur et le client de Cuba, mais son propriétaire. L'impérialisme était né.

Les protagonistes de cette *conquista* moderne furent *J.P. Morgan & Co.* et les groupes Rockefeller — l'un structuré autour de la *National City Bank*, l'autre de la *Standard Oil* et de la *Chase Manhattan Bank*. Géants de la *corporate finance*, ils s'assurèrent un contrôle absolu de l'île ; le premier de 1914 à 1929, les seconds de 1933 à 1958. Tout ce qui y générait de la valeur passa sous leur coupe : le sucre, secteur-clé de l'économie, où les centrales devinrent de véritables usines ; mais aussi les mines (le nickel notamment), le tabac, les fruits tropicaux, la grande production de biens de consommation, ce que l'on appelait à l'époque les « services

[1] Malgré une tendance à la baisse du prix du sucre sur le marché mondial au début du XIX[e] siècle, les rendements en valeur de la canne restaient élevés à Cuba comparativement à d'autres cultures d'exportation (café, banane ou même tabac), et davantage encore par rapport aux cultures destinées au marché intérieur (maïs, riz, manioc…).

publics » (électricité, téléphone, chemins de fer, transports urbains…) et, bien sûr, la banque[2]. La dette publique accrut la dépendance financière de l'État, dont le *pool* de créanciers fut dominé à partir de 1914 par la maison Morgan[3]. Dès les années 1920, la *Chase Manhattan* participa également à ce pillage à grande échelle du Trésor cubain. La série d'opérations qu'elle réalisa, sur quelques dizaines de millions de dollars de titres de la dette publique, fut considérée en 1935 par la *Commission on Cuban Affairs* des États-Unis elle-même comme ayant outrepassé « *l'éthique bancaire* »… Rien d'étonnant dans ces conditions à ce que la corruption des élites cubaines ait été à l'époque généralisée, et les fuites de capitaux massives. Ils avaient tous de quoi se gaver : les exportations *per capita* de Cuba étaient, en 1920, supérieures à celles de l'Angleterre.

Figure 1. **Production de sucre à Cuba sur deux siècles et demi : 1755-2005**
(en millions de tonnes)



Source : Calculs de l'auteur.

Lorsqu'en 1934 F.D. Roosevelt abrogea l'amendement Platt (qui octroyait aux États-Unis le droit d'intervenir militairement) et instaura le système des quotas (*Jones-Costigan Act*), la dépendance financiaro-commerciale monta encore d'un cran, alors que l'État cubain semblait pourtant disposer de plus d'autonomie. Les quotas enfermaient Cuba dans l'exportation de sucre brut, au passage réduite de moitié, ruinaient ses rares raffineries, l'obligeaient à écouler ses excédents sur le marché libre, ce qui faisait chuter les cours et permettait à Washington de réviser à la baisse ses prix garantis. Achetant la soumission de ses classes dominantes locales et de leur dictature pro-états-unienne dépensière, ils piégeaient l'île dans le sous-développement. Aucune sucrerie ne fut plus construite après 1927, l'industrie sucrière ne raffinait presque pas. L'aberration du système capitaliste cubain était telle que le premier exportateur mondial de sucre brut en était réduit avant la révolution à importer du sucre raffiné des États-Unis. L'île était comme une projection outre-mer de leur territoire, au service de leur accumulation, modelée dans l'organisation même de leurs productions. De cette

[2] La loi de liquidation du système bancaire acheva, en 1920, la mainmise états-unienne sur les finances cubaines. La *Banco Nacional de Cuba* n'était pas une Banque centrale, mais une filiale de banque commerciale du Nord.
[3] Le remboursement des 111 millions de dollars de prêts qu'elle accorda entre 1914 et 1927 coûta à Cuba, en amortissements du capital et services d'intérêts, 171 millions de dollars (*Commission on Cuban Affairs* [1935]).

« usine » du Sud, les États-Unis tiraient annuellement pas loin de 10% du total des devises qu'elle parvenait à générer.

Les conséquences de cette soumission se firent tout particulièrement sentir lors de la crise de 1929. La dépression toucha Cuba plus durement encore que le reste de l'Amérique latine (*Figure A.2* en annexes), car l'île était vulnérable aux variations des recettes d'exportation, composées de sucre à 80 % et dirigées à 75 % vers les États-Unis, mais surtout parce qu'elle ne fut pas autorisée à recourir aux mesures de protection que les autres gouvernements latino-américains utilisèrent. Elle dut conserver un taux de change de 1 pour 1 entre peso et dollar (*Figure A.3*) et concéder des baisses de tarifs douaniers, ce qui provoqua une forte déflation, contracta la masse monétaire et lamina l'économie. Le produit intérieur brut (PIB) chuta de 36 % entre 1929 et 1932. Les rares usines qui avaient été bâties à la fin des années 1920 (de biens de consommation pour l'essentiel) furent démontées et leurs équipements vendus à l'étranger. L'ajustement au choc extérieur des années 1930 se réalisa moyennant une dégradation des conditions de vie des travailleurs : hausse du sous-emploi, baisse des salaires (*Figure A.1*). L'impact social de la crise fut dramatique. La division internationale du travail condamnait Cuba à sa spécialisation, scellait la longue histoire de ses désindustrialisations successives, interdisait tout développement adapté aux besoins de son peuple.

L'échec de la stratégie capitaliste était consommé. Seules les entrées en guerre des États-Unis étaient en mesure de réanimer l'économie cubaine, en dynamisant les commandes de sucre : Seconde Guerre mondiale, puis guerre de Corée (avec un pic de production en 1952 à 7,298 millions de tonnes, record de la période prérévolutionnaire). Après 1945, les États-Unis reprirent leurs investissements directs. Les quelques espaces d'enrichissement qu'ils laissaient à la bourgeoisie locale suffisaient à ses maîtres pour la dociliser. Au milieu des années 1950, l'empire des Rockefeller s'étendait démesurément, et tous azimuts : mines (*Moa Bay Mining*, *Nickel Processing*), énergie (*West India Refining* et *Standard Oil*), chemins de fer (*Cuba Railway*), automobile (*Goodyear*), fruits (*United Fruit*), finance, avec la *Chase Manhattan* et la *National City*. C'est par le truchement de cette dernière qu'ils possédaient en exclusivité leurs propriétés sucrières (*General Sugar*, *West Indies*, *Cuban American Sugar*, *Guantánamo Sugar*, *The Cuba Co....*). Mais ils détenaient également des terres en association avec d'autres investisseurs moins importants, comme Sullivan & Cromwell ou le groupe de Boston (*First National Bank*). En 1955, les terres des Rockefeller couvraient sur l'île plus de 1,25 million d'hectares, soit 85 % du 1,48 million possédé par des groupes états-uniens (*Tableau 1*).

Tableau 1. **Intérêts états-uniens dans l'industrie sucrière à Cuba au milieu des années 1950**

Groupe financier	***Compagnie***	***Sucrerie***	***Région***	***Taille***
Rockefeller avec Sullivan & Cromwell *(Pepsi Cola, Woolworth, Sears, King Ranch...)* et autres : Loeb, Wertheim, Hershey, Ladenburg...	Cuban Atlantic Sugar Co.	*Morón*	Camagüey	56 468
		Stewart	Camagüey	54 136
		Álava	Matanzas	33 862
		Lugareño	Camagüey	31 195
		Conchita	Matanzas	28 019
		Mercedes	Matanzas	27 564
		Hershey	La Havane	18 639
		San Antonio	La Havane	8 844
		Rosario	La Havane	8 053
				266 781
	Punta Alegre Sugar Co.	*Baraguá*	Camagüey	19 041
		Macareño	Camagüey	17 608
		Florida	Camagüey	8 067
				45 413

	Central Violeta Sugar Co.	*Violeta*	Camagüey	50 639
Rockefeller avec la *First National Bank of Boston*	United Fruit Co.	*Preston*	Oriente	74 678
		Boston	Oriente	40 401
				115 079
Rockefeller avec Milbank Bedford Whitney & Co.	American Sugar Refining	*Jaronú*	Camagüey	68 085
		Cunagua	Camagüey	65 499
				133 585
Rockefeller *via* la **National City Bank**	General Sugar	*Agramonte*	Camagüey	104 547
		Estrella	Camagüey	104 547
		Vertientes	Camagüey	104 547
				313 640
	West Indies Sugar Corp.	*Miranda*	Oriente	52 970
		Alto Cedro	Oriente	36 260
		Palma	Oriente	12 100
		Santa Ana	Oriente	8 670
				110 001
	Cuban American Sugar Co.	*Delicias*	Oriente	80 400
		Chaparra	Oriente	53 600
		Mercedita	Pinar del Río	11 015
				145 015
	Guantánamo Sugar Co.	*Isabel*	Oriente	214
		Los Caños	Oriente	496
		Soledad	Matanzas	134
				844
	The Cuba Co.	*Jobabo*	Oriente	46 247
		Jatibonico	Camagüey	23 370
				69 626
Sullivan & Cromwell, Schroder, Rionda	New Tuinicú Sugar Co.	*Tuinicú*	Las Villas	13 413
		La Vega	Las Villas	1 863
				15 276
	Manatí Sugar Co.	*Manatí*	Oriente	80 641
	Cía Azucarera Céspedes	*Céspedes*	Camagüey	24 535
	Francisco Sugar Co.	*Francisco*	Camagüey	47 436
		Elia	Camagüey	25 447
				72 883
Autres propriétaires états-uniens		*Hormiguero*	Las Villas	14 442
		Cen. Soledad	Oriente	14 137
		Ermita	Oriente	1 836
				30 405

Sources : Calculs de l'auteur, d'après Pino Santos (1973a, 1973b)[4].

[4] Nom des *centrales* après la révolution : Morón = Ciro Redondo (Pina), Stewart = Venezuela (Ciego de Ávila), Alava = México (San José), Lugareño = Sierra de Cubitas (Nuevitas), Conchita = Puerto Rico Libre (Alacranes), Mercedes = 6 de Agosto (Manguito), Hershey = Camilo Cienfuegos (Santa Cruz del Norte), San Antonio = Boris L. Santa Coloma (Madruga), Rosario = Rubén Martínez Villena (Aguacate), Baraguá = Ecuador (Ciego de Ávila), Macareño = Haití

Quelques indicateurs donneront un aperçu des dysfonctionnements socio-économiques à la Cuba dans les années 1950 : 41,7 % de la population rurale étaient analphabètes ; le niveau de scolarité moyen était de deux années d'enseignement primaire ; 600 000 enfants étaient non scolarisés et 10 000 enseignants sans emploi ; les couvertures de la population en âge d'être scolarisée étaient de 45,9 % dans le primaire et 8,7 % dans le secondaire ; les taux de mortalité infantile et maternelle étaient à peine inférieurs à 60 ‰ et 120 ‰ ; 31 % des ouvriers agricoles étaient (ou avaient été) atteints du paludisme, 14 % de tuberculose, 13 % de la typhoïde et 36 % de parasites intestinaux ; la gastroentérite tuait 42 habitants sur 100 000 ; il n'y avait qu'un médecin pour 1 067 habitants, deux sur trois exerçant à La Havane ; les tarifs de consultation étaient de 10 à 15 pesos (plus de 50 % des salariés urbains gagnant moins de 75 pesos par mois) ; un dentiste pour 3 510 habitants ; un coefficient d'inégalités de revenus (Gini) de 0,55, soit une distribution où les 50 % les plus pauvres de la population recevaient 10,8 % du revenu et les 5 % les plus riches 26,5 %[5] ; 74 % des logements étaient en mauvais état en zone rurale et 47 % dans les villes ; 49,5 % des logements étaient sans eau potable, 44,5 % sans électricité[6]. L'irrationalité de l'allocation des ressources était totale : l'ajustement forcé de la production de sucre aux fluctuations de la demande mondiale exigeait la mise en réserve de nombreuses terres, laissées en friche (*Figure A.5.*) ; tandis que 600 000 Cubains, sur six millions au total, restaient au chômage en dehors du temps de la récolte (*zafra*). Cuba ne consommait pas ce qu'elle produisait ni ne produisait ce qu'elle consommait (*Tableau A.1.*). La raison même appelait une rupture, autant que l'esprit de liberté et de justice.

Premières transformations de la révolution : redistribution et réforme agraire

La révolution triompha le 1er janvier 1959. Il y avait certes eu, avant elle, en Amérique latine et caribéenne, d'autres grandes révolutions populaires, celle des esclaves d'Haïti (1791-1804) emmenés par Toussaint L'Ouverture, celle des paysans conduits par Emiliano Zapata au Mexique à partir de 1910, pour ne citer que les deux plus importantes, qui modifièrent durablement les trajectoires de ces sociétés en longue période. Le processus de transformation sociale n'allait pas, à Cuba, s'essouffler, mais au contraire trouver la force et le moyen de se radicaliser, pour poursuivre sa logique jusqu'au socialisme. La mobilisation du peuple en armes, sa détermination face à une agressivité des États-Unis allant crescendo et au sabotage de la bourgeoisie à l'intérieur, permirent d'assurer la suivie et la continuité de la révolution, de consolider son contenu jusqu'à pouvoir rompre avec le capitalisme et, *in fine*, de poser les bases organisationnelles de la résistance anti-impérialiste. Bien que réalisée en un temps historique extrêmement bref (1959-60), la transition au socialisme s'est opérée par étapes. Grâce aux nationalisations et au renforcement du rôle économique de l'État, les conditions du passage au socialisme étaient sans doute posées avant sa « proclamation » officielle, en avril 1961. Des formes de propriété capitalistes allaient neanmoins coexister des mois durant, dans une configuration complexe, avec celles de l'économie socialiste émergente.

(Santa Cruz del Sur), Florida = Argentina (Florida), Violeta = Primero de Enero (Móron), Preston = Guatemala (Mayarí), Boston = Nicaragua (Banes), Jaronú = Brasil (Esmeralda), Cunagua = Florida (Móron), Agramonte = Ignacio Agramonte (Florida), Estrella = República dominicana (Céspedes), Vertientes = Panamá (Camagüey), Miranda = Julio A. Mella (Palmarito), Alto Cedro = Loynaz Hechevarría (Marcané), Palma = Dos Ríos (Palma Soriano), Santa Ana = Chile (San Luis), Delicias = Antonio Guiteras (Puerto Padre), Chaparra = Jesús Menéndez (Puerto Padre), Mercedita = Augusto César Sandino (Cabañas), Los Caños = Paraguay (Guantánamo), Soledad = Julio Reyes (Jovellanos), Jobabo = Perú (Jobabo), Jatibonico = Uruguay (Jatibonico), Tuinicú = Melanio Hernández (Sancti Spíritus), La Vega = Remberto A. Alemán (Guayos), Manatí = Argelia Libre (Dumañuecos), Céspedes = Carlos Manuel de Céspedes (Florida), Francisco = Amancio Rodríguez (Santa Cruz del Sur), Elia = Colombia (Guáimaro), Hormiguero = Espartaco (San Fernando), Soledad G = El Salvador (Guantánamo), Ermita = Costa Rica (Guantánamo).

[5] De toutes, les plus fortes inégalités concernent la propriété, dont celle des moyens de production (*Figure A.4*).

[6] Ces données statistiques datent de 1953, 1957 ou 1958. Voir : Rodríguez et Carriazo (1987) et Martínez (1991).

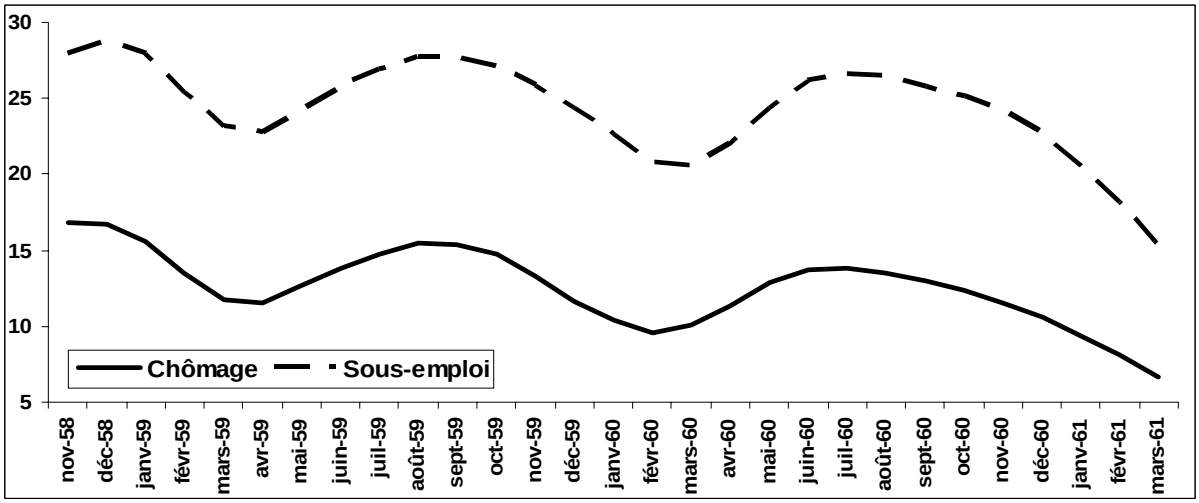
Les premières mesures adoptées en 1959 par la révolution en matière économique lui conférèrent un caractère marqué de libération nationale et de justice sociale. Éradication du travail des enfants, des mafias, de la corruption, de la spéculation commerciale ; récupération des biens mal acquis ; réduction des loyers, des tarifs de l'électricité et du téléphone, des prix des médicaments et des livres ; généralisation de la santé et de l'éducation publiques ; retraites ; loi de réforme urbaine et réquisition de logements ; construction d'infrastructures… Toutes traduisaient un fait nouveau : après quatre siècles de colonialisme espagnol et six décennies de néo-colonialisme états-unien, pour la première fois dans l'histoire du pays, la politique économique était placée au service des intérêts de la nation. Immédiatement, les efforts du gouvernement révolutionnaire se concentrèrent sur la création d'emplois (*Figure 2*), avec la promotion de grands travaux publics destinés à lutter efficacement contre l'un des problèmes structurels les plus graves de l'économie : le chômage. Simultanément, le pouvoir d'achat des travailleurs en zones urbaine et rurale fut augmenté (*Figure 3*) — en dépit des cycles saisonniers. L'effet de ces mesures, prises en faveur du peuple, fut la réduction très rapide des inégalités dès les premiers mois de la révolution (*Figure 4*). Le coefficient de Gini, estimé à 0,55 en 1953 (et vraisemblablement plus élevé en 1958, vu l'évolution défavorable des salaires dans les années 1950 [*Figure A.6*]), avait déjà chuté à 0,35 en 1962. À cette date, les 40 % les plus pauvres de la population avaient presque triplé leur part dans le revenu national par rapport à ce qu'elle était une décennie plus tôt (6 % en 1953, 17 % en 1962), tandis que celle des 10 % les plus riches s'était réduite de 40 % (de 39 % à 23 %). Quelques mois avaient suffi à Cuba pour devenir, de loin, le pays le plus égalitaire de tout l'« hémisphère occidental » —États-Unis et Canada compris.

Mais la mesure la plus décisive de la révolution fut assurément la réforme agraire[7]. Promulguée en mai 1959, la première loi de réforme agraire se distinguait par le fait d'avoir évité les difficultés du regroupement des terres consécutif à leur division. La taille maximale autorisée des propriétés était fixée à 30 *caballerías* (soit 402 hectares), les domaines plus étendus étant expropriés. Lorsque la terre était déjà mise en culture sous contrat de fermage ou de métayage, elle fut distribuée à ceux qui la travaillaient, en parcelles de 67 hectares. Là où les domaines étaient exploités comme des entités économiques uniques, celles-ci furent préservées, pour se transformer en coopératives ou en fermes d'État (*granjas del pueblo*). Si elle tolérait la propriété de taille moyenne (de 5 à 30 *caballerías*), la loi s'attaquait par contre aux *latifundios*, et donc à ceux de la grande finance *yankee*[8]. C'est là que se trouve la raison de l'hostilité de l'impérialisme. La réalité de la réforme agraire avait conféré à la révolution mexicaine sa portée historique, et laissé de mauvais souvenirs aux élites états-uniennes. Sa seule annonce avait provoqué, en 1954, leur intervention contre le gouvernement Arbenz au Guatemala. Dans le cas de Cuba, c'est à partir de la réforme agraire, qui prit un tour encore plus anti-impérialiste et populaire, que Washington allait user de toutes les formes de rétorsion pour tenter d'étrangler la révolution : de la suspension à la suppression du quota sucrier ; du blocus partiel, puis total contre l'île, à toute la gamme d'actions de terrorisme d'État[9]…

Dès lors, cette agressivité des États-Unis n'allait cesser de contraindre, à l'extrême, les possibilités de croissance de l'économie cubaine. Mais elle alimenta aussi à Cuba, en retour, un extraordinaire esprit de résistance et d'endurance. Car les Cubains surent répliquer et rendre les coups. Une première vague de nationalisations, clairement anti-impérialiste, toucha les raffineries de pétrole, et avec elles les plus grandes propriétés des États-Unis : 36 sucreries, les monopoles de l'électricité et du téléphone (août 1960), puis leurs banques

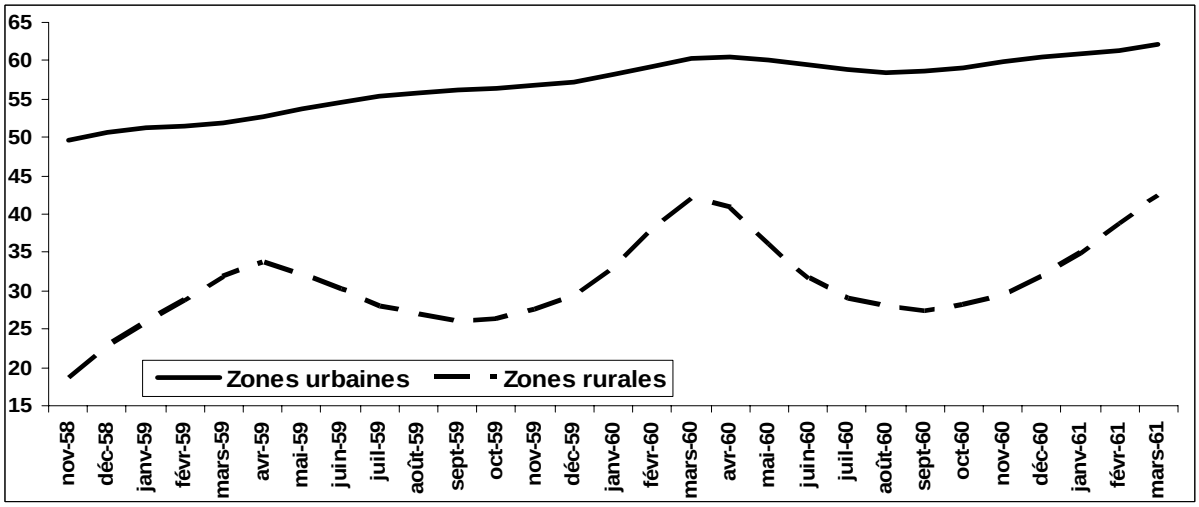
[7] Pino Santos (1964), Le Riverend (1967), Gutelman (1967), Furtado (1970), Rodríguez (1979), Valdes (1990).
[8] Les *latifundios* cubains s'appelaient : Julio Lobo, *Administración de negocios*, Gomez Mena, Central Cuba…
[9] Attentats (*Coubre*, 1960), invasion militaire (*Playa Girón*, 1961), menace nucléaire (crise des fusées, 1962)…

Figure 2. **Taux de chômage et de sous-emploi à Cuba : novembre 1958 – mars 1961**
(en pourcentage de la population active)



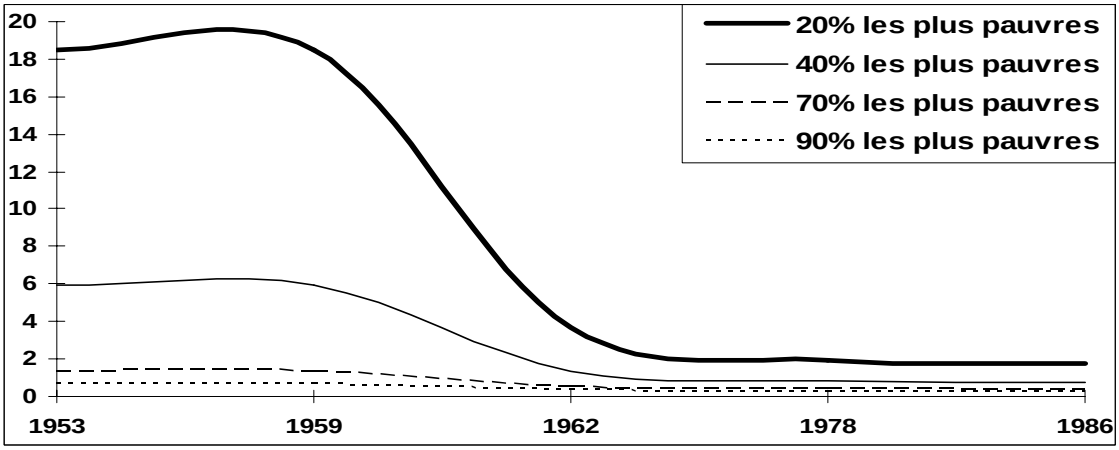
Sources : Consejo nacional de Economía (1959) et *Oficina nacional de los Censos demograficos* (1961).

Figure 3. **Part des travailleurs gagnant plus de 75 pesos par mois : novembre 1958 – mars 1961**
(en pourcentage de la population active)



Sources : Consejo nacional de Economia (1959) et *Oficina nacional de los Censos demograficos* (1961).

Figure 4. **Inégalités de revenus à Cuba sous la révolution : 1962, 1978 et 1986**
(rapport des revenus des 10% les plus riches au pourcentage concerné de la population)



Source : Calculs de l'auteur, à partir des données de Martínez (1991).

(septembre). L'irresponsabilité et l'hostilité de la bourgeoisie cubaine conduisirent à la deuxième vague de nationalisations (octobre 1960), nettement plus anti-capitaliste, et concernant 383 entreprises, les banques privées restantes et toutes les autres firmes états-uniennes. L'État établissait un monopole sur les importations. Le durcissement du blocus menaçait l'approvisionnement en combustibles, dont tout dépendait. Il exigeait une diversification des marchés extérieurs. Le rapprochement de l'URSS s'explique en grande partie par la violence même du conflit qui opposa dès l'origine les États-Unis à la révolution. L'aide des pays socialistes, en pétrole, mais aussi en crédits pour l'achat d'équipements notamment (*Tableau 2*) — sans même aborder la question, combien cruciale, de la défense — fut, à l'époque, absolument décisive dans la consolidation de l'œuvre de la révolution. La seconde loi de réforme agraire (octobre 1963) établit le contrôle de l'État sur les terres de grande ou de moyenne taille et supprima les rentes payées par quelque 100 000 paysans. Issus de la réforme agraire, et sachant ce qu'ils lui devaient, ces petits paysans indépendants, propriétaires de 7,2 millions d'hectares (pour 11,4 millions à l'État), allaient constituer un solide soutien de la révolution.

Tableau 2. **Crédits accordés à Cuba par les pays socialistes en 1961-62**

Pays	**Montant** *(millions dollars)*	**Taux d'intérêt** *(pourcentage)*	**Amortissement** *(années)*	**Objectifs**
URSS	200	2,5	de 5 à 12	Équipements industriels, pétrole, nickel et cobalt, électricité, services…
Chine	60	0,0	10	Machines et outillage
Tchécoslovaquie	40	2,5	10	Électricité, automobile
Hongrie	15	2,5	10	Machines et outillage
Roumanie	15	2,5	à partir de 1966	Machines et outillage
Pologne	12	2,5	8	Chantiers navals
RDA	10	2,5	10	Équipements industriels
Bulgarie	5	2,5	10	Énergie hydraulique
Total	357			

Source : Huberman et Sweezy (1969).

Cuba avait été dollarisée de 1898 à 1914, puis dotée d'un système monétaire dual où le dollar tint le rôle de monnaie nationale *de facto* jusqu'en 1958. L'instauration de l'économie socialiste rompit avec la dollarisation de l'époque néo-coloniale. La reconquête de la souveraineté monétaire et la transformation des institutions monétaires et financières du pays furent engagées sous l'autorité du commandant Guevara, président de la Banque nationale de Cuba de novembre 1959 à février 1961. Pour éviter une fuite de capitaux et desserrer la contrainte que la pénurie de devises faisait peser sur la balance des paiements, un strict contrôle des réserves et des changes fut instauré, qui passait par celui du financement des paiements en monnaies étrangères, des entrées et sorties de devises, des achats-ventes de dollars aux non-résidents, des licences d'importation… Les institutions financières spécialisées furent intégrées au sein des nouvelles structures de l'État socialiste, tout spécialement celles de l'Institut national de la Réforme agraire et du ministère du Commerce extérieur[10]. En février 1961, la restructuration de la Banque centrale était achevée, qui cumulait les fonctions monétaires, bancaires et de crédit, et devenait un instrument-clé dans la

[10] En 1963-64, un débat théorique s'engagea sur les questions financières, en particulier le « système budgétaire de financement ». Il opposa notamment Guevara (ministre de l'Industrie), Álvarez Ron (ministre des Finances) et Mandel d'un côté, Rodríguez (INRA), Mora (ministre du Commerce extérieur) et Bettelheim de l'autre.

consolidation de la propriété sociale des moyens de production, la mise en œuvre de la planification centrale et l'amorce de l'industrialisation du pays. Le nouveau peso (signé du nom de « *Che* ») évinçait la monnaie états-unienne.

À partir de 1961-63, l'établissement de nouveaux rapports de production socialistes, ainsi que les relations économiques et commerciales croissantes avec l'URSS et l'Europe de l'Est ont nécessité la recherche de l'articulation d'une stratégie de développement (définissant des objectifs), d'une politique économique (sélectionnant les instruments à mettre en œuvre) et d'un système de direction de l'économie (instaurant les institutions correspondantes)[11]. Cette exigence apparaissait d'autant plus impérative que l'agression de l'impérialisme redoublait d'intensité, pour se convertir en guerre qui ne disait pas son nom des États-Unis contre Cuba. Les objectifs de la stratégie définie furent donc, dans un premier temps, de transformer Cuba en un pays industrialisé à court terme grâce à la diversification de l'agriculture, à l'essor de l'industrie lourde et à la substitution des importations. À la volonté spontanée des dirigeants de la révolution de rejeter la structure mono-exportatrice héritée du passé colonial et néo-colonial se mêlaient les influences du soviétisme et du cépalisme. Mais si d'importantes avancées sociales ont alors été réalisées (en ce qui concerne la santé, l'éducation, l'égalité…), les objectifs strictement économiques, quant à eux, ne furent pas atteints. Les raisons en sont la grande vulnérabilité de l'économie nationale face à la contrainte extérieure, le manque de devises, de financements externes et de combustibles, rendant la diversification très difficile, l'insuffisance de ressources naturelles et techniques entravant les changements structurels, la rareté (et la fuite) de cadres qualifiés, l'inexpérience en matière de planification et de gestion des entreprises… Des contraintes extrêmement fortes, internes et externes, ont ainsi empêché la sortie de la spécialisation sucrière : le poids de l'histoire, les rigidités structurelles, les puissantes forces de rappel des marchés ; car le retour au sucre était aussi un choix imposé par les lois du système mondial capitaliste. L'attrait des prix soviétiques, fixés largement au-dessus des prix mondiaux (et états-uniens), demeurait une conséquence de mécanismes de marché. Une raison majeure fut aussi que le peuple en armes devait rester sur le qui-vive pour la défense de sa révolution, réclamant à la nation un effort considérable. Les effets du blocus se faisaient très durement sentir, par la difficulté d'approvisionnement en pièces de rechange et la dépréciation accélérée des machines et des équipements. Dans ce contexte, une chute de l'activité économique fut enregistrée, en particulier dans le secteur sucrier, ainsi qu'une baisse de la productivité. Un changement de stratégie économique s'avérait nécessaire.

Les étapes de la planification de l'économie cubaine

À partir de 1964, la décision de réorienter les objectifs statégiques visa à prendre appui sur la base économique existante, héritée du capitalisme, afin d'être en mesure de dégager les ressources indispensables au financement des infrastructures et à une accumulation accélérée pour industrialiser le pays. Essor de la production agricole, promotion et diversification des exportations, création des bases de l'industrialisation devenaient les nouvelles priorités. Elles se traduisirent par d'importantes réallocations factorielles au tournant de l'année 1964 : les investissements de l'État allaient pour 40,5 % à l'agriculture, 18,1 % à l'industrie et 11,7 % aux transports et communications en 1965, contre respectivement 24,3 %, 31,6 % et 9,6 % en 1963[12]. Les arguments qui fondaient ce changement de cap ne manquaient pas : abondance de terres disponibles à la suite de la réforme agraire, rentabilité des investissements, efficacité allocative, peu d'intrants et de travail qualifié, possibilités de substitutions d'importations…

[11] Álvarez (1998). Voir aussi : Baran (1961).
[12] MacEvan (1981).

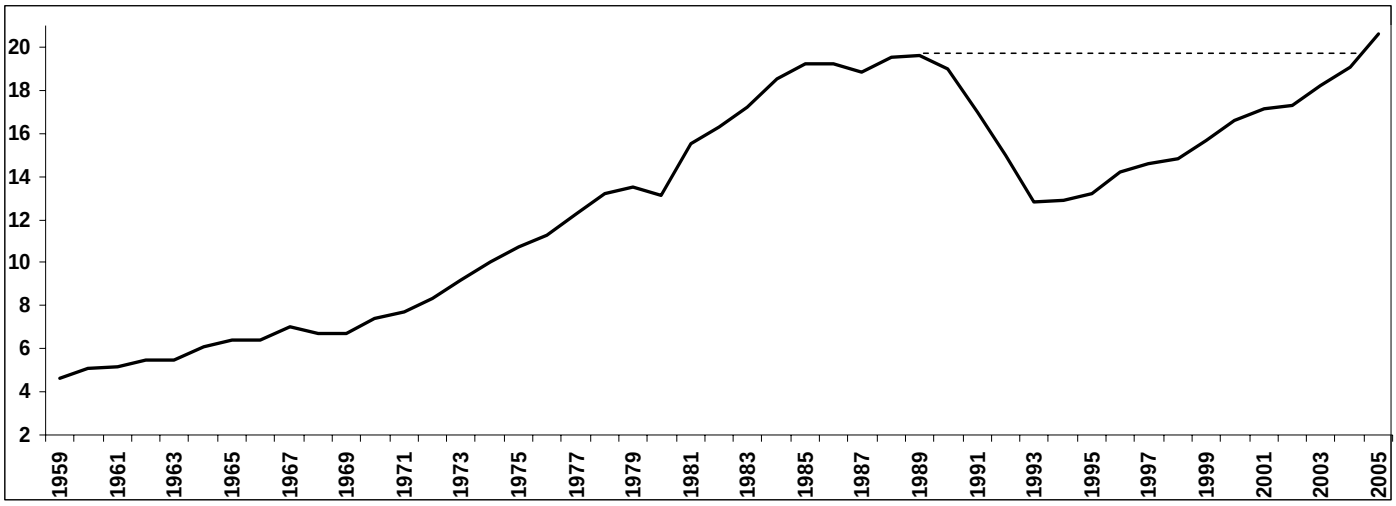
L'accord commercial sur l'achat de sucre conclu avec l'URSS en janvier 1964[13], puis ceux signés avec les autres pays socialistes (y compris la Chine), ouvrirent de nouveaux marchés et exercèrent une influence déterminante sur le choix de retour à la spécialisation sucrière, en le rendant rationnel. C'est d'ailleurs cette évolution favorable des relations internationales qui rendit possible de fixer l'objectif d'une production de 10 millions de tonnes de sucre pour l'année 1970. Il n'empêche ; le secteur extérieur continuait de contraindre la reproduction élargie de façon décisive, et les structures difformes et ossifiées du passé de peser de tout leur poids sur les choix économiques du gouvernement. Le retour au sucre, dont l'économie toute entière dépendait, en même temps que le front ouvriers-paysans comme base de la révolution, fut le produit d'un débat de fond, très riche, entre révolutionnaires, mais qui n'en restait pas moins soumis à des contraintes. Par la force des choses, c'est-à-dire le blocus et la pénurie de devises, il obéissait encore à la logique des lois du système mondial capitaliste. La révolution était synonyme de conquête et d'exercice du pouvoir, mais toujours dans certaines limites.

Entre 1964 et 1967, la croissance du PIB se rétablit (*Figures 5* et *6*). Faire des revenus des exportations agricoles le pilier du financement du développement ne signifiait pas poursuivre la non-industrialisation du pays, mais au contraire créer une base industrielle devant accélérer l'essor de l'agriculture. D'où la formation des industries d'équipements agricoles, de pièces de rechange, de flotte de pêche, d'engrais et pesticides, de transformation agro-alimentaire…, et, parallèlement, une attention spéciale accordée à la production d'électricité et de matériaux de construction pour répondre aux besoins de services sociaux et d'infrastructures. Toutefois, à partir de 1967, d'importants déséquilibres économiques apparurent, en même temps qu'une tendance à la baisse de la productivité. Il est aujourd'hui coutume de dire que des « erreurs » de politique économique, empêchant la réalisation des objectifs, ont été commises de 1967 à 1970. Au nombre de celles-ci : un idéalisme consistant à considérer les rapports monétaro-marchands comme non pertinents et à accorder la primauté au politique (nationalisations de l'*« offensive révolutionnaire »* en 1968, par exemple)[14] ; l'élimination des facturations et des paiements entre entreprises et, en leur sein, de la comptabilité et des budgets ; l'instauration de gratuités nombreuses et généreuses ; la déconnexion des salaires distribués des normes ou des contributions des travailleurs… Les conséquences en furent la désorganisation du travail (absentéisme, indiscipline, désincitation aux gains de productivité…) et, de manière générale, celle du système de direction de l'économie, amenant des déséquilibres financiers internes, que traduisit l'accroissement des liquidités en circulation. Dans de telles conditions, l'objectif des 10 millions de tonnes de sucre ne pouvait pas être atteint. Avec 8,53 millions de tonnes, la production de 1970 n'en reste pas moins le record absolu de l'histoire du pays.

Une des leçons à tirer de cet échec, à notre avis essentielle, est que l'utilisation de certains des outils d'une politique économique socialiste est difficile, pour ne pas dire impossible, en situation de pénurie généralisée — comme c'était le cas de Cuba dans les années 1960, après la mise en place du blocus états-unien. L'analyse critique que firent les dirigeants cubains pour rectifier ces erreurs ne les amena pas à abandonner la stratégie sucrière, mais à chercher à corriger les déséquilibres par un accroissement de l'efficience et un essor des infrastructures et des secteurs susceptibles de poser les bases d'une industrialisation à venir. À partir de 1971, de profondes modifications de politique économique furent mises en œuvre : instauration de normes et retour à des rémunérations liées au travail effectivement fourni, rétablissement de la comptabilité et calcul économique comme base du système de direction… L'heure était à l'assainissement des finances internes du pays ; ce qui n'empêcha pas la poursuite de progrès sociaux, spécialement dans l'éducation et la santé, auxquelles jamais le pays ne renonça.

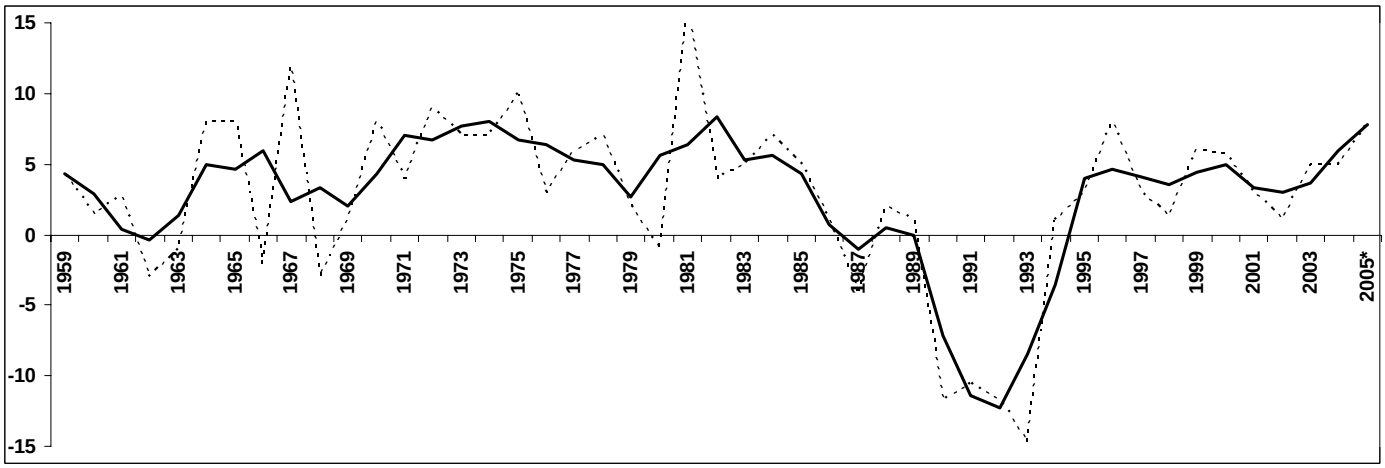
[13] Il portait sur 24,1 millions de tonnes entre 1965 et 1970, à 6,11 cents de dollars la livre (*Figure A.9*).
[14] Huberman et Sweezy (1969).

Figure 5. **Évolution du niveau du produit intérieur brut de Cuba de 1959 à 2005**
(en milliards de dollars, à prix constants de 1981)



Sources : Calculs de l'auteur, d'après Álvarez (1998) et *Oficina nacional de Estadísticas* – ONE (années variées).

Figure 6. **Taux de croissance annuel moyen du PIB de Cuba de 1959 à 2005**
(en pourcentage, taux réel et taux calculé en moyenne mobile sur trois années)



Sources : Calculs de l'auteur, d'après Álvarez (1998) et ONE (années variées).
Notes : (*) = Le calcul du PIB de l'année 2005 a été évalué à partir du taux de croissance du premier semestre.
Le taux réel est en pointillés et sa moyenne, calculée en glissement sur trois ans, en trait plein et gras.

Tableau 3. **Taux de croissance du PIB de Cuba par période historique de 1959 à 2005**
(moyennes annuelles, en pourcentage)

1959-1960 :	+1,5
1961-1963 :	-0,4
1964-1966 :	+6,5
1967-1970 :	+2,0
1971-1975 :	+7,4
1976-1981 :	+5,5
1982-1985 :	+5,3
1986-1990 :	+0,1
1991-1994 :	-9,5
1995-2000 :	+4,5
2001-2002 :	+2,1
2003-2005 :	+5,9

Le renforcement des liens avec le bloc soviétique conduisit à la décision d'entrer dans le Conseil d'Aide économique mutuelle (CAEM). L'adhésion se concrétisa en 1972. Dépassant l'échange et la coopération, cette dynamique d'intégration fournissait à Cuba les conditions qui rendaient possible l'objectif d'industrialiser le pays. Mais cela supposait la redéfinition de sa spécialisation. La nature des relations établies au sein du CAEM modifiait de fond en comble, très favorablement, le rapport entretenu avec l'économie mondiale. Cuba bénéficiait ainsi d'un élargissement et d'une stabilisation des marchés pour ses exportations, traditionnelles (sucre, nickel, agrumes) et nouvelles (composants électroniques, fabrication de machines). Ces dernières remettaient en cause, dans une certaine mesure, la logique historique des avantages comparatifs de Cuba en fonction des lignes de spécialisation relative dans la communauté socialiste, en élargissant l'accès aux nouvelles technologies. Les importations de combustibles et matières premières, de produits chimiques, de biens d'équipement… étaient désormais sécurisées sur des années. En plus de l'essor des volumes, les termes de l'échange s'amélioraient du fait de prix garantis à l'exportation par l'URSS supérieurs à ceux du marché mondial — mais la fixation de prix différenciés pour le sucre cubain exerçait un effet redistributif favorisant les pays socialistes les moins développés (*Tableau A.2*). Les économies du CAEM y gagnaient en raison du coût d'opportunité élevé de la production sucrière, de l'approvisionnement stratégique en nickel et du débouché ouvert pour leurs biens d'équipement, souvent peu compétitifs sur le marché mondial. Cuba bénéficia de nouveaux financements — pour son développement, mais aussi pour équilibrer sa balance des paiements —, accordés à des conditions très favorables (faibles taux d'intérêt et durée d'amortissement à long terme). L'assistance technique et la formation de spécialistes prirent une ampleur sans précédent. Au cours des années 1980, la plus grande partie des importations étaient motivées par la satisfaction des besoins de consommation de la population (produits alimentaires et équipements ménagers), au sein d'une formation sociale considérablement plus homogène et égalitaire. Le coefficient de Gini était de 0,22 en 1986[15]. La collaboration externe était devenue le moteur de la stratégie de développement du pays.

Au début des années 1980, une série de facteurs externes défavorables, en particulier la dégradation de la situation financière en monnaie librement convertible, allait obliger à renégocier la dette due aux pays capitalistes et à stimuler les exportations. À partir de 1976, la coordination des plans quinquennaux entre pays membres du CAEM conditionna le profil des plans nationaux cubains (1976-80, 1981-85, 1986-90). Tous mettaient l'accent sur l'industrialisation du pays. Mais les négociations de la Coordination des Plans pour le quinquennat 1986-90 se soldèrent par la stagnation des échanges aux niveaux de 1985, et révélèrent un certain durcissement des relations avec certains partenaires du CAEM. C'est dès le milieu des années 1980, parallèlement aux évolutions constatées en URSS et en Europe de l'Est, qu'apparurent les symptômes d'épuisement des facteurs qui avaient propulsé la croissance soutenue observée de 1971 à 1985 (*Tableau 3*). L'économie enregistra alors des baisses d'efficience et de rendement des capitaux investis, entre autres dans le secteur sucrier (*Figure A.11*). La dépendance externe restait forte : les importations étaient en hausse dans de nombreux secteurs, les exportations souvent peu dynamiques. Les dysfonctionnements se multipliaient dans la mise en œuvre des investissements (retards, incomplétude, qualité insuffisante), la gestion des entreprises (rentabilité gonflée par des prix surévalués), la sphère du travail (paiement de salaires ne correspondant pas au travail réel, de primes non justifiées)…[16] Ces dérives, assez comparables, quoique d'origine symétriquement inversée, à celles observées dans les années 1960, furent interprétées comme la conséquence d'erreurs d'application de la politique économique adoptée en 1975, lors de l'implantation d'une

[15] Brundenius (1984). Voir également : Yamaoka (1997).
[16] Álvarez (1991, 1998).

conception du calcul économique inspirée de celui en vigueur dans le CAEM, accordant la primauté aux techniques de gestion sur les facteurs socio-politiques de la planification.

Les années 1986-1989 furent marquées par la mise en place d'un ensemble de mesures de *« rectification »* de ces erreurs, s'efforçant d'utiliser des méthodes de travail plus efficaces, des types de rémunération rapprochant revenus et résultats (dans l'agriculture notamment) et des formes d'organisation et de gestion des entreprises plus performantes. L'aggravation des contraintes extérieures (tension de la situation financière avec l'Ouest et des négociations avec l'Est) provoqua même une contraction de la base matérielle de l'économie. Face aux difficultés économiques liées aux déséquilibres externes et internes, un début de redéfinition de la stratégie de développement fut engagé au milieu de la réalisation du 3e plan (1988), visant à compter davantage sur les ressources propres du pays. Les objectifs furent réorientés vers la création de nouvelles sources de revenus externes sur le marché mondial, en tirant parti des dotations naturelles de l'île, aussi bien que des récentes opportunités offertes par le développement du potentiel scientifique et technique de la force de travail. Le choix des programmes stratégiques se porta donc sur l'alimentation, le tourisme et les biotechnologies — en articulant production–services–science, en plus des priorités permanentes accordées par la révolution aux investissements sociaux et infrastructurels. Dès 1988, une impulsion fut donnée aux investissements étrangers, des négociations s'engagèrent en vue de l'ouverture au tourisme, et les modes de gestion et de financement en devises des entreprises s'assouplirent. Les Cubains avaient donc compris qu'il y avait du nouveau à l'Est, et qu'il leur fallait réagir.

Bilan des avancées et des insuffisances de la révolution cubaine en 1989-1990

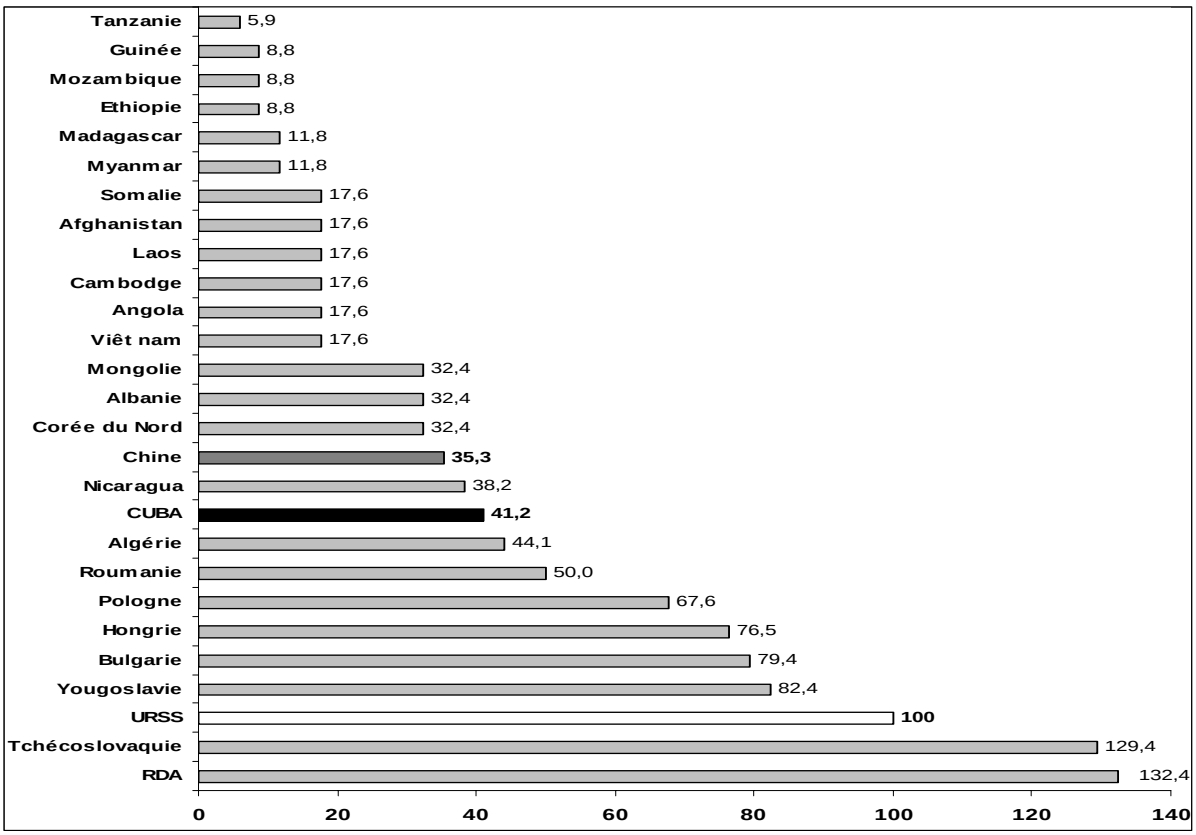
D'un strict point de vue économique, les performances de croissance réalisées par Cuba entre 1959-60 et 1989-90 sont, en termes relatifs, loin d'être mauvaises — et ce, en dépit des difficultés rencontrées et des fortes contraintes extérieures exercées sur la révolution, dont le blocus états-unien n'est pas la moindre. Sur la période 1959-1989, l'économie cubaine a en effet enregistré un taux moyen de croissance annuelle de son PIB de près de 5 % (*Figure 6* et *Tableau 3*). Mesurée selon le produit social final et le produit social global[17], la croissance économique a été respectivement de 4,8 % et 4,4 % (*Figure A.12*). Pour la même période, le taux de croissance du PIB *per capita* a été légèrement supérieur à 3 % en moyenne annuelle. Aussi Cuba supporte-t-elle plutôt bien la comparaison avec les autres pays d'Amérique latine (*Figure 10*). L'indice du PIB cubain en 1989 n'est franchement inférieur qu'à celui du Brésil, et se situe presque au même niveau que celui du Mexique, lequel ne le dépasse qu'en 1990, de peu. En ravanche, il restait à cette date très nettement supérieur aux indices de PIB atteints par l'Argentine, le Chili, le Pérou et le Venezuela prérévolutionnaire.

Les résultats obtenus de 1959 à 1989 au regard des autres pays à économie socialiste (URSS et Europe de l'Est) sont clairs : Cuba se classe, en fin de période, au-dessus de tous les pays du bloc soviétique (*Figure 9*), y compris ceux dont la base productive de petite taille (Bulgarie, Roumanie) avait, comme elle, commencé à rattraper les économies plus avancées (URSS, Tchécoslovaquie, Hongrie). L'entrée dans le CAEM donna une très forte impulsion à l'économie cubaine, même si, en termes de valeur agrégée nette de la production matérielle, le rattrapage du leader soviétique n'opéra que partiellement. Le revenu national par tête de Cuba demeurait inférieur à la moitié de celui de l'URSS en 1987-88 (*Figure 7*)[18]. Le rythme soutenu de croissance du produit social des années 1970 se poursuivit au cours du quinquennat 1981-

[17] Le produit social global (PSG) est la somme des productions brutes des entreprises et le produit social final (PSF) la valeur agrégée brute générée par le pays, moins la consommation (Mesa-Lago et Perez-Lopez [1985]).

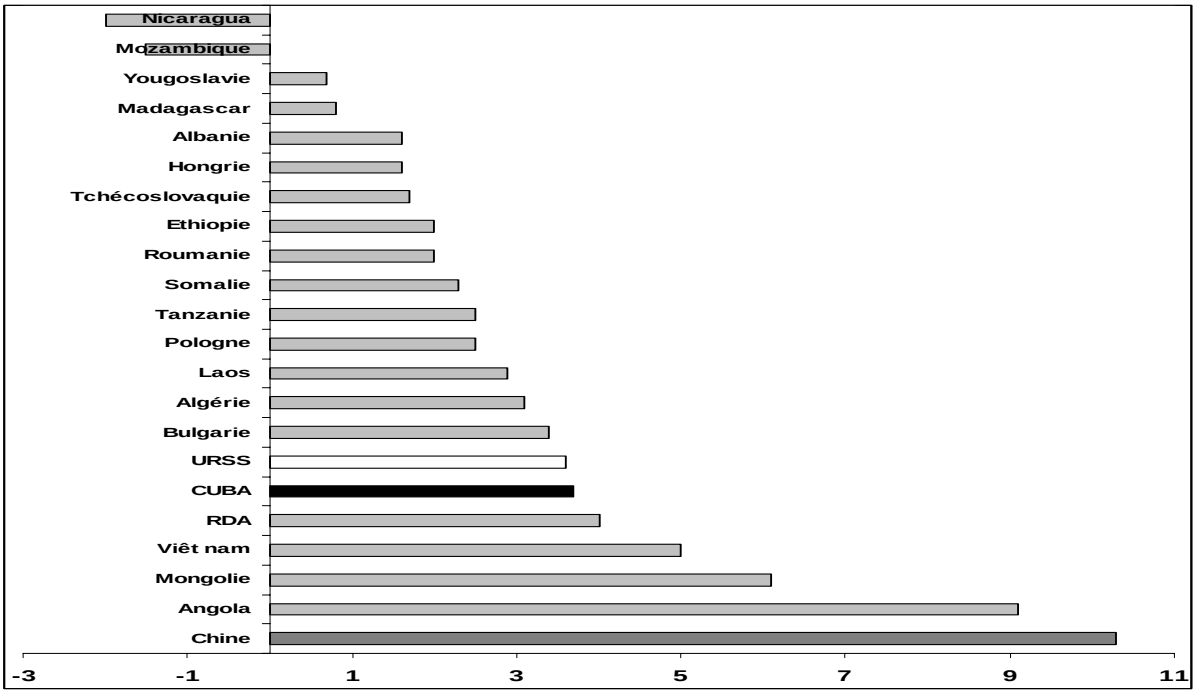
[18] Les difficultés de calcul et de comparaison des produits sociaux des pays à économie planifiée conduisent à relativiser fortement la portée de ces données statistiques (ici fournies par la Banque mondiale [1992]).

Figure 7. **Revenu national *per capita* dans les pays à économie planifiée en 1987-88**
(base 100 en URSS)



Source : Banque mondiale (1992).

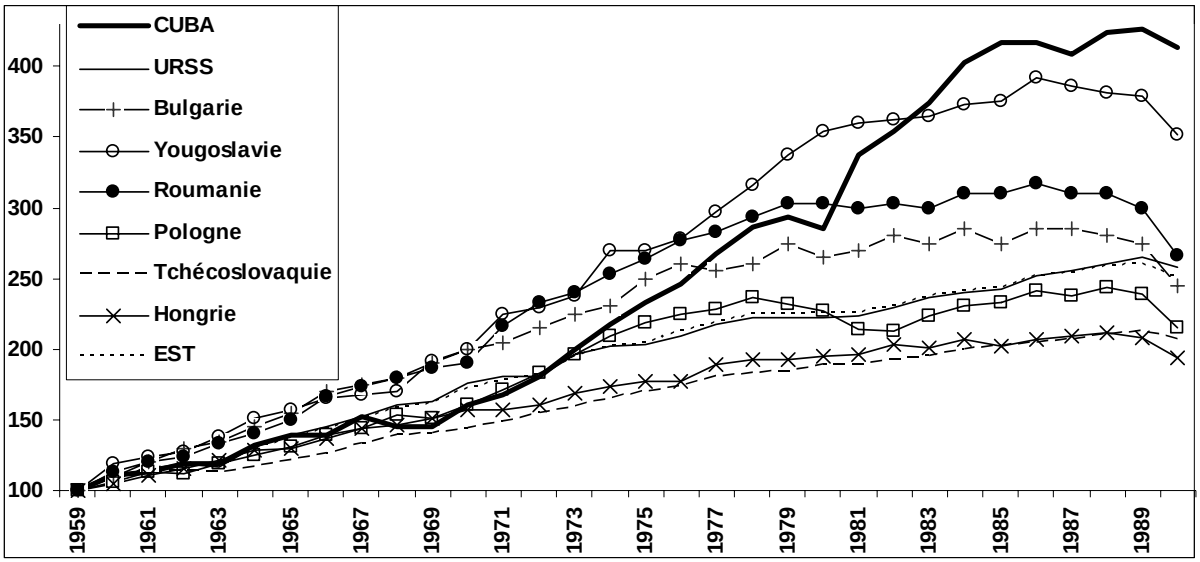
Figure 8. **Taux de croissance moyen du PIB des pays à économie planifiée dans les années 1980**
(en pourcentage)



Source : Banque mondiale (1992).

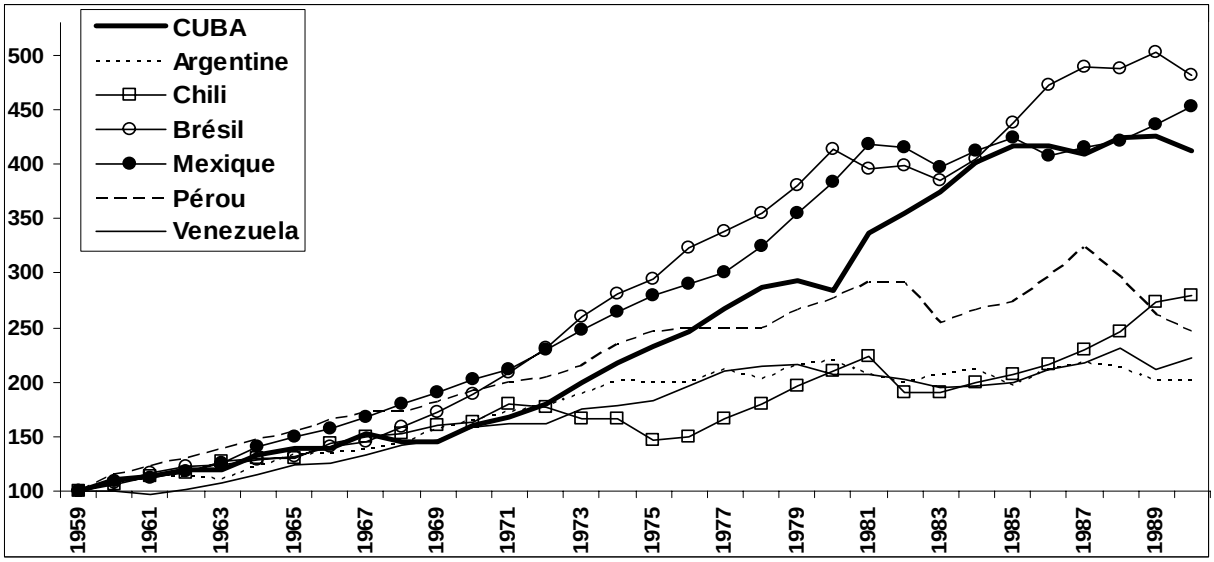
Note : Pour la définition proposée par la Banque mondiale du « PIB » des pays à économie planifiée dans les années 1980, voir les notes techniques *« Sources and methods »*, pp. 229-247.

Figure 9. **Évolutions des niveaux de PIB comparées Cuba – pays de l'Est de 1959 à 1990**
(base 100 en 1959)



Source : Calculs de l'auteur, d'après Maddison (1995).

Figure 10. **Évolutions des niveaux de PIB comparées Cuba – Amérique latine de 1959 à 1990**
(base 100 en 1959)



Source : Calculs de l'auteur, d'après Maddison (1995).

1985 — interrompu par les dégâts causés par des maladies de la canne à sucre (le charbon et surtout la rouille), qui provoquèrent d'importantes pertes de récoltes entre 1977 et 1980. Il se ralentit cependant à partir de 1986, pour devenir même négatif en 1987, en raison des problèmes précédemment mentionnés, d'épuisement des facteurs d'accumulation extensive à l'intérieur et d'exacerbation des tensions économiques internationales à l'extérieur (*Figure 8*). Le trait majeur de l'économie cubaine sur ces trois décennies est demeuré sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur. L'influence des facteurs externes fut toujours importante, parfois tout à fait déterminante dans l'accélération (adhésion au CAEM) ou le ralentissement (blocus états-unien) des stratégies mises en œuvre par le gouvernement révolutionnaire. En dépit des avantages qu'elle offrit à Cuba, incontestablement nombreux, l'intensification des liens avec les pays socialistes toucha certaines limites, qui étaient celles du CAEM lui-même. L'intégration proposée ne permit jamais de déconnexion complète par rapport aux

mécanismes de rappel, si puissants, du système mondial capitaliste, ni à Cuba de se dégager de sa spécialisation héritée du capitalisme. Si plus de 80 % du commerce extérieur de l'île s'effectuaient avec le CAEM (*Figure A.16*), le recours aux pays capitalistes pour importer certaines technologies non fabriquées par l'URSS ou ses alliés restait nécessaire et exposait au risque de blocage de certains segments de son appareil productif[19]. Cuba dut également écouler une partie de sa production sur le marché « libre » du sucre, où elle mena certes une « guérilla économique » contre les oligarchies sucrières latino-américaines, mais toujours sur le terrain (marché) et avec les armes (prix) de ses adversaires. Cuba dut également s'endetter auprès des banques des pays capitalistes. Jamais son développement ne fut donc totalement autonome au sein du système mondial capitaliste — pas plus d'ailleurs que celui de l'URSS.

Malgré ces contraintes, et certaines insuffisances, les stratégies de la révolution permirent d'ouvrir d'amples espaces à l'économie nationale pour la réalisation d'avancées tout à fait considérables. Le fait que Cuba soit restée le premier exportateur mondial de sucre jusqu'en 1989 — et que toutes les marges de manœuvre n'aient pas été utilisées pour diversifier les productions — ne peut faire oublier que l'agriculture du pays a enregistré, avec la révolution, des transformations positives. Au nombre de celles-ci : l'élimination de la propriété foncière latifundiaire, inégalitaire et inefficace ; une utilisation des terres plus équilibrée et complète ; l'essor des infrastructures rurales (irrigation, barrages, drainage, voirie...) ; la mécanisation des cultures et des récoltes ; l'usage d'engrais ; l'incorporation d'innovations technologiques grâce à un système de recherche scientifique patiemment construit[20] ; la gestion rationnelle — quoique imparfaite — des ressources naturelles (reforestation) et de leur distribution (adduction d'eau potable dans les campagnes) ; une qualification de la force de travail ; l'humanisation des conditions de travail et l'amélioration des conditions de vie des paysans. De nouvelles branches, insignifiantes avant la révolution, ont été soutenues, comme l'aviculture, l'élevage porcin, la culture d'agrumes pour l'exportation, certains segments agro-alimentaires, la pêche... Cette dernière, quasi inexistante en 1959, fut constituée en activité moderne par la construction d'une flotte complète (spécialement hauturière), de grandes infrastructures portuaires (équipées de lieux de stockage frigorifique) et d'usines de traitement des poissons et des fruits de mer.

Mais ce sont les progrès de l'industrie qui, jusqu'en 1989, ont été les plus considérables[21]. De nouvelles centrales et des raffineries ultra-modernes ont été construites pour transformer le sucre sur place ; le transport de la canne et la manutention du sucre mécanisés. Entre 1959 et 1989, le secteur sucrier a enregistré une croissance de ses productions de plus d'un tiers par rapport à la période 1940-1958 : 6 525 kilotonnes contre 4 697 kt en moyenne (*Tableau 4*). L'intégration agro-industrielle fut favorisée, en particulier par la fabrication d'équipements et de matériels agricoles (moissoneuses-batteuses pour la canne à sucre, charrues, pièces de rechange) et la maîtrise nationale partielle de l'approvisionnement en engrais et pesticides, en vaccins et médicaments vétérinaires, en intrants industriels (boîtes de conserve, fil de fer) et énergétiques (tourteaux, bagasses), en produits alimentaires...

[19] Tel était le cas, par exemple, d'équipements pétroliers (pompes, tests de résistance des matériaux de forage, matériels de soudure à ultrasons, appareils de prospection), d'appareils de mesure de températures ou pressions élevées (pyromètres à infrarouge, manomètres), de câbles d'acier de très haute résistance (pour les mines ou la marine), de machines de travail de l'acier inoxydable (trempe, décapage, polissage) ; ainsi que, dans de moindres proportions, du traitement chimique de cultures agricoles, de machines-outils à commande numérique (usinage), d'appareils de synthèse des cristaux, de certaines machines dans l'agro-alimentaire, l'industrie de la chaussure (coupe des peaux, imbibage des fibres, fixateur d'enduits), le bâtiment et la construction, le transport industriel (locomotives de manœuvre, apprareils de levage), ou même de disquettes pour ordinateurs personnels, etc.

[20] Les progrès scientifiques ont aussi concerné l'élevage, avec l'insémination artifitielle, le croisement génétique, la transplantation d'embryons, la culture *in vitro* pour microdiffusions, le contrôle phytosanitaire, etc.

[21] Figueras (1994).

L'exploitation de produits dérivés de la canne a été poussée grâce aux biotechnologies, et nombre d'installations furent équipées pour utiliser des résidus et sous-produits de la *zafra*. Plus fondamentalement, la base énergétique de l'économie, condition de l'industrialisation, a été considérablement développée, intégrée et élargie à tout le pays. En 1989, 95 % du territoire national étaient électrifiés, la génération d'énergie ayant été décuplée par rapport à 1958. L'ensemble des infrastructures bénéficia d'investissements publics de grande ampleur : extension du réseau routier asphalté, réactivation des chemins de fer, construction d'aéroports internationaux... L'industrie du nickel vit ses capacités étendues et modernisées, grâce à l'aide des pays du bloc soviétique. En 1989, des segments d'une gamme relativement large d'industries avaient ainsi été implantés : sidérurgie (avec une capacité de production d'acier d'un million de tonnes), production diversifiée de biens d'équipement, de machines et de pièces de rechange (pour l'agriculture, l'industrie, la construction, les transports, la recherche médicale), production de biens de consommation... Cet essor de la base industrielle du pays contribua à réduire sensiblement, au moins dans certains secteurs, la dépendance vis-à-vis des approvisionnements étrangers.

L'une des réussites les plus éclatantes de la politique industrielle de la révolution fut, à n'en pas douter, la constitution d'un complexe pharmaceutique et biotechnologique de haute qualité, et de renommée mondiale. Dès la fin de la décennie 1980, ses débouchés ne se limitaient plus seulement aux programmes nationaux de santé publique (satisfaisant 85 % de la demande domestique de médicaments), pour s'étendre aussi aux exportations. En 1990, plus de 200 produits pharmaceutiques et biotechnologiques cubains étaient commercialisés dans le monde. La maturité acquise par ce secteur dans les années 1980 assura à Cuba un contrôle (presque) complet de l'intégration science-production-services — de la recherche fondamentale à la production de moyens de production, de l'organisation du travail au marketing — pour un nombre non négligeable de fabrications industrielles de biens issus de découvertes scientifiques locales. À partir de la seconde moitié des années 1980, des progrès importants furent aussi réalisés dans le domaine de l'électronique[22]. Le 3e plan (1986-90) soutenait en effet l'essor de la production d'un éventail de produits assez variés : semi-conducteurs (pour la recherche à Cuba et l'exportation vers la RDA), éléments de micro-ordinateurs (avec services connexes), écrans et claviers (destinés au CAEM et à la demande nationale), techniques informatiques et génie logiciel (programmes d'application pour la planification, la gestion d'infrastructures, la logistique, la formation, la recherche, la santé...), équipements médicaux, télécommunications (centraux téléphoniques, câbles et fibres), automatisation industrielle, moteurs et installations électriques, batteries et piles, climatiseurs, réfrigérateurs, téléviseurs, composants divers pour l'approvisionnement de l'industrie électronique.

Ce bilan plutôt favorable ne saurait toutefois masquer les insuffisances et déficiences qui persistaient dans l'économie cubaine à la fin de la décennie 1980 — en sus de sa dépendance structurelle. Dans l'agriculture, malgré des progrès observés pour certaines productions (riz, pommes de terre et tubercules, légumes), la production resta globalement insuffisante pour satisfaire la demande domestique. La croissance agricole se caractérisait par un usage extensif, plutôt qu'intensif, des ressources (plus de terres mises en culture, plus de machines et de produits chimiques utilisés)[23]. Dans ces conditions, les rendements agricoles avaient tendance, en général, à progresser moins rapidement que les investissements — y compris dans le secteur du sucre (*Figure A.11*)[24]. Le processus d'industrialisation du pays demeura

[22] Cuba (1986), pp. 86 et s.
[23] Álvarez (1998).
[24] Des « concurrents » agricoles de Cuba existaient naturellement au sein du CAEM. L'URSS produisait en 1989 9,5 millions de tonnes de sucre (dont 5,4 en Ukraine et 3,2 en Russie), soit plus que Cuba cette année-là (8,12)

incomplet, les faiblesses les plus flagrantes se situant dans : la dynamique atone des exportations industrielles, du retard pris par l'industrie chimique par rapport aux autres branches, les défaillances dans la réalisation des investissements (coûts, délais d'entrée en fonction, rentabilité...), la sous-utilisation des capacités d'usines de très grande taille, les intensités énergétiques excessives de nombreux secteurs (supérieures à celles des industries européennes ou japonaises, voire états-uniennes), l'incomplétude de l'intégration inter-entreprises nationale, de la qualité trop souvent insuffisante des produits, les nombreuses pesanteurs bureaucratiques...[25] Dans le domaine monétaire, le dollar ne disparut pas totalement sous la révolution. L'une des raisons tenait à l'existence de *diplotiendas* (magasins en devises destinés aux diplomates et non-résidents). Mais ses circuits demeuraient limités à quelques segments du secteur informel, alimentés par l'envoi clandestin de dollars des Cubains émigrés à leurs proches. La détention de devises resta interdite à Cuba jusqu'en 1993.

Reconnaître ces faiblesses et insuffisances manifestes de l'économie cubaine, comme la dépendance persistante du pays vis-à-vis de l'extérieur, est un constat historique ; tenir les relations de l'île avec l'URSS pour la continuation, sous couvert de socialisme, d'un « *pacte néo-colonial* » et de la position d'exploitée typique de son histoire prérévolutionnaire relève en revanche d'un jugement clairement idéologique. Les rapports que Cuba entretint 30 années durant avec l'Union soviétique n'ont pas eu grand-chose à voir avec ceux qui l'attachèrent six décennies aux États-Unis. Les Soviétiques ne possédaient aucun moyen de production, ni n'étaient propriétaires de la moindre parcelle de terre sur l'île. Leur pouvoir de peser sur la souveraineté nationale de Cuba et d'orienter sa stratégie économique ne pouvait de ce fait qu'être limité. Même s'il ne parvint jamais à s'auto-centrer, le développement de l'île, en tant que progrès socio-économique global destiné à satisfaire les besoins fondamentaux du peuple et à améliorer ses conditions de vie et de travail, et non pas comme simple croissance des exportations et des profits dirigés vers un centre du Nord, ne commença véritablement qu'en 1959-60, avec la mise en œuvre du projet socialiste. L'aide soviétique, massive en matière financière et technique, et décisive au plan militaire, ne saurait faire oublier que le socialisme ne fut pas importé ni imposé à Cuba. Il est le produit d'un processus interne de radicalisation de la lutte des classes et de convergence des différentes forces progressistes vers la nécessité d'une émancipation nationale et sociale. À l'évidence, l'île n'était pas un pays « développé » en 1989. La rupture avec le néo-colonialisme se situa toujours dans les limites des structures rigidifiées qu'il lui léguait — celles de la spécialisation sucrière — et sous les pressions que continuait de faire peser le système mondial capitaliste — blocus et marchés internationaux. Il n'en demeure pas moins que les transformations opérées par la révolution ont bel et bien été radicales. La coopération avec l'URSS stabilisa et sécurisa des échanges avantageux, garantit l'approvisionnement en pétrole, inversa le sens des transferts de surplus opérant par la balance des paiements, stoppa le processus de désindustrialisation qui caractérisait, en longue période, l'histoire prérévolutionnaire du pays. C'est une propriété nationale des moyens de production qui commanda l'accumulation, maîtrisa l'importation, dirigea la répartition, qui soutint une industrialisation, certes partiellement articulée, mais adaptée aux conditions d'un petit pays aux ressources naturelles très restreintes, qui rendit possible l'amorce d'une déformation des avantages comparatifs vers des exportations plus complexes et à forte valeur ajoutée (tels des médicaments, des biotechnologies, des machines, des composants électroniques, etc.).

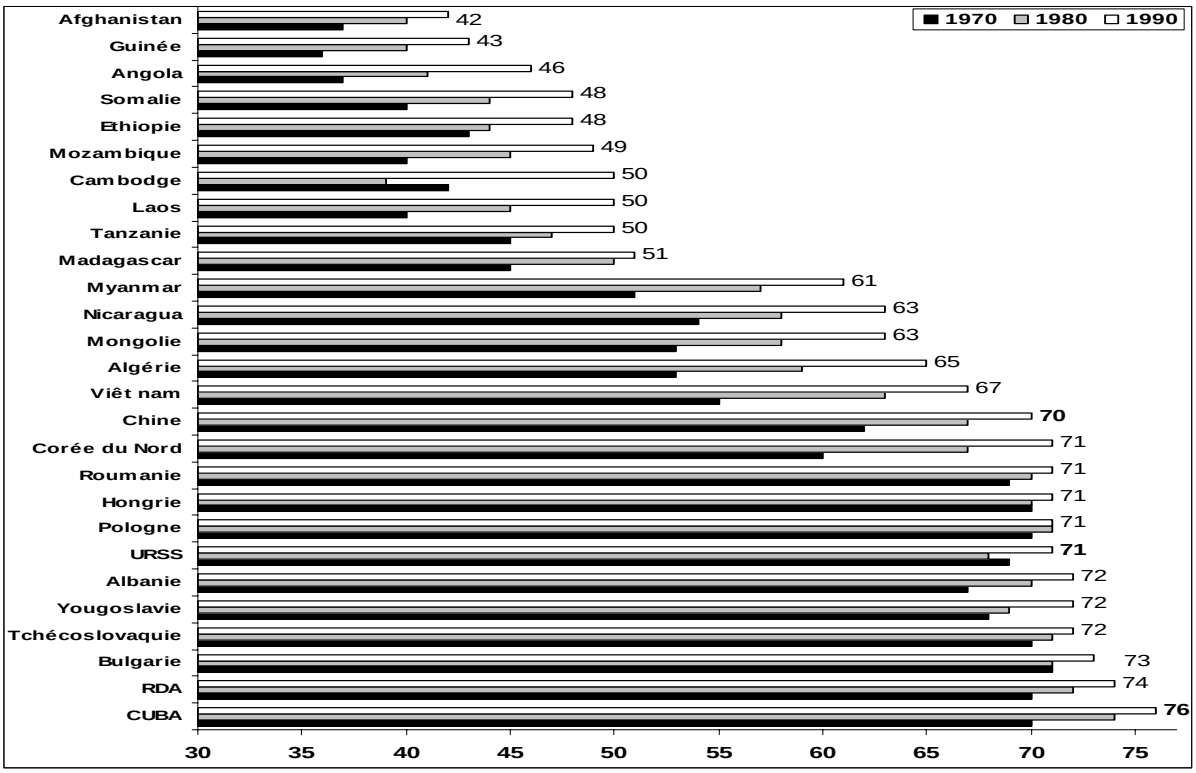
Car si l'on peut reprocher certains excès de l'option sucrière ou les insuffisances réelles de la diversification, il paraît difficile de nier que, 30 ans durant, l'économie toute entière a été

— pour 4,5 millions de tonnes d'importations. Les productions de betteraves à sucre étaient non négligeables en Pologne, Tchécoslovaquie, RDA et Hongrie.

[25] Figueras (1994).

Figure 11. **Espérance de vie dans les pays à économie planifiée en 1970, 1980, 1990**

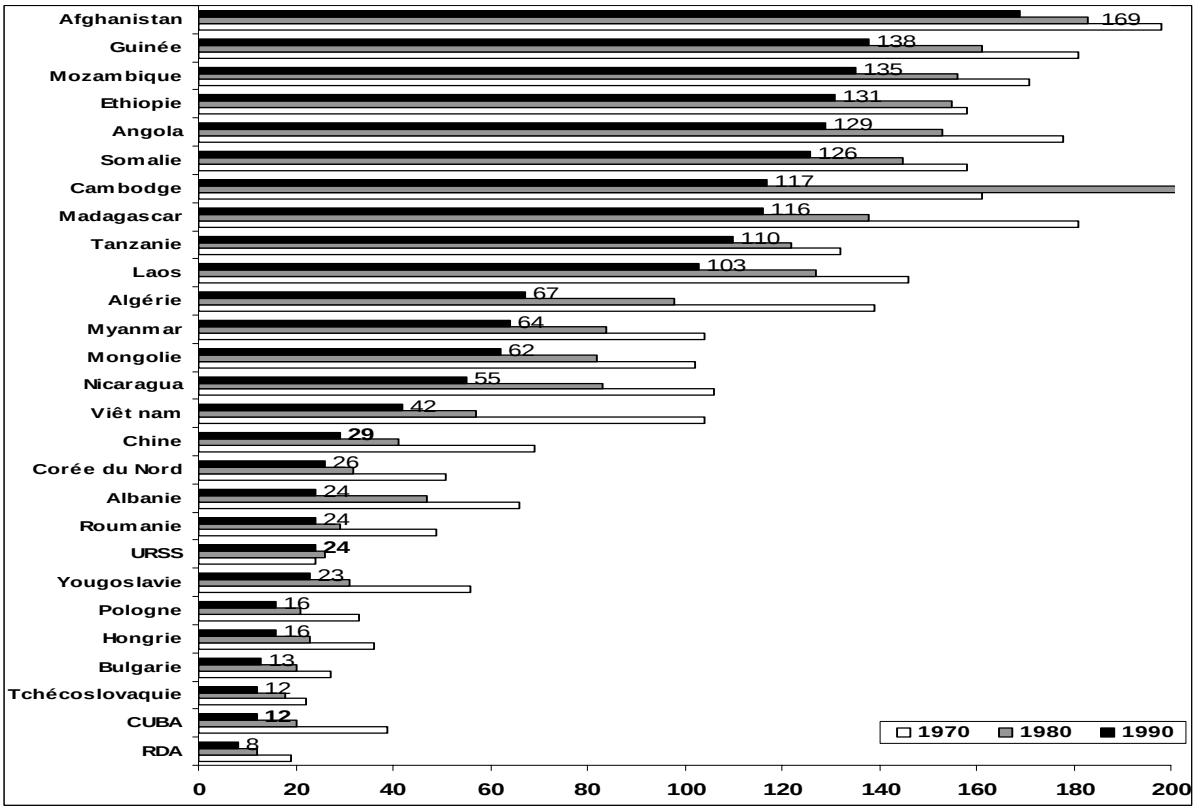
(espérance de vie à la naissance, en années)



Source : Banque mondiale (1992).

Figure 12. **Taux de mortalité infantile des pays à économie planifiée en 1970, 1980 et 1990**

(nombre d'enfants de moins de un an, sur 1 000 naissances vivantes)



Source : Banque mondiale (1992).

placée au service de l'édification d'un système de sécurité sociale dont les performances sont internationalement reconnues, et d'une forte redistribution du revenu permettant la réduction accélérée des inégalités et l'homogénéisattion d'une société débarrassée de ses maux du passé (illettrisme, chômage, misère). Les réussites de Cuba sont telles qu'elle présentait, à la fin des années 1980, des indicateurs sociaux d'espérance de vie et de taux de mortalité infantile meilleurs que dans la plupart des autres pays à économie planifiée (*Figures 11* et *12*). Bien que l'on associe souvent socialisme et pénurie, les données fournies par la FAO en 1990 montrent que Cuba était en tête du continent latino-américain même pour l'alimentation (disponibilité quotidienne en calories *per capita*), tandis que celles du PNUD la classent en quatrième position sur 30. Les bases des succès en matière de recherche scientifique furent posées par la révolution dès les années 1960, grâce à la campagne d'alphabétisation, qui réduisit le taux d'illettrisme de 35 à 3 % en un an, puis grâce à la consolidation du système éducatif universel, gratuit, égalitaire et sans discrimination sexiste ou raciale, qui dota l'île de chercheurs de très haut niveau. Le volontarisme scientifique cubain fut illustré, en 1985, par la découverte du vaccin contre la méningite B — premier vaccin au monde efficace contre cette maladie, premier vaccin aussi découvert et produit dans un pays du Sud et administré au Nord. Les laboratoires cubains commercialisent une large gamme de vaccins conçus sur l'île contre les hépatites, le typhus, la leptospirose, l'*Haemophilus influenzae*, le choléra, les pneumonies chez l'enfant, ainsi que des vaccins combinés (diphtérie-tétanos-coqueluche…). Des avancées ont aussi été réalisées en matière d'interféron, de génétique médicale, d'immunologie moléculaire (protocoles contre le cancer), de diagnostics par ultra-microanalyses, d'anticorps monoclonaux, de médecine tropicale, d'hématologie, des traitements du cholestérol, du vitiligo ou du SIDA (en cours d'examen clinique), de soins des maladies mentales…

La crise des années 1990 : choc extérieur, *« période spéciale »* et récupération

L'effondrement du soviétisme plongea l'économie cubaine dans une crise gravissime. Son ampleur ne peut être comparée historiquement qu'avec la crise des années 1930. Mais les réponses des gouvernements cubains, aux deux époques, ont été radicalement différentes en termes d'ajustement. La priorité de la Cuba néo-coloniale fut en 1930 de rétablir les capacités d'exportation pour répondre à la demande états-unienne. Libre, la révolution choisit quant à elle, dans les années 1990, de maximiser les entrées de devises pour accroître les capacités d'importation et garantir les besoins du peuple et les conditions de la reprise (*Figure 13*). Le démantèlement du CAEM, au sein duquel les échanges extérieurs de Cuba étaient intégrés, protégés des aléas des marchés mondiaux, provoqua une chute brutale des exportations et des importations : -79 % pour les premières, -73 % pour les secondes entre 1990 et 1993 — point bas de la crise. Les postes les plus touchés à l'importation furent les matières premières et les biens d'équipement — l'État préservant coûte que coûte les approvisionnements alimentaires. Il s'ensuivit de fortes baisses de l'investissement et de la consommation, amplifiées par le durcissement du blocus états-unien et l'alourdissement de la dette extérieure. La productivité s'effondra et, finalement, le PIB, de -35 % en volume entre 1989 et 1993 (*Figure 14*). Après la relative abondance des années 1980, tout vint à manquer, matériellement, sur l'île. Le déficit budgétaire se creusa sous l'effet de la détérioration des comptes des entreprises publiques, mais surtout d'une volonté politique de préserver, autant que faire se pouvait, et malgré la raréfaction des ressources, l'essence du modèle socialiste et la cohésion sociale, en limitant la dégradation de l'emploi, des salaires nominaux, des distributions alimentaires (*libreta*) et des programmes sociaux. Les liquidités monétaires en circulation se gonflèrent, traduisant de très fortes tensions inflationnistes. La valeur du peso cubain s'affaiblit, le taux de change semi-officiel passant de 7 à 95 pesos pour 1 dollar entre 1990 et 1994 (*Figure A.23*).

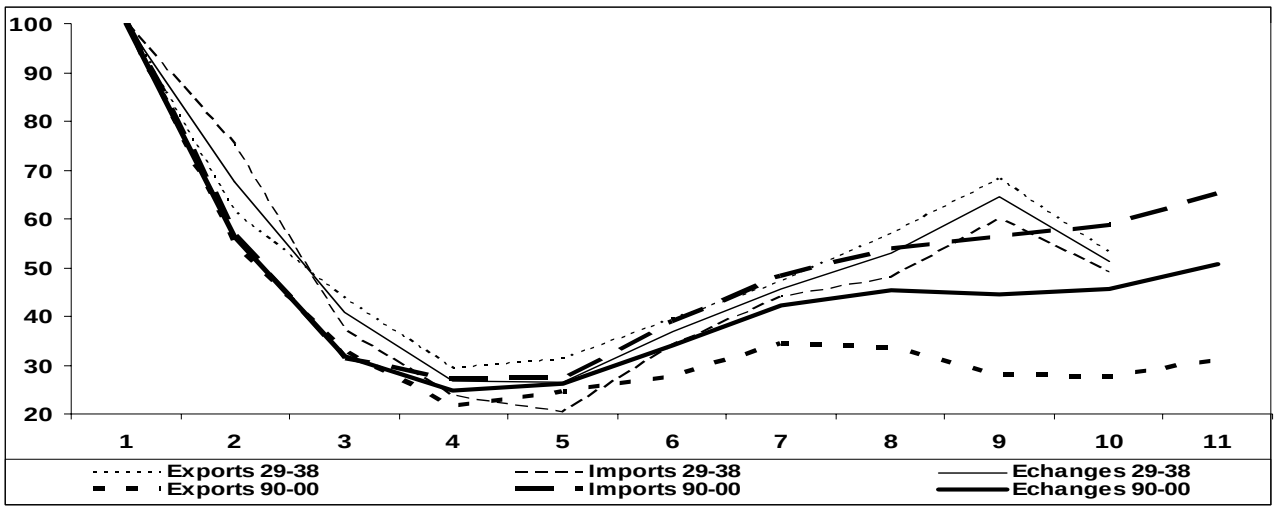
La crise interrompit subitement le processus d'industrialisation. De 1989 à 1993, la chute du secteur industriel fut de l'ordre de 60 %[26]. Maintes usines se retrouvèrent dépourvues de combustibles, de matières premières, de pièces de rechange. Une partie des équipements durent être abanbonnés, n'étant utilisables que dans les conditions d'échanges avec le CAEM (prix et technologie). Pour la seconde fois en 30 ans, l'économie du pays dut procéder à un changement technique presque total, exigeant la restructuration de ses technologies, marchés extérieurs, sources d'approvisionnement : l'un après la rupture des liens avec les États-Unis, l'autre avec la fin de l'URSS. Les difficultés qui caractérisaient l'agriculture avant la crise, relatives à l'usage extensif de ressources, ont été considérablement aggravées à partir de 1990 par la diminution des intrants importés (engrais, matériels agricoles et d'irrigation, etc.). En dépit de la nécessaire adaptation institutionnelle des productions aux nouvelles conditions, nombre de problèmes de gestion et d'organisation ont continué d'entraver les gains de la productivité. Le solde des échanges extérieurs du secteur agricole reste, structurellement, déficitaire[27], et la composante importée de la consommation alimentaire se situe encore à près de 50 %. La crise a aussi, bien sûr, affecté la production sucrière — qui ne récupérera jamais plus son niveau d'avant la crise. Toutes les productions de l'agriculture et de la pêche ont été touchées, à des degrés divers, y compris celles destinées à l'exportation : tabac, agrumes, produits de la mer. Les résultats du secteur demeurent encore aujourd'hui décevants, inférieurs aux potentialités.

C'est dans ce contexte dégradé à l'extrême que le gouvernement révolutionnaire engagea une série de réformes fondamentales des années 1990. Cuba entrait en *« période spéciale en temps de paix »*. Face aux déséquilibres et dysfonctionnements macro et micro-économiques, la réponse à la crise consista, dans un premier temps (1990-93), à résister au choc extérieur en répartissant au maximum le coût de l'ajustement et de la restriction de l'offre ; dans un deuxième temps (1993-96), à réactiver les forces productives liées au secteur extérieur pour une réinsertion dans l'économie mondiale aussi rapide et favorable que possible ; et dans un troisième temps (1997-2000), à améliorer l'efficience pour desserrer la contrainte extérieure. Les mesures-clés ont consisté à doter l'économie de nouveaux moteurs de croissance à même de relayer le secteur sucrier, passablement essoufflé, pour générer des recettes en devises (*Figures 16* et *17*). Les entrées de capitaux associées au tourisme, aux investissements directs étrangers et à l'envoi de devises de l'extérieur permirent vite de renouer avec la croissance. Contrairement à ce qui se passait dans la plupart des pays européens de l'ex-bloc soviétique, convertis au capitalisme, le choix cubain de rester socialiste porta ses fruits : la récupération économique était effective la fin de l'année 1994 (*Figures 15* et *A.19*).

Le tourisme, principale source de revenus externes, avec 4 % des devises collectées en 1990 et 40 % en 2003, devint le secteur prioritaire de cette stratégie de développement, et l'une des clés de son succès. Le rythme annuel d'accroissement du nombre de touristes frôle les 20 % depuis 1989, et celui des recettes générées les 30 % (logement et services associés de restauration, commerce, transports, loisirs). Ces évolutions sont sans équivalent aux Caraïbes. Cuba est désormais la troisième destination dans la région, après la République dominicaine et Porto Rico (*Figures A.32* à *A.33*). Le seuil des deux millions de visiteurs a été dépassé pour la première fois en 2004-05. Le dynamisme de ce secteur a ainsi contribué à rééquilibrer les comptes extérieurs courants — l'excédent d'échanges de services compensant presque le déficit commercial des biens —, mais aussi à stimuler le reste de l'économie, en particulier l'industrie manufacturière, l'agro-alimentaire et le bâtiment. L'offre des producteurs nationaux couvre aujourd'hui plus des deux tiers de la demande du secteur

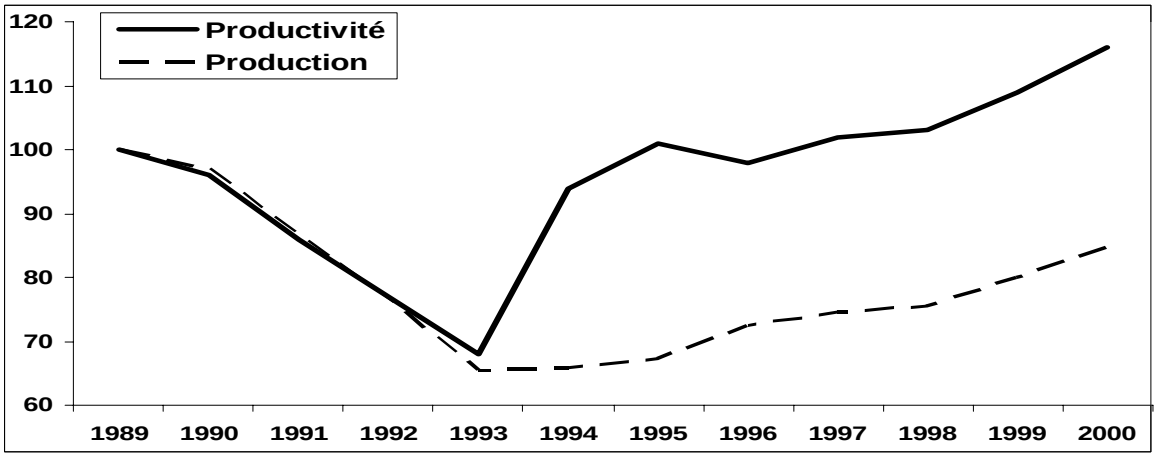
[26] García (1996).
[27] González (1997).

Figure 13. **Évolutions décennales des échanges de Cuba après les crises de 1929 et de 1990**
(bases 100 en 1929 pour la période 1929-1938, et en 1990 pour la période 1990-2000)



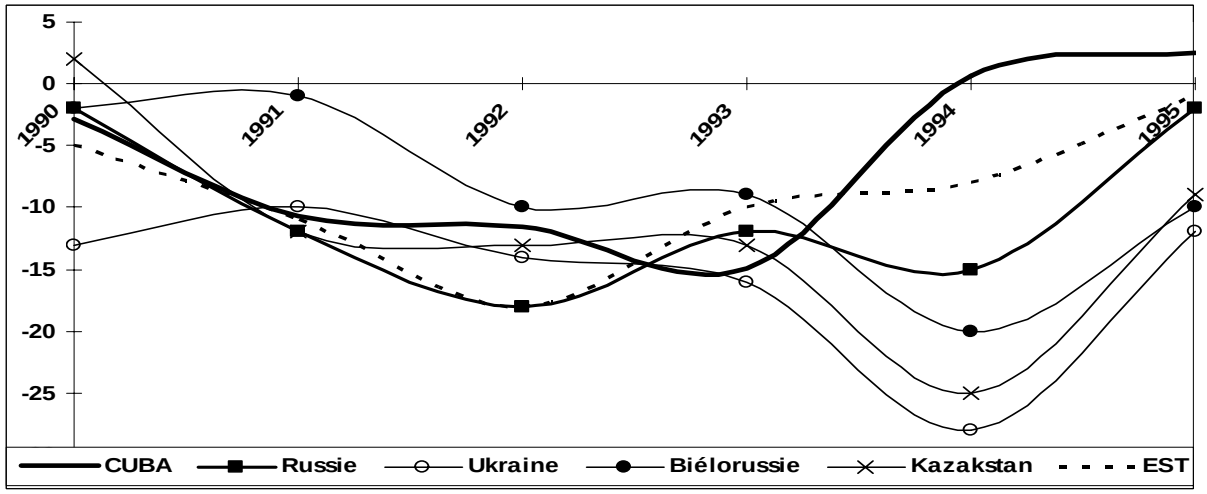
Source : Calculs de l'auteur, d'après Maddison (1985) et ONE (années variées).

Figure 14. **Évolutions de la productivité et de la production à Cuba de 1989 à 2000**
(bases 100 en 1989)



Source : Calculs de l'auteur, d'après ONE (années variées).

Figure 15. **Comparaison des taux de croissance du PIB de 1990 à 1995 : Cuba et pays de l'Est**
(en pourcentage)



Source : Calculs de l'auteur, d'après Piñeda Bañuelos (2001) et ONE (années variées).

touristique[28], et les substitutions des importations progressent. Malgré le renforcement du blocus états-unien dans les années 1990, plus de 400 sociétés mixtes ou à participation étrangère ont été enregistrées dans l'île, pour un total d'investissements directs étrangers de plus de 4,5 milliards de dollars. Une trentaine de branches ont attiré ces capitaux étrangers, qui se concentrent surtout dans le tourisme, le nickel, le pétrole et les télécommunications. Les envois de devises depuis l'extérieur, dont l'évaluation est plus délicate, ont pu dépasser 500 millions de dollars en 2000[29]. La structure de la balance des paiements et les modes de rééquilibrage de ses soldes ont donc profondément changé en quelques années, tout comme la géographie[30] et la composition des exportations de biens du pays.

Nous l'avons suggéré, cette réorientation stratégique avait été préparée et amorcée dès 1988. Son plein déploiement, avec les changements de politiques économiques, les nouvelles formes institutionnelles et les restructurations productives qu'elle impliquait, ne fut cependant poussé qu'avec la période spéciale. Sa nécessité s'imposait, douloureusement, à la révolution, qui fit le choix de résister[31]. L'essentiel est de comprendre que ces réformes ont été promues, contrairement aux « transitions » de l'ex-bloc soviétique, sans retour au capitalisme : il n'y a pas de marché financier, d'accumulation de capital privé ou de salariat privé à Cuba ; ni même de privatisation de l'appareil productif national, de fermeture d'école ou d'hôpital, comme d'autres expériences socialistes, en Chine et au Vietnam. La planification cubaine est passée d'un modèle hautement centralisé, fondé sur des balances matérielles, à un système dans lequel entreprises et collectivités locales participent davantage, sur la base de mécanismes financiers et en fonction des revenus en devises. Et il fait peu de doute que c'est la réaffirmation par Cuba de sa volonté de sauver son projet socialiste qui explique les différences abyssales entre les évolutions de la première moitié des années 1990 de ses indicateurs sociaux et de ceux de la Russie — dont le PIB *per capita* n'a augmenté que sous le choc d'une baisse de la population, le passage au capitalisme ayant éliminé purement et simplement les plus pauvres[32] — (*Tableau 3*).

Bien que l'égalitarisme et l'homogénéité de la société cubaine n'en soient pas sortis intacts — les inégalités augmentant durant la période spéciale, pour la première fois depuis 1959 —, la stratégie de *recuperación* mise en œuvre par la révolution a en partie atteint ses objectifs : depuis 1994, l'économie s'est redressée, et les niveaux de production de 1989 sont aujourd'hui dépassés. Très choquée par la résurgence de ces inégalités, la société cubaine ne s'est pourtant pas déchirée. Les piliers du système social, ébranlés, sont toujours debout :

---

[28] Rodríguez (1997, 1998).

[29] Pour une analyse méthodologique de la question, voir : Aguilar (2001).

[30] Au début des années 2000 : 40 % des échanges avec l'Europe, 40 % avec l'Amérique, 20 % le reste du monde.

[31] « *Nous n'aimions pas beaucoup le tourisme, tout le monde le sait ; pourtant, nous avons développé le tourisme en nous préparant à supporter ses inconvénients, sans vivre dans une tour d'ivoire.* (…) *L'investissement étranger ne nous plaisait pas beaucoup non plus ; mais le développement exigeait du capital, il fallait du capital, donc accepter les investissements étrangers.* (…) *Nous avons accepté les envois de devises de l'étranger, alors que nous avions toujours refusé de le faire.* (…) *Il fallait forger la conviction et tenir la promesse de résister, de lutter et de vaincre, quand bien même il faudrait nous retrouver absolument seuls.* (…) *Nous ne pouvions pas nous rendre, ni faiblir, cela n'aurait pas été digne de l'histoire de ce pays, ni de ce qu'ont réalisé nos ancêtres. Il s'agit d'une lutte, et dans la lutte, l'essentiel, c'est le peuple, sa conscience, son esprit de sacrifice, son sens de l'honneur, sa liberté, son indépendance. Et le peuple est le peuple, qui surprend tout le monde par ses vertus, que ne découragent jamais les actions de ceux qui se lassent, passent à l'ennemi ou sont privés des valeurs qui font qu'un être humain mérite réellement le nom d'homme.* (…) *Notre peuple s'est décidé à répondre comme il devait le faire.* (.. .) *Nous avons examiné toutes les expériences ; nous étions ouverts à toutes les possibilités, à l'exception de celle de renoncer au socialisme, aux conquêtes de la Révolution, à l'unité du peuple, au pouvoir du peuple, à l'exception de celles de nous rendre et d'accepter que d'autres soient maîtres de notre destinée.* (.. .) *Nous avions fait notre choix depuis longtemps : le socialisme ou la mort ! »* (Fidel Castro [1998], Rapport central du V^{e} Congrès du Parti communiste de Cuba, octobre 1997).

[32] En Russie, le quintile le plus riche accaparait 46,3 % du revenu total en 1994, le moins riche seulement 5,3 %.

éducation et santé gratuites, emploi et retraite largement garantis, services sociaux (électricité, eau, téléphone, transport, logement) et consommation de base (*libreta* d'alimentation et restauration collective) garantis à des prix modiques par l'État à tous les citoyens, recherche publique et internationalisme. Une étude statistique détaillée des indicateurs sociaux forunis par les organisations internationales révèle que Cuba conservait son avance en 1993-95, au plus fort de la crise de l'après-URSS, par rapport aux pays d'Amérique latine et des Caraïbes, pour presque tous les facteurs du développement humain : santé (sécurité sociale, médecins, infirmiers, lits d'hôpitaux, espérance de vie) ; éducation (taux nets de scolarité, ratios élèves/enseignant, réussite aux examens et tests internationaux, bourses, formation des adultes) ; égalité (coefficient de Gini, mobilité sociale) ; protection de l'enfant (soins pré-natals, vaccins, crèches, absence du travail des enfants) ; condition féminine (meilleur indice de participation économique, politique et professionnelle, maternité, seul pays du continent à reconnaître le droit à l'avortement) ; travail (chômage très bas, retraites) ; sécurité (presque pas de mortalité par homicide, assez peu de délinquance) ; faibles disparités villes-campagnes (infrastructures rurales, croissance limitée de la démographie urbaine, pas de bidonvilles) ; environnement (reboisement, agriculture « bio ») ; culture (bibliothèques, quotidiens, films, sport). L'Organisation mondiale de la Santé indique que, malgré la crise des années 1990, le taux de mortalité pour carences nutritionnelles est resté exceptionnellement bas à Cuba —sept fois moins qu'en Argentine, 16 fois moins qu'au Mexique. En 1996, la FAO publia des indicateurs de « sous-alimentation » inférieurs à Cuba de deux fois à ceux du Costa Rica, de trois fois à ceux du Chili.

Tableau 3. **Comparaison des effets des ajustements à la crise des années 1990 : Russie et Cuba**

	Russie	**Cuba**
Espérance de vie des hommes en 1990 *(en années)*	63,8	72,9
Espérance de vie des hommes en 1994 *(en années)*	57,3	73,6
Espérance de vie des femmes en 1990 *(en années)*	74,3	76,5
Espérance de vie des femmes en 1994 *(en années)*	71,1	76,9
Taux de mortalité infantile en 1990 *(pour 1000 naissances)*	17,4	11,1
Taux de mortalité infantile en 1993 *(pour 1000 naissances)*	19,9	9,4
Taux brut de natalité en 1993 *(pour 1000 habitants)*	9,6	16,9
Taux brut de mortalité en 1993 *(pour 1000 habitants)*	15,7	6,8
Taux de croissance de la population 1990-2000 *(en %)*	-0,3	+0,6
Taux de croissance moyen du PIB 1990-2000 *(en %)*	-5,1	-1,9
Population en 1990 *(en millions d'habitants)*	148,3	10,7
Population en 2000 *(en millions d'habitants)*	145,5	11,3
Nombre d'habitants par médecin en 1994	224	202
Nutrition par jour en 1994 *(en calories)*	$2427 < x < 3386$	2833
Accès à l'eau potable en zone urbaine en 1994 *(en %)*	77	93
Accès à l'eau potable en zone rurale en 1994 *(en %)*	65	85
Coefficient de Gini en 1990	0,256	0,25
Coefficient de Gini en 1994	0,412	0,38
Population sous le seuil de pauvreté en 1990 *(en %)*	10	6,3
Population sous le seuil de pauvreté en 1993-96 *(en %)*	$23 < x < 35$	14,7

Sources : FMI (1995), Banque mondiale (1995), OCDE (1995a) et ONE (années variées).

L'afflux de capitaux vers Cuba a permis de corriger assez rapidement, à partir de 1994, les déséquilibres macro-économiques internes les plus graves qui caractérisaient son économie au début de la période spéciale. Le déficit budgétaire fut réduit à 2 % du PIB (*Figure A.24*), notamment grâce à la diminution des subventions de l'État destinées à couvrir les pertes des entreprises publiques, devenues pour la plupart rentables[33]. La gestion rationnelle et efficace des liquidités appelait un certain nombre de réglementations appropriées. Elles mirent fin au système de banque unique, par la séparation des fonctions de banques centrale, commerciale et d'investissement, et par l'instauration d'un réseau déconcentré d'institutions financières spécialisées dépendant de la Banque centrale de Cuba — qui demeure toujours l'organe directeur du nouveau dispositif, placé sous le contrôle de l'État. Le contrôle des liquidités en circulation fut impressionnant (73 % du PIB en 1993, 42 % en 2003), de même que celui de l'inflation, du fait de la diminution des prix des produits vendus sur les marchés agricoles et informels — lesquels restent encore toutefois beaucoup trop chers au regard du salaire moyen. C'est donc fort logiquement que la valeur du peso se redressa. Son taux de change face au dollar états-unien passa de 150 pesos fin 1994 à 20-22 pesos dès 1998. En mars 1998, un accord put être trouvé avec les créanciers japonais pour le rééchelonnement sur 20 ans d'une dette commerciale de 750 millions de dollars (soit 70 % de la dette commerciale totale), et poussés plus avant les contacts avec les banques et les gouvernements créanciers du Nord afin de trouver des solutions pour renégocier la dette extérieure de Cuba à des conditions pour elle viables. Mais les exportations, dont la réactivation tarde à venir dans beaucoup de secteurs — à l'exception notable du nickel, dynamique —, ne contribuèrent que faiblement aux entrées de capitaux.

Sur le plan micro-économique, l'accent fut mis sur l'amélioration du fonctionnment des entreprises (*proceso de perfeccionamiento empresarial*, lancé en 1998 sur une petite centaine d'unités, puis graduellement généralisé en cinq ans à plus de 2 000 entreprises), la promotion de nouvelles formes juridiques de propriété, diversifiant les agents économiques, et l'octroi d'une plus grande autonomie de gestion et de financement, avec un accès direct au commerce extérieur, une gestion plus souple en devises sur la base de budgets utilisés comme outils de planification, l'introduction de nouveaux instruments financiers à la suite de la réforme bancaire, une nouvelle législation fiscale, l'informatisation et la modernisation des comptabilités, etc. Ces mesures visent à accroître l'efficience et à tendre vers des formes plus intensives de création de valeur, grâce à une hausse de productivité du travail (*Figure A.26*), une baisse des intensités énergétiques (*Figure A.27* et *A.28*) et une meilleure utilisation et organisation des moyens de production. Elles furent appliquées sans remise en cause du plein emploi — le taux de chômage revenant de 7,6 % en 1995 (*Figure A.42*) à 2,3 % de la population active fin 2003 — ; ni ralentissement de la dynamique d'investissements (*Figure A.xx*). Les rendements de ceux-ci étaient par ailleurs accrus par l'essor des infrastructures : extension et modernisation du réseau électrique, de la distribution d'eau et de gaz, des installations téléphoniques...

De la dollarisation à la dé-dollarisation : l'enjeu de la souveraineté monétaire

La dollarisation, partielle et temporaire, de l'économie cubaine est un phénomène très complexe, et tout à fait original[34]. Car le fait est que les nouvelles forces de la balance des paiements cubaine (tourisme, investissements étrangers et envois de devises) étaient aussi des vecteurs de dollarisation. Cette dernière, conséquence directe de la grave crise traversée après

[33] En 2004-05, 70 % des entreprises d'État cubaines présentaient des budgets excédentaires, contre 30 % en 1993.

[34] Pour plus de détails, voir : Herrera et Nakatani (2003, 2004, 2005).

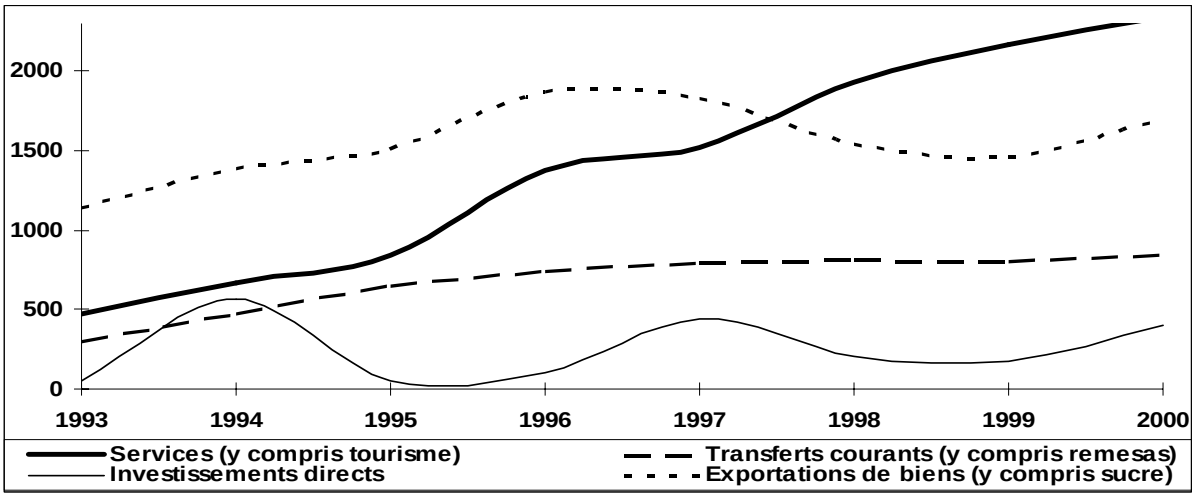
la disparition du bloc soviétique, fut décidée par la dépénalisation de la détention de devises (août 1993), l'ouverture de comptes en devises, l'autorisation de recevoir des dollars en provenance de l'étranger (*remesas*) et la création de magasins d'État où l'on pouvait payer en dollars (*tiendas de recuperación de divisas*). Aussi se manifesta-t-elle sur le territoire national par la circulation simultanée de trois monnaies : *1)* le peso cubain, monnaie nationale, demeurée inconvertible depuis 1959 ; *2)* le dollar états-unien, qui s'imposa *de facto* sur les autres devises ; et *3)* le peso convertible, équivalent interne du dollar qui exprime, en tant que mesure de valeur, le niveau et la dynamique de la productivité des facteurs aux États-Unis par rapport au reste du monde[35]. Cette multiplicité de monnaies, associée à un double système de change (un taux officiel de 1 peso pour 1 dollar et un taux semi-officiel d'environ 26-27 pesos par dollar), traduisait un compartimentage de l'économie en circuits monétaires distincts, relativement étanches, mais interconnectés, au sein desquels les niveaux et structures de prix de biens et de services similaires pouvaient être différenciés (*Figure 18*).

Les termes techniques qui décrivent la dollarisation renferment des réalités distinctes, car celle qui fut appliquée jusqu'à récemment à Cuba n'a que fort peu à voir avec celle implantée dans les pays latino-américains capitalistes, dans une optique néo-libérale, pour stabiliser leur régime de changes. Cuba était d'ailleurs moins dollarisée, durant cette période, que certaines autres économies du continent, où ne circule pourtant pas le dollar, mais dont la politique monétaire ne dispose d'aucune autonomie par rapport aux États-Unis. On sait que les pays en développement, surtout ceux sous ajustement structurel, ont éprouvé ces dernières années de graves crises financières, souvent provoquées par des sorties de capitaux et des attaques spéculatives sur les marchés financiers internationaux. Elles produisent de fortes pressions à la dévaluation de leurs monnaies, modifient les prix relatifs internes, augmentent les taux d'intérêt, donc le poids de la dette extérieure, et mettent en cause les conditions de la croissance et les fondements mêmes de la souveraineté de la politique économique. Au-delà de l'alternative entre taux de change fixe ou flottant (ou leurs variantes respectives), la dollarisation est fréquemment présentée, face à la libéralisation des mouvements de capitaux, comme une solution à l'instabilité des changes. Elle permettrait de surmonter les contraintes de change en supprimant le dilemme du régime à adopter. En réalité, la dollarisation est loin de constituer la panacée pour les économies périphériques dépendantes. Les expériences récentes en Argentine, en Équateur ou au Panamá démontrent en effet qu'elle ne garantit la stabilité ni des prix intérieurs, ni de la balance des paiements, qu'elle assure encore moins la croissance, la diminution du chômage ou le recul de la pauvreté. À l'inverse des pays capitalistes latino-américains, à Cuba, la dollarisation eut pour but de fournir à l'État les moyens de poursuivre ses interventions sociales, en amortissant les effets de la crise. Mais les réformes monétaires se distinguèrent également de celles menées dans des pays pourtant eux aussi placés sous l'égide de partis communistes (Chine, Vietnam). L'État cubain conserva toujours l'impulsion et la maîtrise de l'accumulation de capital, échappant au secteur privé, à travers une structure de propriété des moyens de production largement dominée par la forme publique. À Cuba, la dollarisation n'a impliqué aucune libéralisation financière, comme dans les « transitions » asiatiques.

La dollarisation de 1993 n'avait pas non plus grand-chose à voir avec celle de la Cuba prérévolutionnaire, quand la réalité du pouvoir échappait aux autorités monétaires du pays. Dans les années 1990, la dollarisation fut à l'évidence subie par la révolution, comme une situation de fait liée à la disparition de ses anciens marchés extérieurs, mais surtout intégrée par le gouvernement au cœur d'un ensemble de réformes consistant à admettre provisoirement

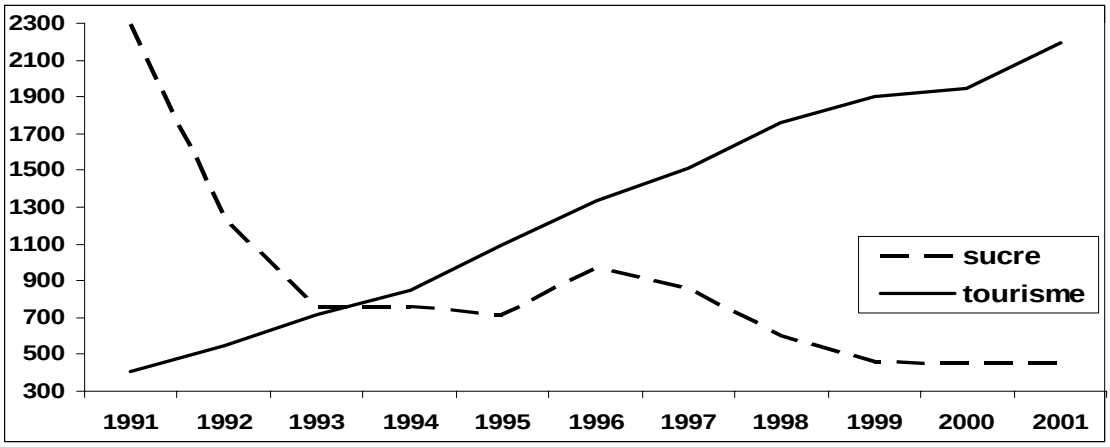
[35] Le peso cubain exprime quant à lui le niveau et la dynamique de la productivité des facteurs à Cuba — même avec une structure de prix modifiée par la planification et par des facteurs spécifiques, historiques et structurels.

Figure 16. **Les moteurs de la croissance cubaine de 1993 à 2000**
(en millions de dollars)



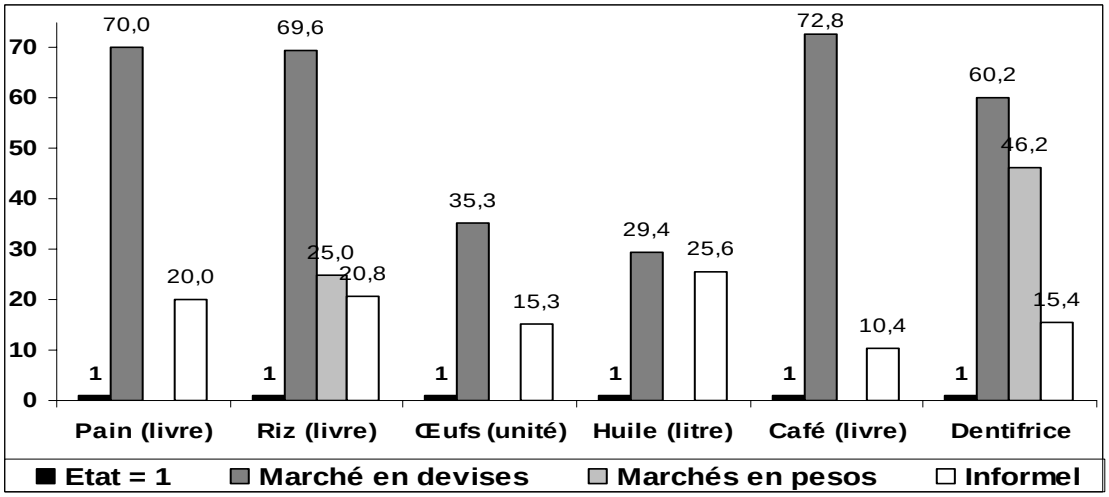
Source : Calculs de l'auteur, d'après ONE (années variées).

Figure 17. **Revenus en devises des exportations de sucre et du tourisme de Cuba de 1991 à 2001**
(en millions de dollars)



Source : Calculs de l'auteur, d'après ONE (années variées).

Figure 18. **Comparaison des prix de produits de consommation courante à Cuba en 1997**
(rapport des prix de marché au prix de la "libreta" de l'État [base 1])



Source : Piñeda Bañuelos (2001).

les mécanismes de marché, tout en les régulant fermement. La pénétration de ces derniers est certes indéniable sur l'île, mais elle est demeurée beaucoup plus limitée qu'au Vietnam, et surtout qu'en Chine. Les pouvoirs publics cubains, contraints d'accepter une dollarisation partielle, l'ont en fait utilisée pour leur stratégie de récupération. Et le processus fut assez bien maîtrisé. Grâce à lui, l'État a en effet atteint pour partie ses objectifs d'accroître les flux d'entrées de devises, de réduire les déséquilibres extérieurs et d'assurer la reprise, en déplaçant peu à peu le centre de gravité de l'économie du secteur sucrier vers celui du tourisme, et en s'efforçant de tendre vers l'autosuffisance énergétique, pour être finalement en mesure de préserver, autant que faire se peut, le système social cubain.

L'important est bien de comprendre que le maintien de ce système social est dû, en partie, à l'instauration d'un dispositif de transferts inter-sectoriels utilisant l'existence des deux taux de change en vigueur : l'un assurément surévalué (taux officiel), l'autre vraisemblablement sous-évalué (taux semi-officiel). Les anciennes subventions directes de l'État aux entreprises publiques, réduites, furent dans une large mesure remplacées par un dispositif de péréquation inter-entreprises. Les entreprises du secteur dit « émergent » (tourisme, *joint ventures*, unités de production dollarisées…) ont bénéficié de façon prioritaire des investissements étatiques et d'une autonomie de gestion des devises à leur disposition. En contrepartie, elles drainaient vers l'État des revenus en dollars, soit en transférant les excédents de leurs balances-devises à la Caisse centrale de devises (*Caja central de divisas*), soit en collectant les salaires en dollars de leurs employés (payés en pesos), soit par la voie fiscale. Associée au démantèlement du monopole étatique du commerce extérieur, la dollarisation impliqua la mise en concurrence des productions des unités locales avec les biens importés, aux prix internationaux. L'industrie sucrière, secteur d'exportation historiquement dominant, contribua aussi à drainer des dollars, mais sans disposer de la même liberté dans l'utilisation de ceux-ci. Son évolution est restée contrôlée par l'État pour maîtriser au mieux l'orientation des facteurs de croissance vers les nouveaux moteurs économiques. Le système fut conçu de manière à ce que les entités étatiques traditionnelles (services sociaux, alimentation, infrastructures…) puissent financer leurs acquisitions d'intrants en devises en achetant à la *Caja central de divisas* des dollars grâce à des pesos au taux officiel de 1 pour 1 et continuer à fournir à la population le gros de leur production, gratuitement (comme l'éducation et la santé) ou à prix extrêmement bas (consommation [*Figure 18*], eau, gaz, électricité, transports, culture, sport, etc.).

Avec le redressement de l'économie, le taux de change semi-officiel du peso, fortement déprécié en 1994 (à 95 pesos contre dollar en moyenne), se revalorisa vite — phénomène plutôt rare en Amérique latine —, pour se stabiliser à 21 pesos de 1996 à 2001, avant de glisser à 28 pesos par dollar consécutivement à la contraction de l'activité touristique après les attentats du 11 septembre, et de revenir à 26 pesos (*Figure A.20*). Dès 1996, le renforcement du taux de change représentait l'équivalent d'un transfert de plus d'un milliard de pesos des détenteurs de devises vers le reste de la population. D'après les estimations de la CEPAL — même si celles-ci sont quelque peu hasardeuses —, la valeur des avoirs privés en dollars détenus à Cuba était de 650 millions de dollars fin 1996 ; d'autres données avancent, pour 1997, le chiffre d'un milliard de dollars[36]. À cette date, pas loin de la moitié des Cubains détenaient des devises[37]. Les revenus en dollars de la population proviendraient pour 68,1 % des envois de l'étranger, du tourisme et d'autres services, pour 22,2 % des ventes hors secteur étatique et pour 1,5 % d'incitations matérielles en pesos convertibles — tandis que la structure des revenus totaux des Cubains se décomposait comme suit : 40,9 % pour les revenus venant de l'État (dont 28,6 % des salaires), 6,2 % des transferts de sécurité sociale et

[36] Voir ici CEPAL (1997) et Herrera et Nakatani (2003).
[37] Rodríguez (1997).

59,1 % de revenus non étatiques[38]. On a souligné précédemment que la dollarisation avait également eu une influence sur la planification, qui n'a pas été abandonnée, mais a changé d'instruments, désormais de nature monétaire et financière, et notablement plus décentralisés. Le système socialiste cubain, même dollarisé, était bien plus qu'un simple *welfare state* des tropiques.

Les effets des réformes monétaires n'ont néanmoins pas tous été positifs, loin s'en faut. La dollarisation a engendré une série de conséquences considérées par le gouvernement cubain comme indésirables. Elle a creusé un fossé préoccupant entre ceux qui ont, et ceux qui n'ont pas, accès à des sources de revenus en devises, entraînant une différenciation sociale nouvelle, inacceptable à terme par les autorités cubaines. Des travailleurs qui remplissent des fonctions indispensables à la société (ouvriers, salariés agricoles, enseignants, médecins, chercheurs) se voyaient pénalisés en n'étant payés qu'en pesos, par rapport aux personnes ayant accès aux dollars. La structure égalitaire des salaires et l'existence d'un système complet de services publics constituent la réussite, reconnue au plan international, et l'une des justifications du processus révolutionnaire. Celui-ci ne pouvait qu'être inévitablement déstabilisé par le fait qu'une partie des revenus de la population pouvait ne plus reposer sur le travail ou sur un droit social : *remesas*, conversion sur le marché des changes des bureaux de change *CADECA* (*Casas de Cambio*) ou du secteur informel. La circulation parallèle du dollar et l'existence d'échanges informels dans cette monnaie complexifiaient le contrôle du phénomène —d'autant que les différents marchés de l'économie restaient interconnectés par le biais du taux de change. Les incitations au travail et à l'élévation de la productivité se trouvaient elles-mêmes brouillées. Les inégalités se repéraient surtout dans la concentration des dépôts bancaires[39]. L'apparition d'une couche sociale nouvelle, beaucoup plus riche, car disposant d'importantes sommes accumulées en devises, aiguisait les contradictions internes. Leur essor risquait de consolider des forces anti-socialistes, hostiles au projet social porté par la révolution cubaine. La dollarisation était à l'évidence susceptible d'entretenir une certaine instabilité, aussi bien économique que politique, dans le pays.

Les menaces que la dollarisation faisait peser sur la société cubaine étaient telles que les autorités rappelaient de façon récurrente leur volonté d'en décider la suppression dès que les conditions les y autoriseraient[40]. La question cruciale était dès lors de s'entendre sur ce que recouvraient ces conditions. Le fait que les autorités monétaires cubaines n'aient pas développé de marché financier sophistiqué a permis de toujours conserver à l'esprit, de façon réaliste, la réversibilité du processus de dollarisation. Une partie de la population — celle qui a le plus directement bénéficié de la dollarisation durant plus de dix ans — n'était pas disposée à voir s'engager la dé-dollarisation de l'économie ; ce qui posait un sérieux problème politique pour la poursuite des réformes. Mais le fait que Cuba ne fasse pas partie du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale ou de l'Organisation mondiale du commerce, et donc qu'elle n'ait ni dettes à l'égard de ces organisations internationales, ni contraintes d'ajustement dictées par elles, a, paradoxalement, pu ouvrir à l'île des marges de manœuvre pour la récupération économique. Si le blocus les entame très durement, celles-ci

[38] Ferriol *et al.* (1997) et Ferriol (2004).

[39] En 1999, 12 % des comptes bancaires concentraient 80 % des dépôts (contre respectivement 15 % et 70 % en 1994).

[40] La *Résolution économique* du Parti communiste de Cuba de 1997 précisait à ce sujet : « *…sans ignorer ses inconvénients, la dollarisation a eu des effets nets positifs, car nous sommes parvenus à maintenir le fonctionnement de l'économie et à relancer sa croissance, ainsi qu'à redynamiser les exportations et à diminuer les coûts, bien que cela ait été insuffisant compte tenu de nos besoins et potentialités.... Cette dollarisation n'est pas l'état normal de l'économie et nous en sortirons dès que cela sera économiquement faisable* » (Cuba [1998]).

existent néanmoins, et le moins que l'on puisse dire est qu'elles ont été judicieusement utilisées par les dirigeants de la révolution, dans l'intérêt de la nation, pour surmonter la crise.

En juillet 2003, le gouvernement cubain commença à restreindre certaines transactions en devises, en annonçant que les entreprises d'État n'étaient plus autorisées à recourir au dollar pour échanger entre elles. L'usage du peso convertible devenait alors obligatoire. Cette même année, le contrôle des changes était établi dans les relations avec l'extérieur. La Résolution 80 de la Banque centrale du 25 octobre 2004 décida que le dollar ne devait plus circuler à Cuba (à compter du 8 novembre 2004), comme réaction aux mesures de l'administration Bush durcissant encore le blocus, tout spécialement en matière de transferts financiers. Le récent changement de système monétaire choisit, de façon selon nous tout à fait pertinente, un processus de dé-dollarisation qui accorde un rôle central au peso convertible. Ce dernier, réévalué au passage, remplace le dollar et est désormais obligatoire dans toutes les transactions commerciales internes — au taux de change de 1 pour 1, avec une charge de 10 % après le 8 novembre. Les comptes bancaires en dollars restent entièrement disponibles et garantis par le système bancaire cubain. Cependant, les envois de devises depuis l'étranger ne sont plus acceptés en dollars et ne peuvent être effectués qu'une fois convertis en une autre devise (l'euro par exemple)[41]. Cette réforme ne signifie pas que la possession du dollar soit interdite, puisqu'il reste une réserve de valeur pour les Cubains, qui peuvent le conserver ou le déposer dans les banques domestiques ; ni non plus d'ailleurs que l'économie soit complètement dé-dollarisée, car le rôle-clé est attribué à l'ancien équivalent du dollar. Le maintien du peso convertible en tant que moyen de circulation interne, se substituant à la monnaie états-unienne, permet, tout au moins pendant une période transitoire, de modifier les mécanismes de subventions inter-entreprises à mesure de la récupération et de la diversification de l'offre des producteurs nationaux et de renforcer peu à peu l'influence du salaire en monnaie nationale. Le gouvernement a accompagné la dé-dollarisation de redistributions de revenus, comprenant un élargissement de la gamme de biens de consommation incorporés à la *libreta* et des hausses de rémunérations (salaires et pensions). Avancée vers l'instauration des conditions de la réunification monétaire, le processus engagé présente pour l'État les avantages d'étendre le contrôle du marché des changes et de l'entrée et de la sortie de devises, d'augmenter le montant des dollars récupérés par la Banque centrale, de réduire le marché noir des devises et les détournements de marchandises, et d'atténuer le risque de crises financières lié à la création de crédits en dollars accordés par les banques aux entreprises nationales. Cuba affirme donc clairement sa volonté de recouvrer au plus vite sa pleine souveraineté monétaire.

Les défis économiques de la Cuba socialiste au début du XXI^{e} siècle

La poursuite du processus de dé-dollarisation est d'une importance fondamentale pour le renforcement futur de la planification et du système de financement de l'économie cubaine en monnaie nationale. En dépit de sa technicité, elle exige d'approfondir encore le processus de discussion au sein de la population et de décision collective des réformes économiques — processus déjà engagé par la révolution, puisque les grandes options choisies (celles relatives au code du travail, au système éducatif, à la sécurité sociale, aux retraites) ont fait l'objet, en pleine crise, de délibérations et d'analyses dans les organisations de masse et les unités de production. Nous insisterons ici, pour notre part, et une nouvelle fois[42], sur la nécessité de prolonger la dé-dollarisation au-delà du remplacement du dollar par le peso convertible

[41] L'euro continue pour sa part, depuis juin 2002, à circuler localement à Cuba, dans les zones touristiques. Mais, selon nous, une « euro-isation » éventuelle de l'île comporterait davantage de problèmes qu'elle n'en résoudrait.
[42] Voir aussi : Herrera et Nakatani (2005).

comme moyen de circulation. Cette première étape devrait, à notre avis, comprendre les mesures suivantes : conservation de tous les dépôts en dollars, « officialisation » des marchés parallèles, échange des devises détenues par les touristes en pesos convertibles, maintien par les entreprises de comptabilités libellées (et, pour les entités cubaines, équilibrées) en dollars, arrêt impératif des crédits internes octroyés en dollars par des banques domestiques aux entreprises nationales, dépôt auprès de la Banque centrale des revenus en dollars provenant de l'étranger à la disposition des banques cubaines ou convertion de ces sommes avant leur utilisation sur l'île, fonctionnement de l'ensemble du système financier en pesos convertibles, versement aux travailleurs des primes en pesos cubains... En tout état de cause, l'agenda de la dé-dollarisation devra se dérouler en adéquation avec le montant de devises à la disposition de la Banque centrale — condition pour garantir la circulation interne du peso convertible, l'équilibre des comptes externes et l'accroissement des capacités de paiements externes.

Cependant, dans une deuxième étape, l'une des deux monnaies toujours en circulation, peso convertible ou peso cubain, devrait à terme disparaître. Lorsque les bases de l'économie le permettront et que le problème de la convertibilité sera en voie d'être réglé, la sélection du peso cubain comme seule monnaie en usage sur le territoire national sera celle qui présentera sans doute le plus d'avantages pour le pays. Pour ce faire, un certain nombre de mesures pourraient selon nous être adoptées : *1)* Cubains et étrangers utiliseraient une même et unique monnaie, le peso cubain, pour toutes leurs transactions effectuées sur l'île ; *2)* les avoirs et les crédits exprimés en pesos convertibles des firmes et des banques seraient convertis en pesos cubains, au taux de change (les comptabilités des entités cubaines internationalisées étant maintenues) ; *3)* le rôle de la Banque centrale serait renforcé et consisterait à : *a.* maintenir la stabilité du taux de change, sans mener de politique de taux fixe trop rigide ; *b.* contrôler les dépôts et réserves en devises ; *c.* réguler la base monétaire ; *d.* superviser le système bancaire, les crédits internes en pesos et le marché du crédit inter-bancaire ; *e.* gérer le capital monétaire interne ; *f.* garantir les dépôts sur les comptes courants et d'épargne ; et bien sûr *g.* s'acquitter de sa fonction de prêteur en dernier ressort. Aussi la politique de changes adoptée permettrait-elle, en consolidant le contrôle de l'État cubain, de prévenir à la fois l'entrée de capitaux étrangers spéculatifs et les risques de comportements de spéculation au sein même du système bancaire domestique. Il est clair que ce schéma diffère de ceux appliqués dans les pays capitalistes, où les intérêts du capital mondialement dominant prévalent sur toute autre considération.

Les difficultés d'une telle dé-dollarisation sont cependant loin d'être négligeables. Elles tiennent, d'abord, aux montants de réserves en devises que la Banque centrale devra conserver pour garantir la circulation interne du peso convertible et satisfaire les besoins de conversion, en maîtrissant les comptes extérieurs sous les pressions de la demande d'importations. Elles concernent, ensuite, la détermination du taux de change et des structures de prix internes et externes correspondantes — même si l'on a lieu de supposer qu'une certaine compatibilité entre ces variables a pu s'établir après plus d'une décennie d'expérience du peso convertible. Elles pourraient encore être liées au risque de non-neutralité redistributive de la réforme, rendant nécessaire d'actionner d'autres mécanismes de répartition du revenu, notamment des revalorisations de salaires et pensions de restraites et l'amélioration de la quantité (et qualité) des produits composant le panier de consommation garanti par l'État (*libreta*). Une dernière difficulté interne sera enfin pour le gouvernement de convaincre la population de l'importance d'un contrôle par l'État de la monnaie et du crédit, afin d'éviter tout comportement spéculatif, comme aussi, et peut-être surtout, de celle du caractère crucial de la dé-dollarisation en tant que moyen de renforcer la planification. Par ailleurs, au niveau international, une opposition des banques et des firmes étrangères, qui les verrait par exemple retirer leur confiance aux autorités monétaires cubaines, demeure un risque toujours préoccupant. Cette menace peut

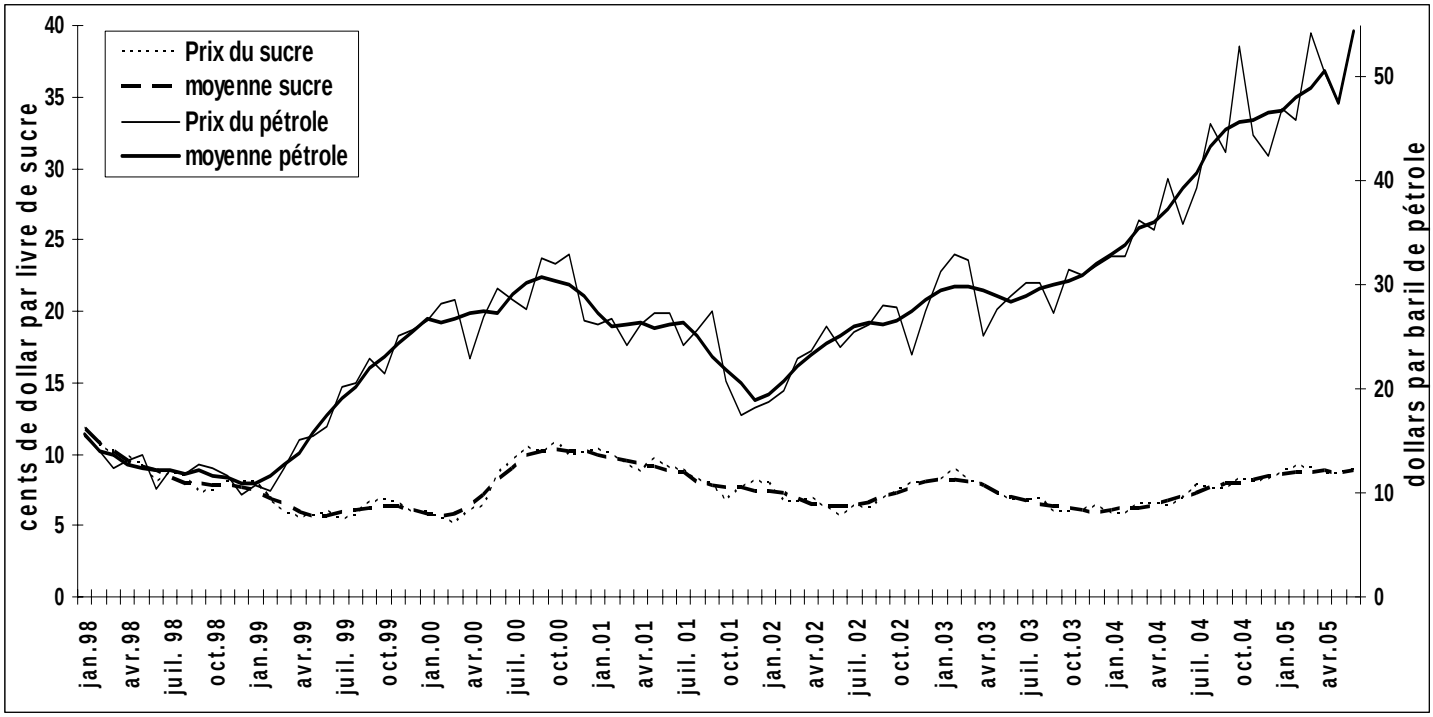
néanmoins être désamorcée par l'État cubain garantissant aux investisseurs étrangers qu'ils ne souffriront aucune perte au cours des réformes monétaires engagées. À l'heure où sont écrites ces lignes, les principaux risques associés à la dé-dollarisation, à l'extérieur comme à l'intérieur, semblent avoir été évités — pas de « course aux dollars », ni de dilapidation des réserves, ni de dévaluation du peso cubain… Malgré cette gestion tout à fait remarquable du processus, la souveraineté monétaire ne sera totalement reconquise que lorsque le peso cubain, substitué au peso convertible, récupérera toutes les caractéristiques d'une monnaie nationale — dont celle d'être unique. Cela passe à notre avis, nécessairement, par un appareil productif moderne et efficace, une stratégie de développement auto-centré et une planification socialiste renforcée, c'est-à-dire encore plus participative — et certainement pas par la libéralisation des marchés, les privatisations et la « transition » au capitalisme.

En dépit des progrès de la récupération et de la dé-dollarisation, le problème majeur de l'économie cubaine, en l'espèce, celui de comptes extérieurs déficitaires, n'en reste pas moins encore loin d'être réglé. Ces déséquilibres persistants de la balance des paiements traduisent la dépendance structurelle de Cuba à l'égard de ses importations, due à des raisons historiques et structurelles, mais assurément aussi à certaines insuffisances d'organisation, d'efficience et de compétitivité des entreprises locales. L'essor des exportations de marchandises reste trop faible, et celui, beaucoup plus soutenu, des services ne suffit pas à compenser le déficit de la balance commerciale. L'heure n'est donc pas à la remise en cause, mais à la confirmation de la pertinence de la poursuite du *perfeccionamiento empresarial* et de la recherche de gains de productivité. Réduire les coûts, améliorer les techniques d'organisation du travail, de gestion et de commercialisation, rationaliser l'utilisation des ressources rares, ajuster la qualité aux exigences du marché, économiser l'énergie, élever les niveaux de qualifications, de compétences et de savoirs, autant d'impératifs pour celles des entreprises cubaines encore non compétitives — comme aussi pour les autres. La diversification et l'orientation vers des productions plus intensives en haute technologie et plus forte valeur ajoutée est souhaitable pour permettre de créer de nouveaux revenus à l'exportation grâce à une déformation maîtrisée des avantages comparatifs du pays en direction de biens scientifiques, intellectuels et culturels, par rapport aux « dotations naturelles »[43]. La réactivation des programmes de substitution de productions nationales aux importations doit être repensée dans des secteurs-clés où existent les plus grandes marges de progression (notamment l'énergie et l'agro-alimentaire). Mais les tensions externes sont aggravées par les pressions qu'exerce à court terme la dette extérieure sur la situation financière du pays, donc aussi sur la dynamique de croissance. Desserrer la contrainte extérieure tout en respectant les engagements extérieurs sont certes des défis majeurs pour l'avenir. Mais si c'est l'attractivité du territoire économique national pour l'investissement direct étranger qui doit être renforcée, alors elle devra l'être dans la stricte continuité des choix affirmés par la révolution de protéger les droits des travailleurs et de préserver l'homogénéité de la société.

La trop faible productivité du secteur agricole, sucre compris, révélée par les rendements insuffisants des principales cultures (*Figures A.31* à *A.34*), représente un problème structurel de l'économie cubaine, à l'évidence. Car c'est dans l'agriculture que les résultats enregistrés depuis la crise ont été les plus décevants. Le dilemme réside ici, pour la révolution, dans la nécessité d'adopter dans les meilleurs délais des mesures pour résoudre ces difficultés, sans libéralisation foncière. Car le fait est que d'autres pays socialistes ont réussi en ce domaine, au premier rang desquels le Viêt-nam, désormais auto-suffisant pour des produits agricoles aussi stratégiques que le riz, dont il est devenu l'un des plus gros exportateurs. D'aucuns proposent comme solution la privatisation de la terre, afin de stimuler la paysannerie. Cette

[43] Encore faudrait-il ne pas omettre que c'est la main de l'homme, non la nature, qui planta de la canne à Cuba.

Figure 19. **Prix du pétrole et du sucre sur les marchés mondiaux : janvier 1998 – juillet 2005**
(prix réels et calculés en moyennes mobiles sur cinq mois)



Source : Calculs de l'auteur.
Notes : Le prix du pétrole a été calculé, en moyenne mensuelle, à partir des cours quotidiens (*crude oil spot prices*) de trois types de brut, du 2 janvier 1998 au 29 juin 2005 : *"Brent"* (en général, la référence mondiale, et le plus traité sur le marché de Rotterdam), *"WTI"* ou *West Texas Intermediate* (référence du marché états-unien) et *"Arab Light"* (d'Arabie saoudite). Le prix du sucre est une moyenne mensuelle des données hebdomadaires fournies par l'Organisation mondiale sur le sucre.

Tableau 4. **Productions de sucre de Cuba en moyenne par période historique**
(en millions de tonnes)

Période coloniale (1755-1898) :	0,2323
1755-1799 :	*0,0139*
1800-1849 :	*0,0923*
1850-1894 :	*0,6025*
1895-1898 :	*0,2738*
Période impérialiste (1899-1958) :	3,3579
1899-1913 :	*1,3981*
1914-1918 :	*3,2872*
1919-1928 :	*4,3980*
1929-1940 :	*2,7652*
1941-1945 :	*3,4280*
1946-1958 :	*5,3664*
Période révolutionnaire (1959-2005) :	5,7482
1959-1971 :	*5,6579*
1972-1989 :	*7,1516*
1990-1993 :	*6,7488*
1994-2002 :	*3,7988*
2003-2005 :	*2,2333*

Source : Calculs de l'auteur.

option ne saurait toutefois faire oublier, outre que la collectivisation entraîna, au Vietnam, de fortes hausses des productions en son temps, que les pouvoirs publics vietnamiens n'ont pas privatisé, mais distribué les terres aux familles en usufruit sur des périodes très longues (sans possibilité de cession par vente) — comme en Chine. Le choix de privatiser se heurterait à des problèmes liés aux spécificités de la petite paysannerie cubaine, dont l'implantation et l'expérience restent fragiles, pour les raisons historiques que l'on a soulignées. L'histoire prérévolutionnaire de Cuba est celle de la disparition des cultures et des savoirs amérindiens (XVI^{e} siècle), celle des grands domaines d'élevage (XVII^{e}), des plantations esclavagistes de cannes à sucre (XVIII^{e}-XIX^{e}), des *latifundios* et sucreries où travaillait un prolétariat, au sens strict du terme, salarié, de coupeurs de cannes et d'ouvriers de *centrales* (1886-1958). C'est l'histoire d'une paysannerie combattue sans répit par les grands propriétaires fonciers, rejetée aux marges de *latifundios*, toujours contrainte d'approvisionner cette main-d'œuvre sucrière. Malgré la réforme agraire et le maintien d'un secteur privé dans l'agriculture, les près de cinq décennies de révolution n'ont pu suffire à (re)constituer ce tissu paysan, ailleurs séculaire. Une privatisation des terres conduirait en toute vraisemblance à la réapparition de la structure de propriété foncière inégalitaire du passé. Certains tiennent ces « blocages » des dirigeants cubains pour un autoritarisme incapable de tirer les leçons d'autres expériences ; nous, nous pensons qu'il convient d'éviter l'universalisation des « recettes », de tolérer des trajectoires différenciées en fonction du terrain et de prendre conscience que le *latifundio* reste aujourd'hui encore l'un des pires ennemis de l'Amérique latine.

Ceci n'enlève rien à l'exigence d'engager de profondes réformes dans le secteur agricole, qu'il s'agisse de substitutions d'importations rationnelles et efficaces (dans l'agro-alimentaire pour la population et le tourisme), de dynamisation de son rôle exportateur (y compris, par exemple, sur les créneaux de cultures « bio ») ou de l'adaptation des institutions et méthodes de gestion aux conditions d'une agriculture plus intensive[44]. Cela peut passer, entre autres, par un transfert de responsabilités aux producteurs, des structures productives les rapprochant de la terre, une organisation du travail permettant de mieux identifier les efforts, un dispositif liant davantage les rémunérations aux résultats, mais également par un contrôle plus strict des activités d'intermédiaires entre productions et marchés et une lutte très stricte contre les comportements spéculatifs sur les marchés libres agricoles. De tels changements s'avèrent nécessaires, car les mutations d'ordre institutionnel promues dans les années 1990 (avec la création des Unités de base de production coopérative [UBPC] notamment) n'ont pas permis d'éliminer toutes les pesanteurs qui continuent de ralentir les gains de productivité. Les avancées de ce secteur, dont les potentialités sont loin d'être atteintes, sont possibles, comme le montrent les bons résultats enregistrés par certaines productions (fruits et légumes, viande porcine, tubercules [*viandas*]) ou même l'expérience, réussie, de l'agriculture urbaine, source d'approvisionnements alimentaires et d'emplois dans une activité intensive en main-d'œuvre.

Mais la preuve la plus tangible de la faisabilité des réformes à réaliser dans l'agriculture dans son ensemble est apportée par la façon dont a été récemment menée la restructuration du secteur sucrier. En dépit de l'ampleur de la mutation — le sucre façonna plus de deux siècles durant les structures de la formation sociale cubaine —, la « sortie » de la spécialisation sucrière s'est opérée en quelques mois. Elle impliqua une large concertation des travailleurs, lors d'une série de réunions auxquelles participèrent, sur tout le territoire national, près d'un million de Cubains. Accélérées en 2002, ces réformes ont concrètement signifié la fermeture de 70 sucreries ; la concentration de la production sur les terres et dans les *centrales* les plus efficaces (seulement 71 restant en activité pour le sucre et 14 pour ses sous-produits) ; la

[44] González (1997).

modernisation des techniques de gestion et la rationalisation de l'utilisation des équipements ; la libération de près de 1,3 million d'hectares pour l'élevage, d'autres cultures ou bien la reforestation ; et surtout, malgré des difficultés tout à fait importantes, la reconversion de plus de 100 000 travailleurs, auxquels furent proposés des programmes de formation et de nouveaux emplois. Force est de reconnaître que peu de plans de reconvertion industrielle, d'une envergure comparable à celle de la restructuration sucrière à Cuba, ont bénéficié d'une attention aussi poussée portée aux travailleurs concernés, dont la participation, la protection et la réinsertion sont sans équivalent dans les pays capitalistes — même au Nord.

L'industrie sucrière avait été l'un de secteurs le plus durement affectés par la crise des années 1990. Le marché soviétique offrait jadis des débouchés sûrs et privilégiés, à des prix supérieurs à ceux du marché mondial, comme ceux garantis par les États-Unis à leurs pays fournisseurs (caribéens et centro-américains notamment). Sa perte ôta soudainement toute rationalité à la poursuite de la production sucrière. Les rendements étaient d'ailleurs décroissants depuis longtemps (*Figure A.11*). Les pénuries de combustible, de financement, de pièces détachées, etc. obligèrent à se tourner vers des investisseurs étrangers (le Britannique Man, le Néerlandais Ing…), mais, avec la crise, les coûts de production s'étaient établis dans la plupart des sucreries cubaines au-dessus des prix du marché. Il est vrai que ce phénomène, dû à des cours très dépréciés, touchait jusqu'aux producteurs mondiaux parmi les plus performants —comme les betteraviers français par exemple. Ces dernières années, la tendance baissière des prix du sucre sur les marchés mondiaux contrastait avec la hausse de ceux des matières premières, au premier rang desquelles celle du pétrole, intrant essentiel de l'industrie sucrière (*Figure 19*). Mais cette évolution n'était pas nouvelle : une tonne de sucre permettait à Cuba d'importer huit tonnes de pétrole en 1959, 1,9 en 1990, 0,6 en 2003, moins de 0,5 tonne de pétrole en 2004. Ce sont donc les structures mêmes du marché sucrier et ses *trends* récents qui poussèrent à ce changement stratégique, si décisif pour l'économie cubaine.

Côté offre, la concurrence exacerbée de gros exportateurs traditionnels (Brésil, Thaïlande, Australie, France…), ou de plus petits, mais dont les ventes comptent sur le marché « libre » (Guatemala, Colombie, Afrique du Sud…), devenait proprement intenable pour des *centrales* cubaines diminuées, incapables d'incorporer l'innovation technologique comme il faudrait[45]. L'interchangeabilité et la substitution croissante du sucre de canne (ou de betterave) par des édulcorants faisaient de la spécialisation de l'île une voie sans issue[46]. La reprise en main par les transnationales biotechnologiques du Nord de productions localisées au Sud ne concerne évidemment pas que le sucre, de nombreuses plantes cultivées étant elles aussi remplacées par des subtances végétales de synthèse élaborées en usine[47]. Cuba ne pouvait se permettre qu'un poids supplémentaire pèse sur le budget de l'État, ni de livrer bataille contre les puissants groupes capitalistes mondiaux sans être sûre de l'emporter ; elle choisit l'option la plus raisonnable : la reconversion. Le sucre devait redevenir une production parmi d'autres, pour la première fois depuis le XVIII^{e} siècle. Après l'avoir spécialisée, à cette époque, par la force des marchés, dans une production (pour lui) de luxe ou de plaisir, le centre du système mondial contraint aujourd'hui l'île à sortir de cette spécialisation. Car, côté demande, les

[45] En 2005, les plus grands pays producteurs de sucre étaient, au Sud, le Brésil (27,55 millions de tonnes), l'Inde (15,88), la Chine (10,57), la Thaïlande (6,80), le Mexique (5,41), le Pakistan (3,66), devant la Colombie, l'Afrique du Sud, les Philippines, la Turquie — et au Nord : les États-Unis et l'Union européenne.

[46] Cette évolution n'est pas remise en cause sur le marché mondial en 2005 par le redressement du prix du sucre, corrélé à celui de l'éthanol — biocombustible alternatif produit à partir du sucre notamment.

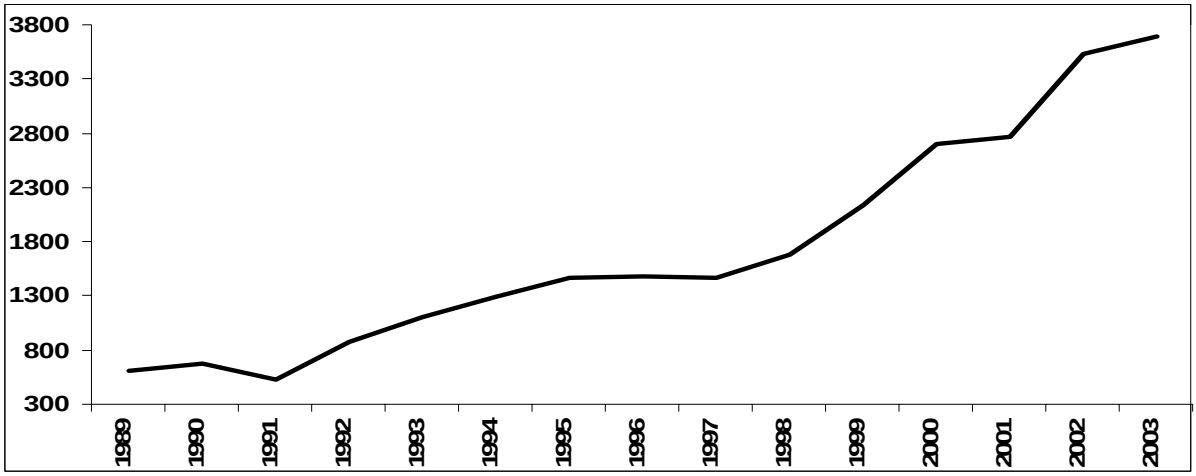
[47] C'est le cas, par exemple, de la vanille (produite à Madagascar et la Réunion) ; du cacao (Côte d'Ivoire, Brésil, Ghana) remplacé par des beurres produits par Hershey ou Neslé ; du bois d'acacia (Sénégal, Soudan, Nigéria) évincé par des gommes arabiques ; de la quinine substituée à l'écorce de quinquina (Indonésie) ; du pyrèthre (Inde, Tanzanie, Équateur) pour insecticides ; du pavot (Turquie) pour la codéine ; ou même du tabac…

campagnes anti-sucre ont infléchi la consommation, qui s'est contractée aux États-Unis, puis au Japon et en Europe — celles anti-tabac et de prévention de l'alcoolisme ayant moins d'effet sur les autres exportations cubaines (cigares, rhum), positionnées sur des créneaux haut de gamme.

Dans le contexte de la mondialisation néo-libérale, comment Cuba aurait-elle pu opérer cette restructuration, à un coût socio-économique minimum, et atteindre l'objectif essentiel de sauver son système social, si elle n'avait pas centralisé un certain nombre de décisions-clés, mis en cohérence ses politiques micro- et macro-économiques, imposé la primauté des besoins sociaux sur tout autre intérêt ? La maîtrise, relative mais réelle, du processus de récupération de l'économie, Cuba la doit principalement au maintien de la planification de sa stratégie de développement, au rôle de l'État socialiste comme garant du degré d'organisation indispensable pour faire face à la crise — et au durcissement du blocus états-unien —, en préservant le consensus social, la consultation populaire et le gradualisme des réformes. Nous tenons là la raison pour laquelle l'ouverture au marché, dont les espaces sont tolérés depuis la période spéciale, n'a pas amené à Cuba, jusqu'à présent, de retour au capitalisme.

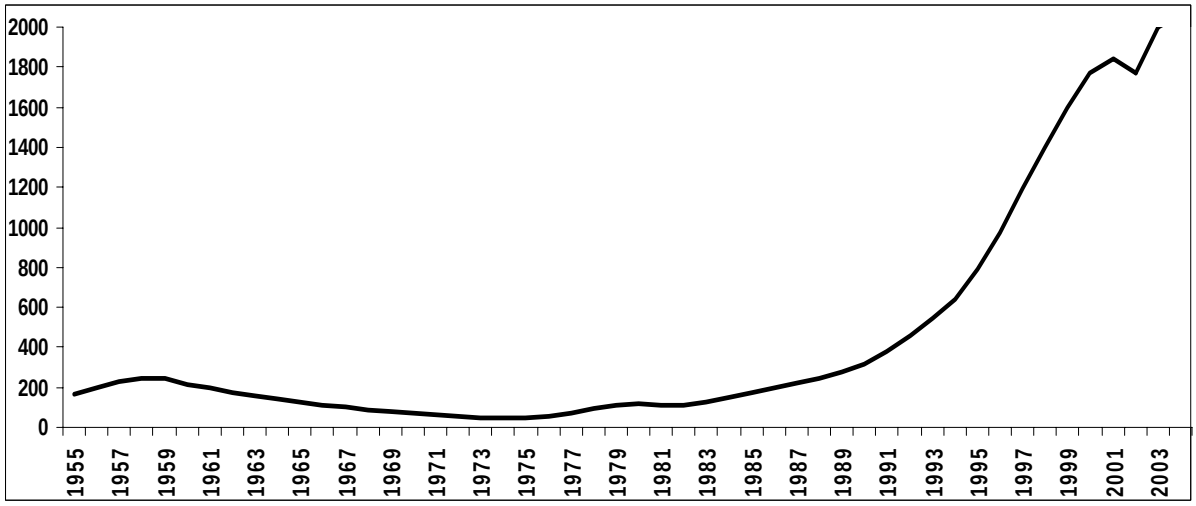
Soyons plus précis. Le secteur touristique, dollarisé, a introduit un biais dans l'accès des Cubains aux devises — même si des amortisseurs existent, informels (solidarité spontanée) et formels (employés d'hôtels ou de compagnies de taxis versant une part des pourboires à des fonds collectifs redistribués à leurs collègues qui ne sont pas en contact avec la clientèle). Mais l'État a su organiser les péréquations et transferts des recettes générées pour assurer la continuité des systèmes sociaux. Investissements directs étrangers et *joint ventures* ont été encouragés, dans plusieurs zones franches en particulier, entraînant des flux autonomes de sorties de capitaux et déstabilisant parfois les relations de travail. L'État a su protéger les droits du travail et le rôle des syndicats, tout en limitant au maximum les écarts de revenus. Même pendant la période de dollarisation, la firme étrangère versait des salaires en devises à une « entreprise-pont », laquelle reversait aux travailleurs des rémunérations en pesos — la différence finançant les dépenses publiques. L'attention de l'État dut aussi redoubler pour lutter contre la corruption — et les entrepreneurs étrangers qui ne peuvent procéder à Cuba comme ils le font souvent ailleurs, savent que les hauts dirigeants de la révolution ne sont pas enrichis ni corruptibles. Les envois de devises de l'extérieur ont creusé les inégalités de façon préoccupante, et parfois commencé à entamer, dans certaines proportions, les valeurs de la révolution. Mais l'État bloque toujours fermement les possibilités d'accumulation nationale de capital privé. Le travail indépendant a certes été autorisé, permettant l'essor de multiples activités (commerce, artisanat, prestation de services…), sans que l'État ait pour autant légalisé l'embauche de salariés, hors de la famille détentrice des licences. Ont également été ouverts des magasins où les achats se faisaient en dollars (ou en pesos convertibles) et des marchés agricoles (*agropecuarios*) sur lesquels paysans privés, récents bénéficiaires de distributions de terres, coopératives et fermes d'État vendent une partie de leurs produits. Cependant, la plus grande portion de la consommation continue d'être fournie, tant bien que mal, à prix réduits, par la *libreta*, les cantines ouvrières ou paysannes et les restaurations collectives d'écoles et d'hôpitaux (73 %) ou par auto-approvisionnement (13 %) — ce qui signifie que 14 % seulement des denrées proviennent des marchés libres. L'armée est même régulièrement sollicitée pour approvisionner les marchés étatiques. Les ventes « libres » ont permis à nombre de paysans de s'enrichir, mais ces liquidités ne sont pas venues incrémenter de dynamiques de capital, ni contrôler privativement une création de valeur par emploi de travail salarié. En clair, si l'État a dû provisoirement admettre l'avancée des mécanismes du marché, il semble être parvenu à les soumettre aux intérêts du peuple. Il n'est donc pas possible de parler, à l'heure actuelle, de transition au capitalisme à Cuba.

Figure 20. **Production de pétrole de Cuba de 1989 à 2003**
(en millions de tonnes)



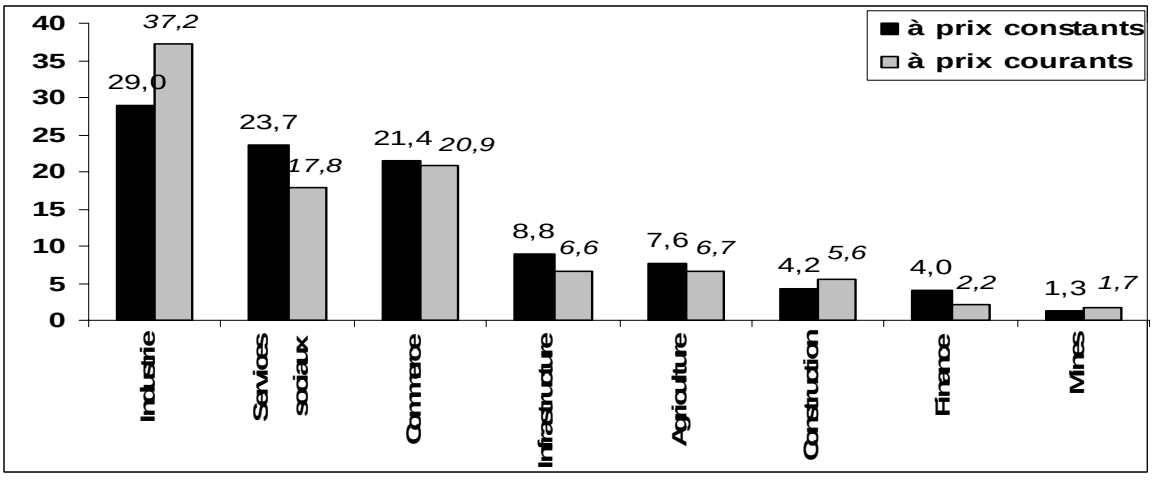
Source : ONE (années variées).

Figure 21. **Nombre annuel de touristes visitant Cuba entre 1955 et 2005**
(en milliers)



Source : Comité Estatal de Estadísticas (années variées) et ONE (années variées).

Figure 22. **Structure du produit intérieur brut de Cuba en 2000**
(en pourcentage du PIB)



Source : ONE (2001).

C'est encore l'État qui a planifié les conditions d'une convergence progressive vers l'auto-suffisance énergétique du pays, grâce à des investissements massifs de forage et pompage de pétrole, d'adaptation des équipements pour l'utilisation du brut par les entreprises locales, de modernisation des centrales thermoélectriques et du réseau de distribution d'électricité, d'adoption de technologies favorisant les économies d'énergie… Si la production énergétique nationale ne couvre qu'un peu plus de la moitié de la demande totale, la quasi-totalité de l'électricité générée sur l'île provient aujourd'hui de sources énergétiques domestiques. Depuis 1990, l'extraction de pétrole brut a sextuplé (*Figure 20*), celle de gaz a été multipliée par 20. Ainsi, l'importation de pétrole a pu être réduite au cours de ces dernières années, alors même que la croissance économique s'accélérait entre 2003 et 2005, à près de 6 % par an en moyenne (*Tableau 3* et *Figure 6*). Et ce sera, à notre avis, assurément à la planification socialiste de relever le défi de trouver les moyens et les ressources pour réduire à l'avenir la dépendance grandissante de l'économie du pays vis-à-vis du tourisme. Car, si ce secteur a permis de créer 200 000 emplois entre 1993 et 2003[48], les effets multiplicateurs qui lui sont associés risquent peu à peu de s'épuiser. Et le tourisme peut même finir par absorber plus de ressources qu'il n'en génère, comme c'est le cas dans nombre pays du Sud. Quand bien même Cuba disposerait d'atouts qui la distingueraient d'autres destinations prisées, les flux touristiques restent soumis aux caprices de la mode et, surtout, aux exigences des transnationales de ce marché lucratif et instable (agences de voyages, transporteurs, groupes publicitaires, compagnies de croisière, entre autres). Au-delà de la promotion des substitutions aux importations, le débat devra donc aussi porter sur les bases du développement auto-centré du pays et sur la dynamisation des avantages comparatifs non traditionnels (sciences et savoirs).

Les atouts internes et les opportunités externes de Cuba face à ces défis

Parmi les atouts dont dispose Cuba face à ces défis figurent le degré d'organisation de son économie et de sa société — et en particulier la planification, qui lui permet d'affronter efficacement les situations difficiles, qu'il s'agisse de l'instabilité des marchés mondiaux, de désastres naturels ou d'interruptions des approvisionnements en pétrole —, mais également, bien sûr, le niveau de formation de sa population. Ce développement du potentiel humain et des infrastructures de recherche constitue le point d'appui le plus solide pour consolider et étendre les bases des nouvelles industries de haute technologie, comme pour promouvoir, à l'heure de la société de la connaissance, celles des exportations de biens et de services scientifiques, intellectuels et culturels. Il est clair qu'une partie de la solution aux problèmes de substitution aux importations agricoles, d'efficacité et de productivité dans les secteurs industriels ou de convergence vers l'autosuffisance énergétique se trouvera dans l'utilisation de ces compétences. Car, en dépit de ressources limitées à l'extrême, au plus dur moment de la crise (1993-94), Cuba continuait d'investir dans la science et d'occuper la première place en Amérique latine et caribéenne pour la part du budget de recherche publique dans le PIB (devant le Costa Rica) et pour celle du nombre de chercheurs dans la population active (loin devant l'Argentine et le Chili). L'effectif des scientifiques employés à plein temps s'élevait au milieu de la décennie 1990 à 29 000 à Cuba, plus qu'au Mexique (19 500) et à peine moins qu'au Brésil (32 000) — pour respectivement 11, 92 et 163 millions d'habitants.

Les objectifs de la stratégie suivie n'ont pas consisté seulement à réactiver les secteurs productifs, accroître l'efficacité et améliorer les conditions de vie, mais aussi à poser l'une

[48] C'est loin d'être négligeable dans un pays de la taille de Cuba. Mais de 1990 à 2005, les revenus du tourisme ont été multipliés par huit, les visiteurs par six, les capacités d'accueil par trois et les emplois par deux seulement.

des conditions d'un développement plus autonome de l'économie : il existe aujourd'hui plus de 220 unités de recherche scientifique et technique à Cuba ; 42 000 personnes y travaillent dans les secteurs publics en recherche-et-développement (R&D) ; le nombre de scientifiques et de chercheurs atteint 1,8 pour 1 000 habitants, soit le taux le plus haut d'Amérique latine ; les dépenses que l'État consacre à la recherche dépassent 1,2 % du PIB. En amont, la qualité de l'enseignement a encore été améliorée, notamment grâce à l'extension des cycles d'études universaires au niveau municipal et la promotion des sciences informatiques, par exemple. En janvier 2004, Cuba occupait le premier rang mondial pour le nombre d'étudiants *per capita* (un pour 36,8 habitants). Avec plus de 350 000 inscrits dans l'enseignement supérieur pour l'année universitaire 2004-05, le pays enregistrait le nombre d'étudiants record de son histoire. La poursuite de la transformation de la base productive et exportatrice est de ce fait une exigence pour adapter ces structures à l'essor des forces productives vivantes. Malgré ces succès, il ne s'agit pas cependant de sous-estimer l'ampleur des problèmes encore non réglés — l'un des plus préoccupants étant sans doute le déplacement d'une partie du corps professoral vers des secteurs générateurs de revenus plus élevés, ce qui nécessite de redoubler d'attention et d'écoute face aux difficultés, pédagogiques et autres, rencontrées par les enseignants[49].

Les exportations émanant des secteurs de la connaissance ont connu des avancées tout à fait significatives au cours des dernières années, tout spécialement en ce qui concerne les produits biotechnologiques et pharmaceutiques, les équipements médicaux, les méthodes de diagnostic innovantes, les services médicaux de haut niveau et de grande complexité et les biens et services informatiques à forte valeur ajoutée. Ces produits sont souvent originaux, parfois uniques, et toujours fortement intensifs en technologie. Cuba détient par exemple plus de 600 brevets dans le domaine des biotechnologies, exportés vers une cinquantaine de pays, notamment des vaccins (contre la meningite…), des protéines recombinantes, des anticorps monoclonaux (pour le traitement de certains cancers)… Des dizaines d'autres produits sont en cours de finalisation dans les laboratoires publics cubains. D'importants transferts de technologie ont également fait l'objet d'accords, avec la Chine en particulier, pour la construction d'installations destinées à produire ces produits cubains à l'étranger. L'offre de services informatiques et de logiciels (appliqués à la recherche médicale, à l'agriculture, à la détection de cyclones, entre autres), mais aussi celle de produits où les spécialistes cubains ont acquis un savoir-faire (par exemple, les fibres optiques de télécommunications et de transmission de données), constituent d'autres axes possibles de cette stratégie d'exportations de haute technologie.

Mais, jusqu'à présent, ces nouvelles sources d'exportations ont considérablement pâti des effets du blocus états-unien. Ce dernier, durci par les lois Torricelli (octobre 1992) et Helms-Burton (mars 1996), et à nouveau récemment par l'administration Bush (mai 2004), aurait coûté — de source cubaine[50] — plus de 79 milliards de dollars de pertes directes depuis son instauration en 1962[51]. Le blocus affecte négativement tous les secteurs de l'économie, surtout ceux où la propriété états-unienne était dominante avant la révolution (sucre). Mais il

[49] Une autre difficulté sera d'adapter les formations des travailleurs sociaux chargés de l'aide individualisée aux personnes âgées, dont le nombre augmente rapidement avec les progrès de l'espérance de vie. Le vieillissement de la population cubaine pose d'ailleurs des problèmes assez comparables à ceux des pays du Nord.

[50] Álvarez (2004). Voir notamment : Cuba (2002).

[51] Cela ne donne pas le moindre scrupule aux transnationales états-uniennes qui, après avoir refusé à l'époque des nationalisations les indemnisations proposées par la révolution, lui réclament aujourd'hui des dommages et intérêts auprès de la *U.S. Federal Claims Settlement Commission* : 798 millions de dollars par la Cuban Electric, 390 par ITT, 325 par la North American Sugar, 254 par United Fruit, 213 par la Standard Oil, 149 par Texaco, 82 par Coca Cola, 43 par Colgate-Palmolive, 25 par Firestone, 23 par la General Motors, 22 par la Chase Manhattan, 19 par IBM, 18 par General Electric, 15 par Goodyear… entre autres (Jenkins et Haines [1994]).

freine plus particulièrement les moteurs de la récupération : tourisme, investissements étrangers et envois de devises — en plus des exportations. Les dommages causés à l'économie cubaine comprennent : *i)* les manques à gagner dus aux obstacles à l'essor des exportations de biens et services (ralentissement des flux de tourisme et de transport aérien, non accès aux bourses de matières premières pour le sucre et le nickel…) ; *ii)* les pertes enregistrées à la suite de la réorientation géographique des flux commerciaux (surcoûts de fret, de stockage, de vente ou à l'achat de marchandises…) ; *iii)* l'impact des limitations imposées à la croissance de la production de biens et services (restriction à l'accès aux technologies, renchérissement de l'approvisionnement en combustibles, manque de pièces détachées, mise au rebut anticipée d'équipements, restructuration forcée d'entreprises, difficultés subies par les secteurs du sucre, de l'électricité, des transports, de l'agriculture, etc.) ; *iv)* les entraves d'ordre monétaire et financière (complexité des renégociations de la dette, obstacles à l'accès au dollar, impact défavorable des variations de taux de change sur le commerce, pénalités liées au « risque-pays » dans l'assurance, surcoût de financement dû au veto des États-Unis à l'intégration au sein des organisations financières internationales) ; *v)* les effets pervers des incitations à l'émigration, y compris illégale (perte de ressources humaines et de talents produits par le système éducatif cubain) ; et *vi)* les dommages sociaux affectant la population (santé, éducation, alimentation)[52]. Maintes firmes — notamment canadiennes et mexicaines, qui subissent depuis 1994 la concurrence états-unienne dans le cadre de l'Accord de Libre-Échange nord-américan (ALENA), et qui trouvent en Cuba l'un des rares espaces marchands où cette pression ne s'exerce pas[53] — ont toutefois bravé les menaces de l'administration des États-Unis et réaffirmé leur volonté d'investir sur l'île.

Cuba ne se contente pourtant pas de résister au blocus. Elle a également une influence dans l'opposition actuelle au projet de Zone de Libre-Échange des Amériques (ALCA), qui a mis en relief son rôle d'axe organisationnel et logistique de la contre-attaque à la globalisation néo-libérale. L'ALCA ambitionne d'étendre l'ALENA à tout l'« hémisphère occidental », en établissant entre les pays d'Amérique — sauf Cuba — une zone de libre-échange impliquant la levée des restrictions à la circulation des marchandises et des capitaux — mais pas des travailleurs. Sponsorisée par G.W. Bush, l'ALCA est une pièce maîtresse de la stratégie de réorganisation de la domination des États-Unis, destinée à conserver le leadership sur le reste de la triade (l'Europe et le Japon) et face à des rivaux en puissance (la Chine), mais aussi à empêcher la résurgence de relations entre pays latino-américains plus respectueuses de leurs intérêts. Grâce à la mobilisation des peuples latino-américains — et grâce à Cuba —, de l'ALCA, il ne reste plus aujourd'hui que des brides : des Traités de Libre-Échange (TLC), contre lesquels la lutte continue sur tout le continent.

Les relations économiques extérieures de Cuba ont été considérablement dynamisées, depuis quelques années, par les avancées de la révolution vénézuélienne. La participation de Cuba aux côtés du Venezuela dans l'initiative d'Alternative bolivarienne pour les Amériques et les Caraïbes (ALBA) relève d'une stratégie de régionalisation susceptible de renforcer l'autonomie de l'Amérique latine et caribéenne et de contribuer à la construction d'un monde multipolaire[54]. L'ALBA a été signée le 14 décembre 2004, à La Havane, par les présidents Hugo Chavez et Fidel Castro. Un Plan stratégique prévoit la fourniture par Cuba de services médicaux gratuits, ainsi que la formation de plusieurs dizaines de milliers de médecins et spécialistes en technologies de la santé au Venezuela et, par ce dernier, la réactivation de raffineries de pétrole à Cuba et l'accélération des transferts de technologie entre les deux compagnies pétrolières, *Petroleos de Venezuela S.A.* (PDVSA) et *Cuba Petroleo* (CUPET).

[52] Herrera (2003b, 2004a, 2004b).
[53] Exemples : Sherritt (Canada) dans le nickel et le pétrole, ou Domos (Mexique) dans les télécommunications.
[54] Castro (1998).

Selon les termes du traité, la coopération entre Cuba et le Venezuela s'étend désormais à une série de domaines, allant du co-financement d'infrastructures de télécommunications aux industries agro-alimentaires, des transports et au tourisme, et implique d'importantes baisses de barrières tarifaires et non tarifaires et des incitations aux investissements directs étrangers effectués par leurs entités publiques respectives[55]. Mais au-delà de la consolidation des relations bilatérales entre les deux pays, l'ALBA — qui a vocation à s'étendre — est porteuse de profondes transformations à l'échelle du continent, en tant qu'elle jette les bases d'une nouvelle intégration fondée sur la solidarité et l'amélioration des conditions de vie des plus démunis, pour créer une aire régionale enfin débarrassée des maux du capitalisme (pauvreté, malnutrition, analphabétisme, chômage…) — et non une zone de pillage néo-libéral au profit des transnationales états-uniennes. L'une des clés de l'ALBA consiste en la création d'un « fonds de compensation pour la convergence structurelle », dont le but est de traiter de façon préférentielle les pays pauvres en leur octroyant des aides pour financer des investissements sociaux et subventionner leurs productions destinées au marché national ou à l'exportation.

Le gouvernement révolutionnaire sut par ailleurs ouvrir, au cours de ces dernières années, d'importantes marges de manœuvre, en tirant habilement profit des contradictions entre pays capitalistes, en renouant aussi avec ses anciens partenaires de l'Est (au premier rang desquels la Russie), mais surtout en renforçant et diversifiant ses relations avec les autres pays du Sud, socialistes (Chine, Vietnam) ou non (Brésil, Afrique du Sud, Inde, Malaisie…). Pour ce qui concerne plus spécialement les relations avec la République populaire de Chine, les accords récemment signés lors de la visite du Président Hu Jintao à Cuba, en novembre 2004, comprennent plusieurs volets : *1)* la livraison par Cuba de 20 000 tonnes de nickel sur cinq ans (2005-2009) et la création de sociétés mixtes (51 % des actions pour Cuba et 49 % pour la Chine) pour l'exploitation des minerais de nickel et ferro-nickel (notamment à Moa) ; *2)* le renforcement de la coopération en matière de biotechnologies, avec plusieurs projets de R&D conjoints d'intérêts mutuels et des transferts de technologies (concernant, par exemple, dans le sens Cuba–Chine, la vaccination infantile, le contrôle et le traitement du SIDA, la surveillance épidémiologique, les soins de handicaps neurologiques…) ; *3)* l'intensification des échanges d'enseignement et de recherche ; *4)* la promotion générale de la coopération économique dans les secteurs du pétrole, du tourisme, des télécommunications, des infrastructures et des transports, des chantiers navals, de la construction… *5)* l'étalement sur dix années des remboursements des crédits consentis par la Chine à Cuba entre 1990 et 1994, et l'octroi de nouveaux crédits (pour certains sans intérêts, et assortis de dons), principalement destinés à la santé et à l'éducation ; *6)* la modernisation des capacités technologiques de surveillance météorologique et anti-cyclonique de l'île ; *7)* l'importation de téléviseurs (dans la logique d'extension des programmes de nouvelles chaînes éducatives à Cuba). Les perspectives d'échanges commerciaux entre les deux pays se sont élargies, et leur nature commence à changer quelque peu. Elles vont au-delà de l'exportation de sucre, nickel et cobalt et de l'importation d'huiles, de matériels agricoles et d'équipements mécaniques et électriques par Cuba, pour concerner désormais des produits à forte valeur ajoutée. L'île commercialise en Chine une gamme relativement large de produits pharmaceutiques et biotechnologiques, d'appareils de diagnostic médical, de logiciels et services informatiques spécialisés… Elle réalise aujourd'hui 10 % de son commerce extérieur avec la Chine. Les investissements directs chinois à Cuba dépassent aujourd'hui les 50 millions de dollars... De nouvelles associations sont en cours de négociation dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie légère, des télécommunications, de l'électronique, de l'industrie pharmaceutique et des biotechnologies.

[55] Cuba soutient aussi évidemment les récentes propositions vénézuéliennes de compagnie pétrolière continentalisée (*Pétroamérica*) et de « banque du Sud ».

En même temps que se tissent des relations de plus en plus étroites entre Cuba et ses nouveaux partenaires privilégiés (Venezuela et Chine), ouvrant d'importantes perspectives de croissance, se profile aussi le spectre de la reconduction d'une dépendance économique, dont on a vu ce qu'elle coûta à l'île lorsque l'Union soviétique s'effondra. C'est pour cela que ces relations, y compris celles, de qualité exceptionnelle, entretenues avec la république sœur du Venezuela, demeurent marquées par un souci permanent de ne plus s'exposer aux risques de leur interruption brutale. C'est ce que montre la décision du gouvernement révolutionnaire de se rapprocher toujours davantage de l'autosuffisance énergétique, en dépit de livraisons de pétrole vénézuélien à des conditions privilégiées, et de tendre, autant que faire se peut pour un petit pays comme Cuba, vers un développement auto-centré, comptant davantage sur ses propres forces. Certaines des leçons du passé semblent donc en ce domaine avoir été tirées. Reste également à se préparer à une éventuelle amélioration des relations avec les États-Unis, dont il est souhaitable qu'elle intervienne dans l'avenir le plus proche, mais qui, si elle était susceptible d'apporter d'indéniables et multiples effets bénéfiques pour l'économie cubaine, ne serait pas non plus exempte de quelques pièges à déjouer.

Depuis dix ans, Cuba enregistre l'un des plus forts taux de croissance du PIB de toute l'Amérique latine (plus de 4 % en moyenne annuelle). À la mi-2005, grâce à la très forte croissance du premier semestre (+7,8 %), et malgré la poursuite de la détérioration de ses termes de l'échange et une succession impressionnante d'intempéries climatiques[56], le niveau de PIB de 1989 était enfin dépassé. Des réserves de pétrole non négligeables y ont été découvertes et sont exploitées, desserrant d'autant la contrainte extérieure, en une période où le prix du pétrole est le plus haut de l'histoire (supérieur à 70 dollars le baril en septembre 2005). Mais il faudra encore moderniser les objectifs, les instruments et les institutions de la planification en monnaie nationale pour espérer consolider le redressement des conditions socio-économiques du pays — et ce sera là, à n'en pas douter, l'un des plus grands défis théoriques et pratiques du XXI^{e} siècle à relever pour la société cubaine, qui continue de faire du socialisme sa référence fondamentale, mais aussi pour toutes celles qui, comme la Chine ou le Venezuela, cherchent les voies d'une alternative au modèle états-unien de capitalisme néo-libéral. Il faudra peut-être aussi redéfinir suffisamment tôt la stratégie de développement cubaine pour que la révolution continue de maîtriser, comme elle l'a fait jusqu'à présent, les inconvénients les plus visibles associés aux nouveaux moteurs de l'économie, spécialement le tourisme et les investissements directs étrangers, et d'évoluer vers une base productive et exportatrice plus moderne, efficace et intensive en connaissances. Sur ces bases, rester fidèle au socialisme, réaffirmer les principes de justice et d'égalité, ne pas concevoir de croissance économique sans développement social ni souveraineté nationale, et déployer au maximum les possibilités de participation du peuple aux décisions économiques, sociales et politiques seront, à notre sens, quelques-unes des conditions *sine qua non* des succès à venir de la révolution cubaine.

[56] Les dommages causés par les cyclones sont estimés à 1,9 milliard de pesos en 2001 (6,3 % du PIB), 713 millions de pesos en 2002 (2,4 % du PIB), sans doute encore plusieurs milliards de pesos en 2004, et sans parler des déga^ts encore survenus en 2005.

Bibliographie

Aguilar Trujillo, J. A. (2001), « Las Remesas desde el exterior: un enfoque metodológico-analítico », *Cuba: Investigaciones económica*, année 7, n°. 3, pp. 71-104, INIE, juin-septembre, La Havane.

Alvarez González, E. (1991), « La Economía cubana en los 80: Reflexiones en torno a una década compleja », *Cuba económica*, année 1, n°. 2, juillet-septembre, La Havane.

Álvarez González, E. (1998), « Cuba: un Modelo de desarrollo con justicia social », *Cuba: Investigaciones económica*, année 4, n°. 3, pp. 39-87, INIE, juin-septembre, La Havane.

Álvarez González, E. (2004), « Caractérísticas de la evolución de la economía cubana a partir de 1990 », *Cuba socialiste aujourd'hui*, Congrès Marx international IV, 30 septembre, Paris.

Banco Central de Cuba (années variées), *Informe económico*, La Havane.

Banque mondiale (1992), *Historically Planned Economies: A Guide to the Data*, Washington D.C.

Banque mondiale (1996), *Russia Federation: Toward Medium-Term Viability*, A World Bank Country Study, Washington D.C.

Baran, P. (1961), *Reflections on the Cuban Revolution*, Monthly Review Press, New York.

Brundenius, C. (1984), *Revolutionary Cuba: The Challenges of Economic Growth and Equity*, Westview Press, Boulder et Londres.

Castro Ruz, F. (1998), *Rapport central et Discours de clôture du 5e Congrès du Parti communiste de Cuba – 8-10 octobre 1997*, Editora Política, La Havane.

Charadán, F. (1982), *La Industria azucarera en Cuba*, Editorial de Ciencias sociales, La Havane.

Comisión económica para América Latina y el Caribe (1997), *La Economía cubana: Reformas estructurales y desempeño en los noventa*, CEPAL et Fondo de Cultura económica, México.

Commission on Cuban Affairs (1935), *Problems of the New Cuba*, Foreign Policy Association, New York.

Comité Estatal de Estadísticas (années variées), *Anuario Estadístico de Cuba*, La Havane.

Consejo nacional de Economía (1959), *Empleo y desempleo en la fuerza trabajadora*, Departamiento econometría, janvier, La Havane.

Cuba (1986), *Lineamientos económicos y sociales para el quiquenio (1986-90)*, Editora política, La Havane.

Cuba (1998), *Resolución económica – V Congreso del Partido comunista de Cuba* – 8-10 de octubre de 1997, Editora Política, La Havane.

Cuba (2002), *Nécessité de lever le blocus appliqué à Cuba*, Rapport au Secrétaire général des Nations unies sur la Résolution 56/9 de l'Assemblée générale de l'ONU, novembre 2002, La Havane.

Ferriol Muruaga, Á. *et al*. (1997), *Efecto de políticas macroeconómicas y sociales sobre los niveles de pobreza: El caso de Cuba en los noventa*, projet PNUD RLA/92/009, INIE, La Havane.

Ferriol Muruaga, Á. (2004), « Política social y desarrollo: una aproximación global », *in* Álvarez González, E. et J. Máttar *(eds.)*, *Política social y reformas estructurales: Cuba a principios del siglo XXI*, pp. 55-90, INIE-CEPAL-PNUD, México.

Figueras, M.A. (1994), *Aspectos estructurales de la economía cubana*, Editorial de Ciencias Sociales, La Havane.

Fonds monétaire international (1995), *Russian Federation*, IMF Economic Reviews, n°. 16, Washington D.C.

Furtado, C. (1970), *Economic Development of Latin America*, Cambridge University Press, Cambridge.

García Hernández, A., A. Álvarez Salgado, J. Somoza Cabrera, N. Quinines Chang, I. Mañalich Gálvez et C. Fernández de Bulnes (2003), *Política industrial, reconversión productiva y competitividad*, INIE, La Havane.

García, A. (1996), « La Reestructuración industrial », *Cuba: Investigación económica*, année 2, n°. 2, avril-juin, La Havane.

González Gutiérrez, A. (1993), *Cuba: Escenarios el modelo económico en los años noventa*, INIE, La Havane.

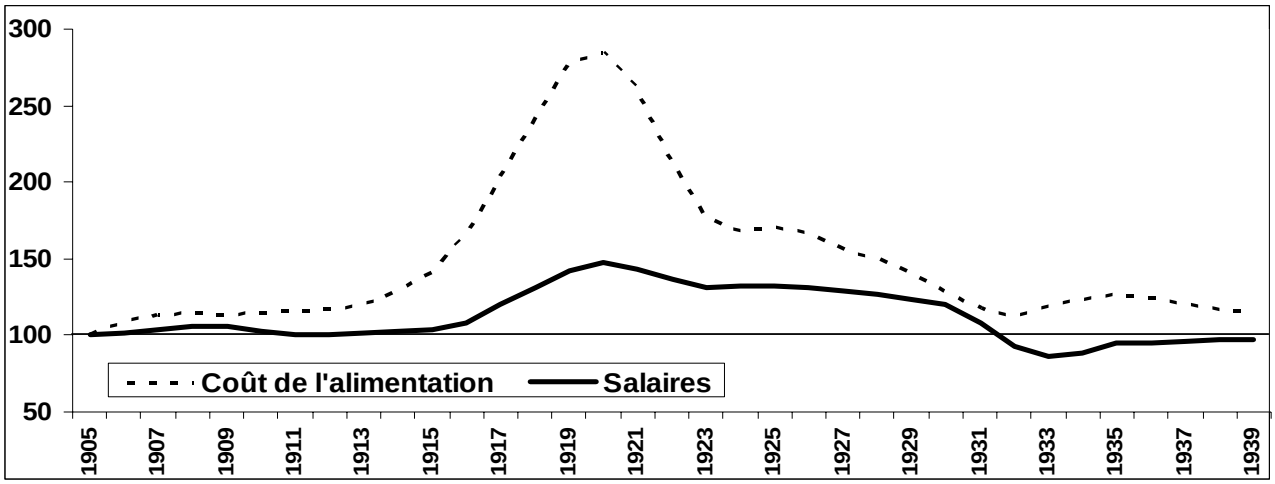
González Gutiérrez, A. (1995), « La Economía Sumergida en Cuba », *Cuba: Investigación económica*, époque 2, n°. 2, mars-juin, La Havane.

González Gutiérrez, A. (1997), « Economía y sociedad », *Cuba: Investigación económica*, année 3, n^{os}. 3-4, juillet-décembre, La Havane.
Granma international (2004), « La Chine achètera 20 000 tonnes de nickel cubain sur cinq ans », 28 novembre, année 39, n°. 48, pp. 4-5, La Havane.
Guevara, E. (1964), « The Cuban Economy: its Past, and its Present Importance », *International Affairs*, vol. 40, n°. 4, pp. 589-599, octobre.
Gutelman, M. (1967), *L'Agriculture socialisée à Cuba*, François Maspéro, Paris.
Herrera, R. et P. Nakatani (2005), « De-dollarizing Cuba », *International Journal of Political Economics*, à paraître, New York.
Herrera, R. et P. Nakatani (2004), « Dollarization in Cuba », *International Finance Review*, vol. 5, pp. 115-134, décembre, Oxford.
Herrera, R. et P. Nakatani (2003), « Reflexiones para una desdolarización en Cuba », *Revista Venezolana de Análisis de Coyuntura*, vol. 9, n°. 2, pp. 277-296, juillet, Caracas.
Herrera, R. (2004a), « Why Lift the Embargo? », *Monthly Review*, vol. 55, n°. 8, pp. 49-54, janvier, New York.
Herrera, R. (2004b), « New Curtailment of Freedoms », *Economic and Political Weekly – India*, vol. 39, n° 37, pp. 4141-4145, septembre, Mumbai.
Herrera, R. (2003a), « De Morgan à Rockefeller – Le Pouvoir de la grande finance états-unienne dans la Cuba prérévolutionnaire (1898-1958) », *Économies et Sociétés*, tome 37, n°. 5, pp. 1279-1304, juillet, Paris.
Herrera, R. (2003b),« The Effects of the U.S. Embargo against Cuba », *rapport rédigé pour l'ONU, 55^{e} session de la Sous-Commission sur la Protection et la Promotion des Droits de l'Homme*, Conseil économique et social, E/CN.4/Sub.2/2003/NGO/38, juillet, Genève.
Huberman, L. et P.M. Sweezy (1969), *Le Socialisme cubain*, Éditions Anthropos, Paris.
Jenkins G. et L. Haines (1994), *Cuba: Prospects for Reform, Trade and Investment*, The Economic Intelligence Unit, New York.
Lavigne, M. (1970), *Les Économies socialistes soviétique et européennes*, Armand Colin, Paris.
Le Riverend, J. (1967), *Economic History of Cuba*, Ensayo – Book Institute, La Havane.
MacEvan, A. (1981), *Revolution and Economic Development in Cuba*, MacMillan, Londres.
Maddison, A. (1985), *Deux Crises : L'Amérique latine et l'Asie (1829-38 et 1973-83)*, Études du Centre de Développement de l'OCDE, Paris.
Maddison, A. (1995), *L'Économie mondiale : Analyse et statistiques (1820-1992)*, Études du Centre de Développement de l'OCDE, Paris.
Martínez Martínez, O. (1991), « Desarrollo humano: la experiencia cubana », *Revista Cuba económica*, vol. 1, n°. 1, pp. 16-34, avril-juin.
Mesa-Lago, C. et J. Perez-Lopez (1985), *A Study of Cuba's Material Product System*, World Bank Staff Working Papers, n°. 770, Washington D.C.
Mesa-Lago, C. (1994), *Breve Historia económica de la Cuba socialista*, Alianza Editorial, Madrid.
MinFAR (1960), *Manual de capacitación civica*, Departamiento de Instrucción, La Havane.
O'Connor, J. (1970), *The Origins of Socialism in Cuba*, Cornell University Press, Ithaca.
Oficina nacional de los Censos demográficos y electorales (1961), *Encuesta sobre empleo, sub-empleo y desempleo*, mars, La Havane.
Oficina nacional de Estadísticas (années variées), *Anuario estadístico de Cuba*, ONE, La Havane.
Organisation de Coopération et de Développement économiques (1995a), *Russian Federation*, OECD Economic Surveys, Centre for Co-operation with the Economies in Transition, Paris.
Organisation de Coopération et de Développement économiques (1995b), *Short-Term Economic Indicators: Transition Economies*, Centre for Co-operation with the Economies in Transition, Paris.
Piñeda Bañuelos, G. (2001), *Las Reformas económicas en Cuba*, Universidad autónoma de Baja California Sur, México.
Pino Santos, O. (1964), *Historia de Cuba: Aspectos fundamentales*, Editora del Consejo nacional de Universidades, La Havane.
Pino Santos, O. (1973), *El Imperialismo norteamericano en la economía de Cuba*, Editorial de Ciencias sociales, La Havane.

Pino Santos, O. (1973), *El Asalto a Cuba por la oligarquia financiera yanqui*, Casa de las Américas, La Havane.
Programme des Nations unies pour le Développement (1995), *Human Development Report*, PNUD, New York.
Ramos Trujillo, J. (1989), *Economía material*, Editorial de Ciencias sociales, La Havane.
Rodríguez, C.R. (1979), *Cuba en el transito al socialismo: 1959-63*, Editora Política, La Havane.
Rodríguez García, J.L. et G. Carriazo Moreno (1987), *Erradicación de la pobreza en Cuba*, Editorial de Ciencias sociales, La Havane.
Rodríguez García, J.L. (1984), *Dos Ensayos sobre la economía cubana*, Editorial de Ciencias sociales, La Havane.
Rodríguez García, J.L. (1997), *Discurso en la Asamblea Nacional del Poder Popular*, *mimeo*, Ministerio de Economía y Planificación, décembre, La Havane.
Rodríguez García, J.L. (1998), *Introducción a la Política Económica de la Revolución Cubana*, *mimeo*, Ministerio de Economía y Planificación, La Havane.
Silva Leon, A. (1975), *Cuba y el mercado internacional azucarero*, Editorial de Ciencias sociales, La Havane.
Valdes, O. (1990), *La Socialización de la tierra en Cuba*, Editorial de Ciencias sociales, La Havane.
Yamaoka, K. *(ed.)* (1997), *Cuba's Survival*, Institute of Developing Economies, Tokyo.
Zuaznabár, I. (1986), *La Economía cubana en la década del 50*, Editorial de Ciencias sociales, La Havane.

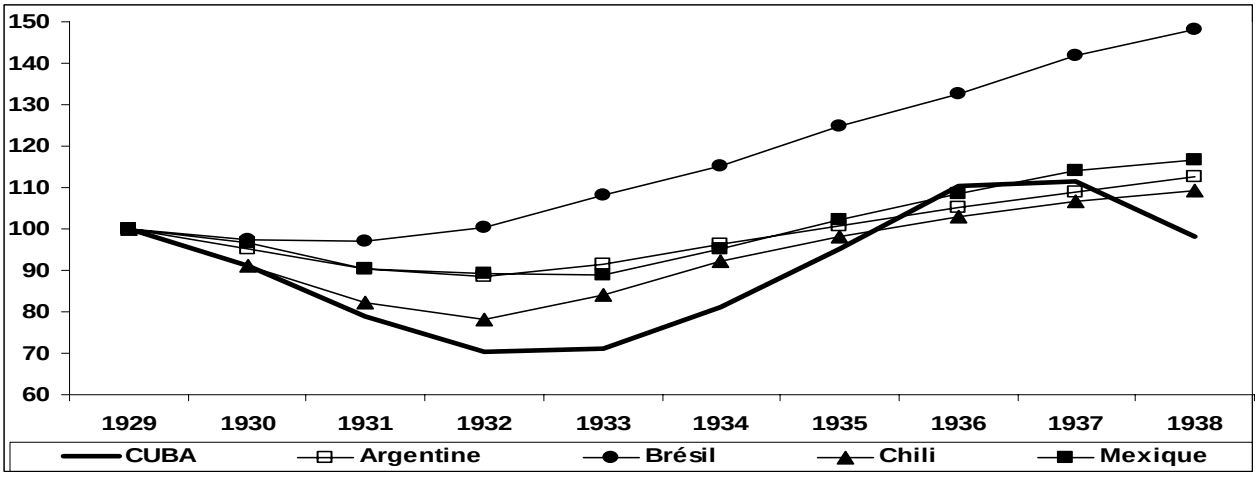
ANNEXES STATISTIQUES

Figure A.1. **Indice des salaires et du coût de l'alimentation de 1900 à 1939 à Cuba**
(base 100 en 1905)



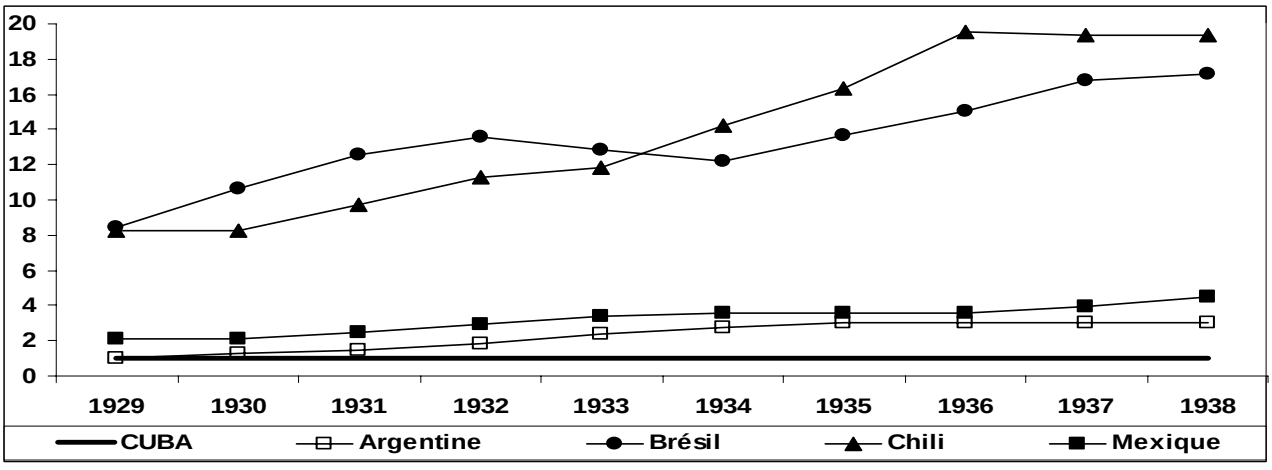
Source : Rodríguez et Carriazo (1987).

Figure A.2. . **Indice des produits intérieurs bruts de 1929 à 1938 en Amérique latine**
(base 100 en 1929)



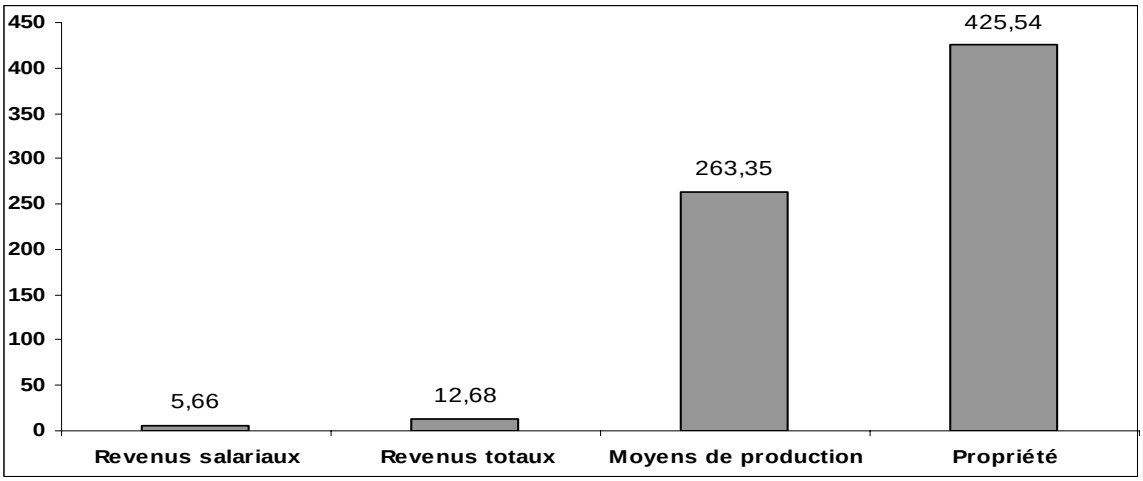
Source : Maddison (1985).

Figure A.3. **Taux de change monnaie nationale contre dollar de 1929 à 1938 en Amérique latine**



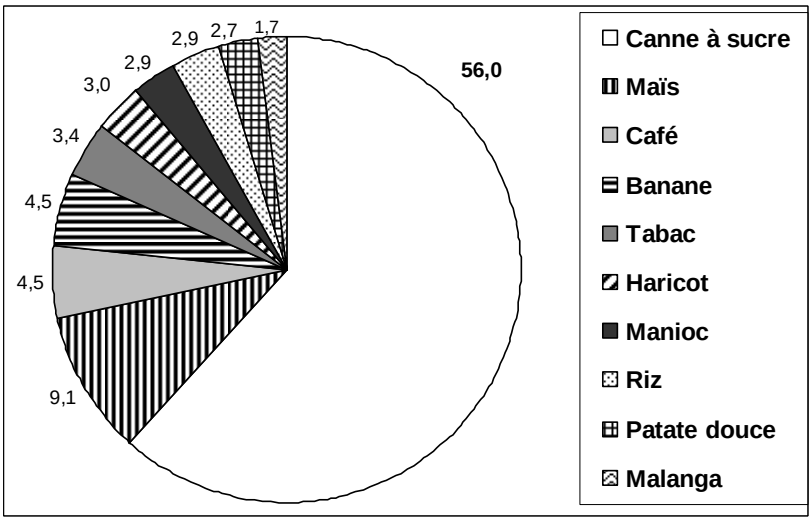
Source : Maddison (1985).

Figure A.4. : **Inégalités de revenus et de patrimoines à Cuba en 1935**
(rapports entre les 15 % les plus pauvres et les 15 % les plus riches)



Source : Calculs de l'auteur, d'après une enquête citée par la *Commission on Cuban Affairs* (1935).

Figure A.5. **Utilisation des terres par type de cultures à Cuba en 1957-58**



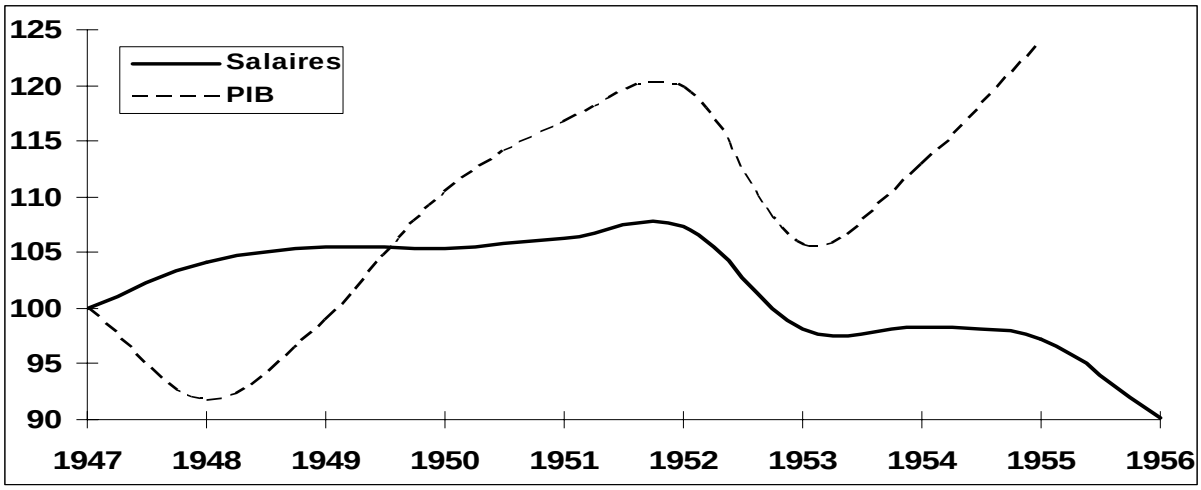
Source : Zuaznabár (1986).

Tableau A. 1. : **Proportions des importations dans les produits alimentaires consommés en 1957-58**

Produits	***Pourcentage***
Blé	100
Poissons (séchés et salés)	100
Huiles et graisse	84
Gateaux et confitures	83
Fruits en conserves	80
Oignons	80
Ail	80
Poissons (en conserves)	78
Viande (charcuterie)	72
Riz	70
Chocolat et confiserie	70
Viande (en conserves)	69
Haricots	60

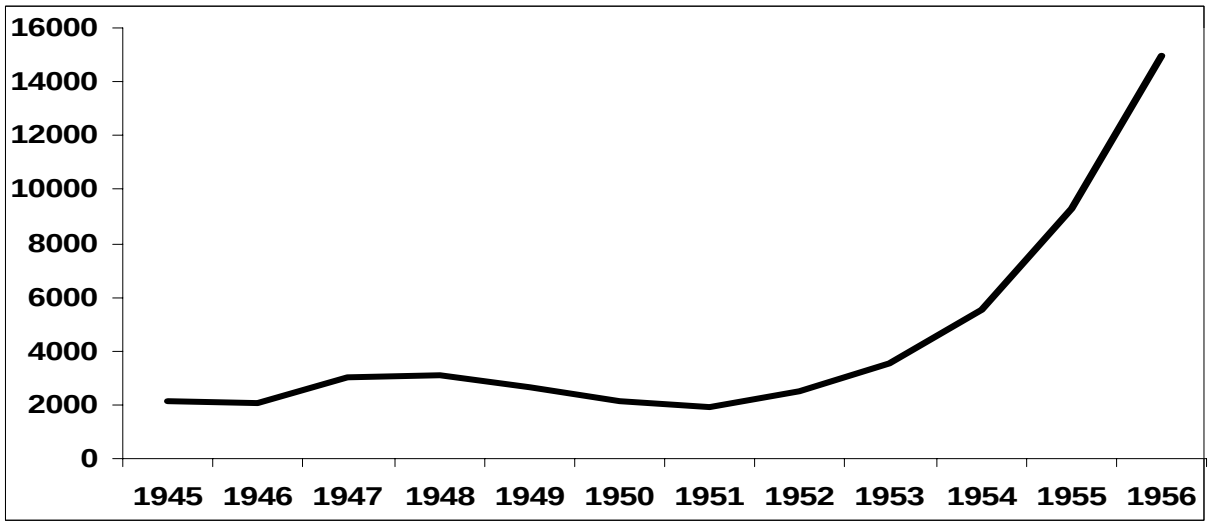
Sources : Pino Santos (1973a) et MinFAR (1960).

Figure A.6. . **Indice des salaires et du produit intérieur brut de 1947 à 1958 à Cuba**
(base 100 en 1947)



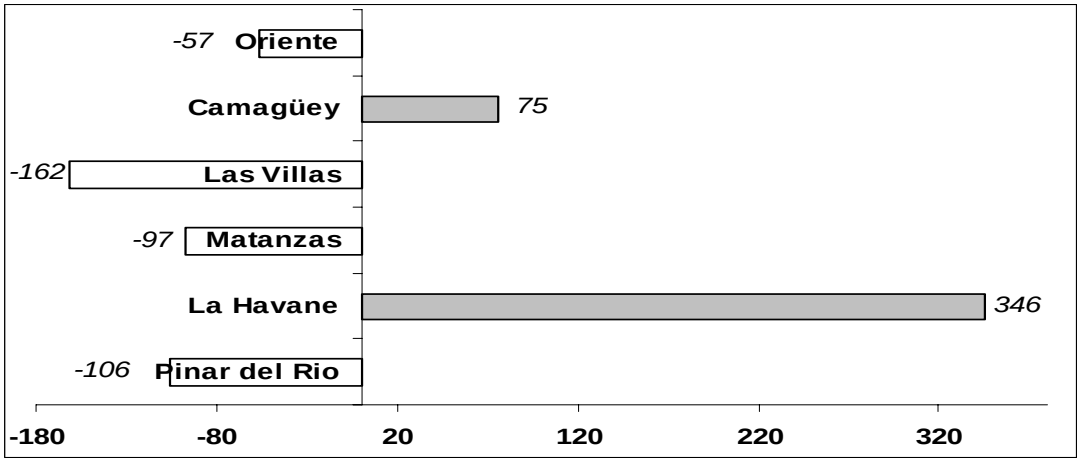
Source : Rodríguez et Carriazo (1987).

Figure A.7. **Émigration de Cubains vers les États-Unis de 1945 à 1956**



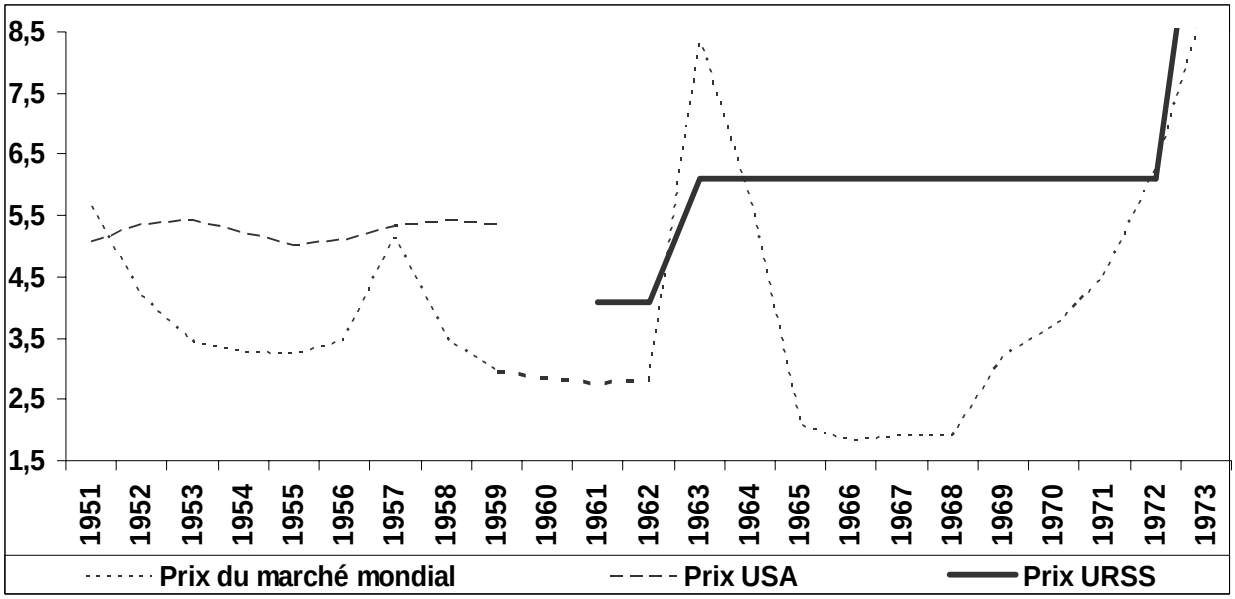
Source : Pino Santos (1973a).

Figure A.8. **Solde des migrations intérieures à Cuba en 1953**
(départs [-] ou arrivées [+] en milliers de personnes)



Source : Pino Santos (1973a).

Figure A.9. **Sucre : prix mondial et garantis par les États-Unis et par l'URSS de 1951 à 1973**
(en dollars états-uniens par livre)



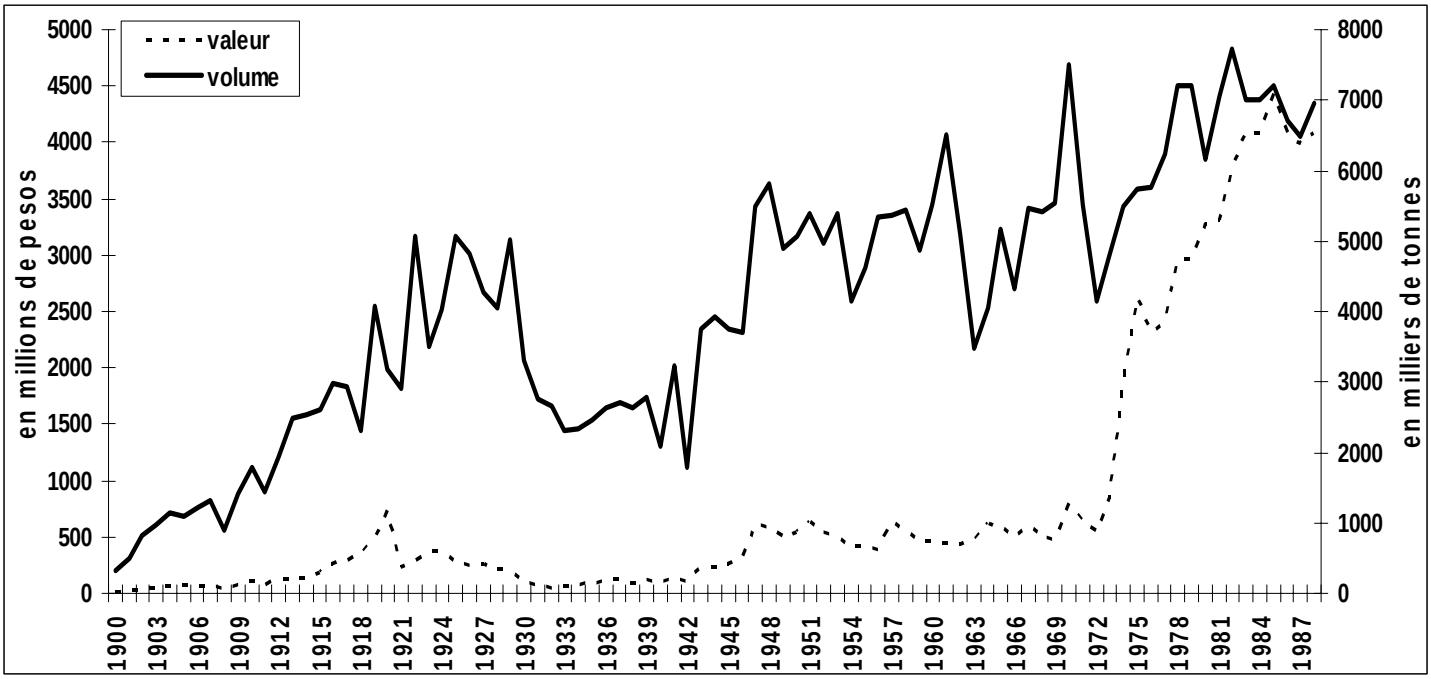
Sources : Gutelman (1967), p. 39, et MacEvan (1981), p. 218.

Tableau A. 2. : **Prix du sucre exporté par Cuba selon le pays destinataire : années 1974, 1976, 1978, 1980, 1982**
(prix moyens en pesos cubains par tonne de sucre)

	1974	*1976*	*1978*	*1980*	*1982*
Pays socialistes	**359,04**	**472,49**	**543,74**	**647,63**	**594,87**
• ***Membres du CAEM***	359,25	485,63	550,34	689,44	636,51
URSS	***358,97***	***509,18***	***608,14***	***759,19***	***658,12***
RDA	*361,12*	*361,11*	*361,11*	*437,93*	*506,41*
Tchécoslovaquie	*361,12*	*361,11*	*361,11*	*437,93*	*460,43*
Pologne	*361,12*	*361,11*	*n.d.*	*437,93*	*515,45*
Bulgarie	*361,12*	*361,11*	*361,11*	*444,44*	*n.d.*
Roumanie	*361,12*	*317,19*	*361,11*	*361,11*	*368,34*
Mongolie	*134,70*	*134,70*	*134,70*	*134,70*	*137,40*
Viêt-nam	*72,75*	*72,75*	*150,46*	*154,85*	*241,44*
• ***Autres pays socialistes***	354,86	317,61	225,87	358,43	363,66
Yougoslavie	*232,37*	*166,13*	*n.d.*	*n.d.*	*n.d.*
Chine	*382,68*	*349,37*	*225,87*	*361,11*	*363,66*
Corée du Nord	*137,64*	*361,11*	*n.d.*	*235,26*	*n.d.*
Pays capitalistes	**358,90**	**223,51**	**135,59**	**446,57**	**170,12**
Canada	*545,20*	*228,62*	*134,28*	*436,91*	*204,96*
Royaume-Uni	*457,02*	*210,90*	*n.d.*	*n.d.*	*n.d.*
Japon	*317,91*	*184,76*	*135,50*	*455,12*	*146,15*
Irak	*421,30*	*203,40*	*134,98*	*423,81*	*151,47*
Monde	**357,11**	**409,84**	**458,01**	**592,05**	**528,43**

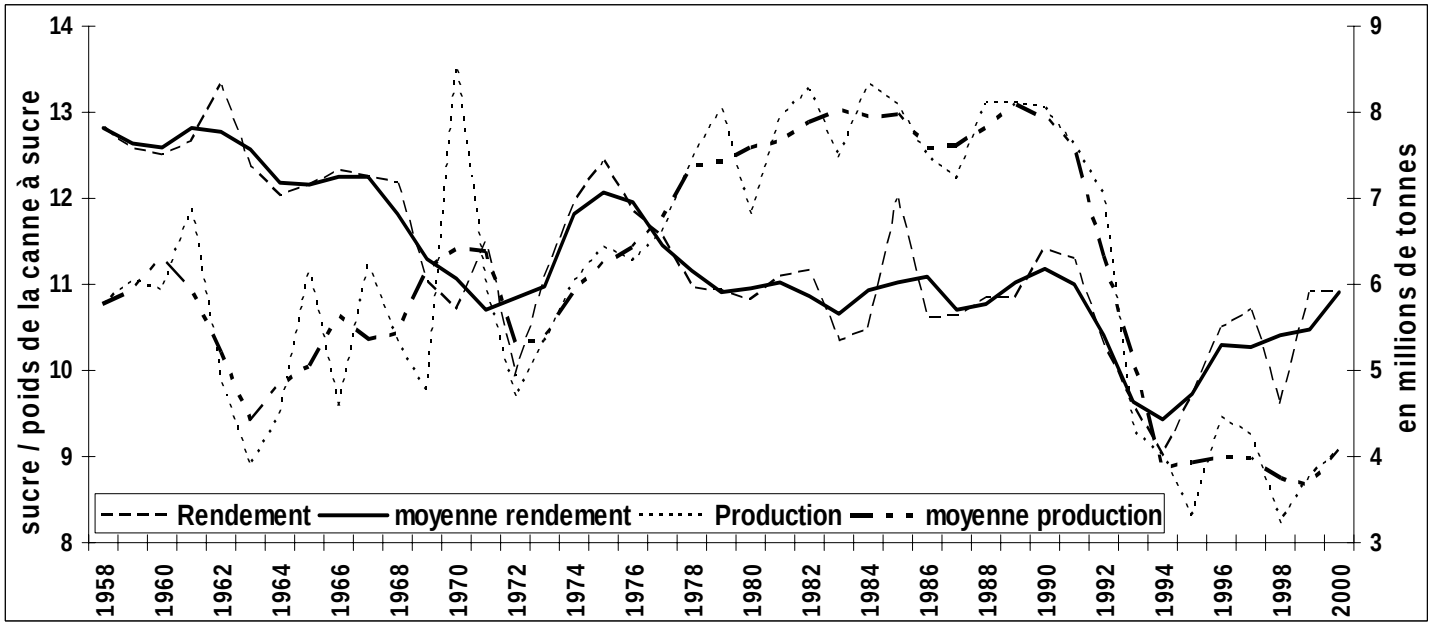
Source : Comité Estatal de Estadísticas (années variées).

Figure A.10. **Exportations de sucre de Cuba en volume et en valeur de 1900 à 2000**



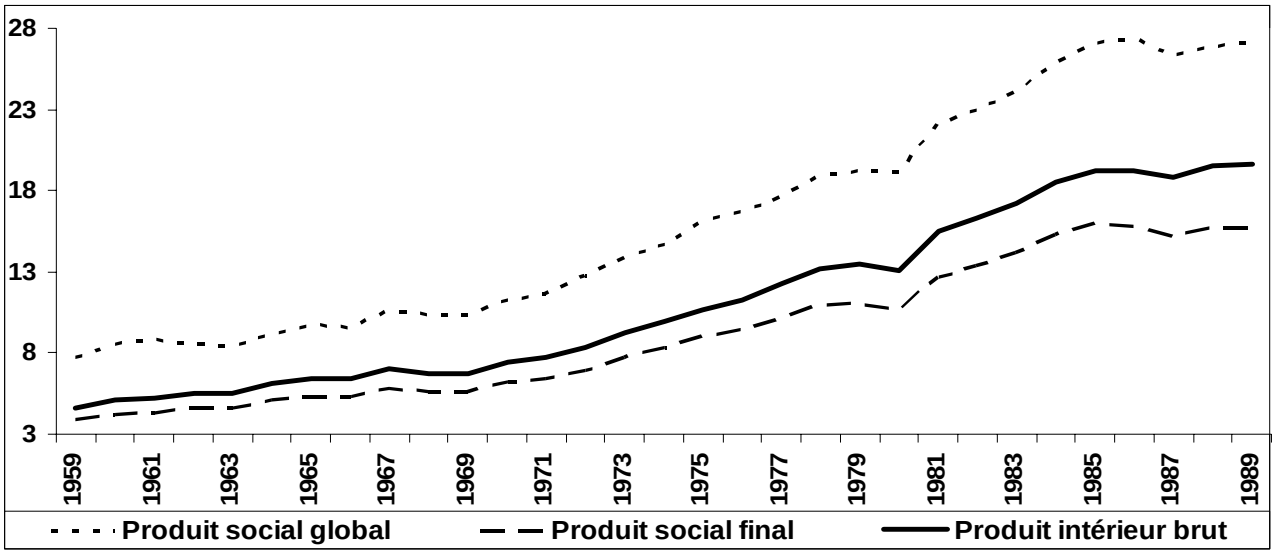
Source : Calculs de l'auteur.

Figure A.11. **Rendement industriel du sucre à Cuba de 1958 à 2000**



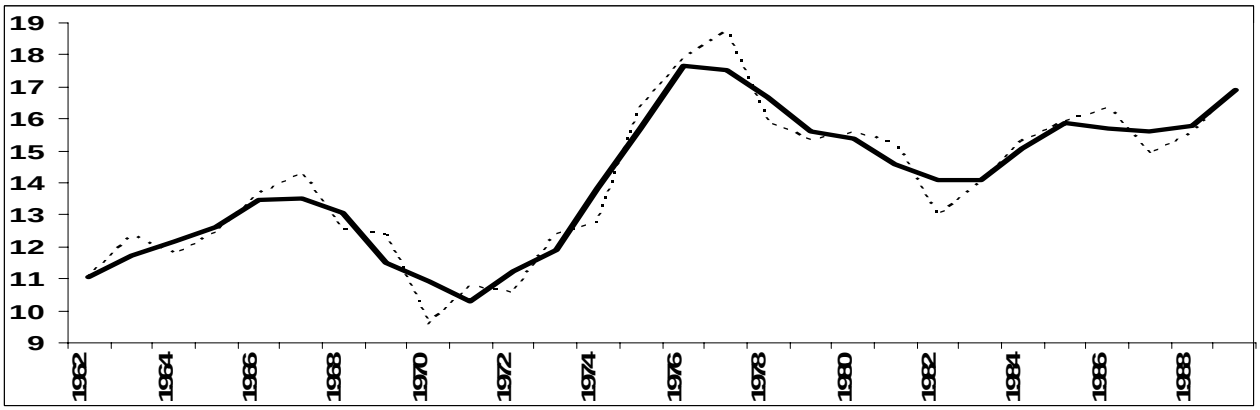
Source : Mesa-Lago (1994).
Note : le rendement industriel du sucre est défini comme la proportion de sucre obtenue par rapport au poids de la canne à sucre coupée.

Figure A.12. **Produit intérieur brut, produit social global et produit social final : Cuba, 1959-1989**
(en milliards de dollars, à prix constants de 1981)



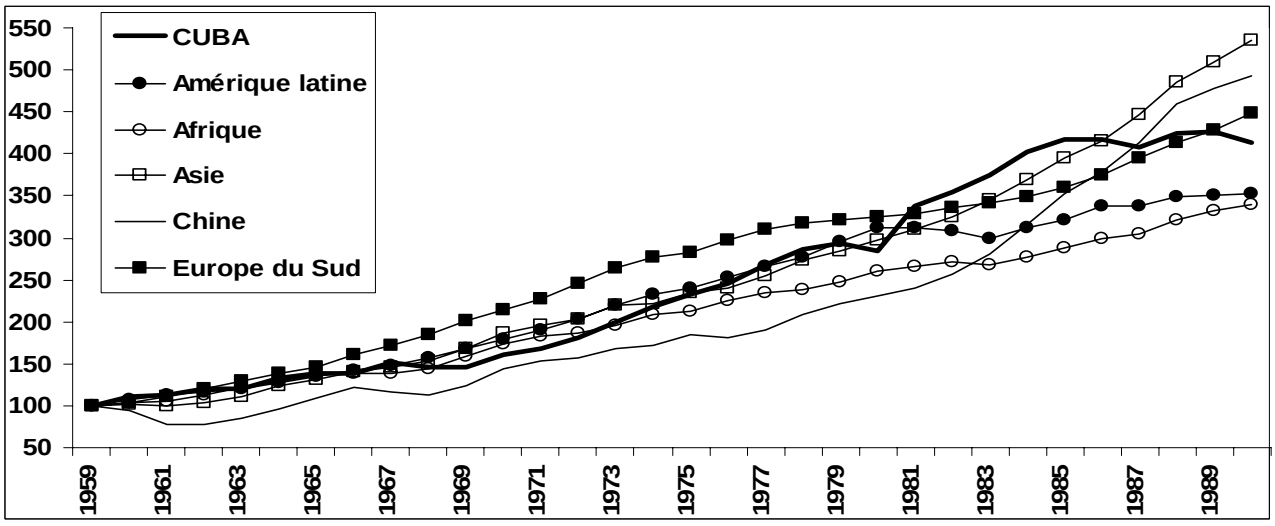
Source : Álvarez (1998).

Figure A.13. **Taux d'investissement à Cuba de 1962 à 1990**
(en pourcentage du produit social global)



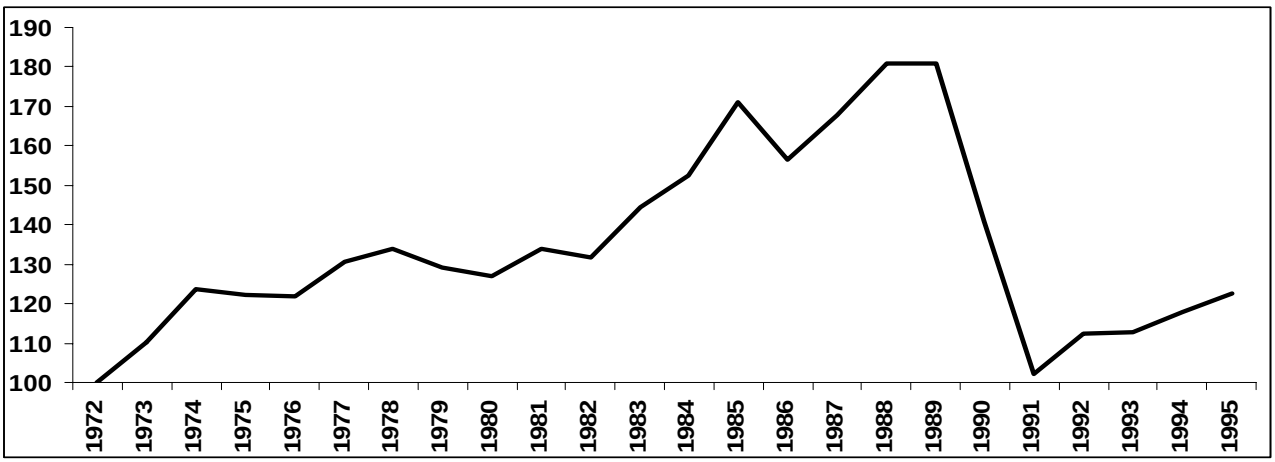
Source : Comité Estatal de Estadísticas (années variées).

Figure A.14. **Évolutions des niveaux de PIB comparées Cuba – continents et Chine de 1959 à 1990**
(base 100 en 1959)



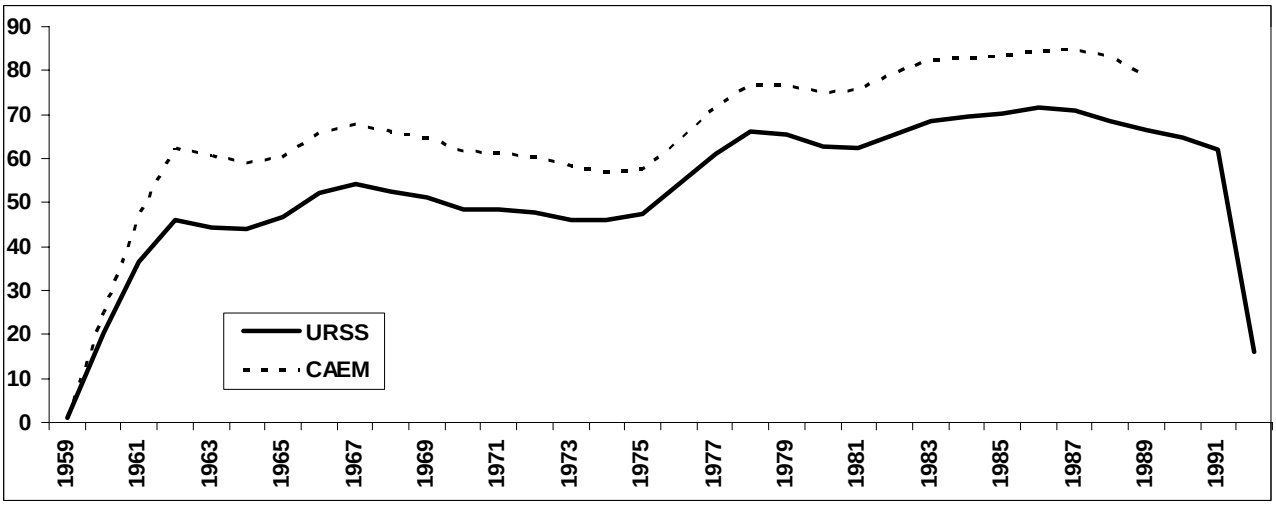
Source : Calculs de l'auteur, d'après Maddison (1995).

Figure A.15. **Indice d'importation de pétrole par Cuba de 1972 à 1995**
(base 100 en 1972)



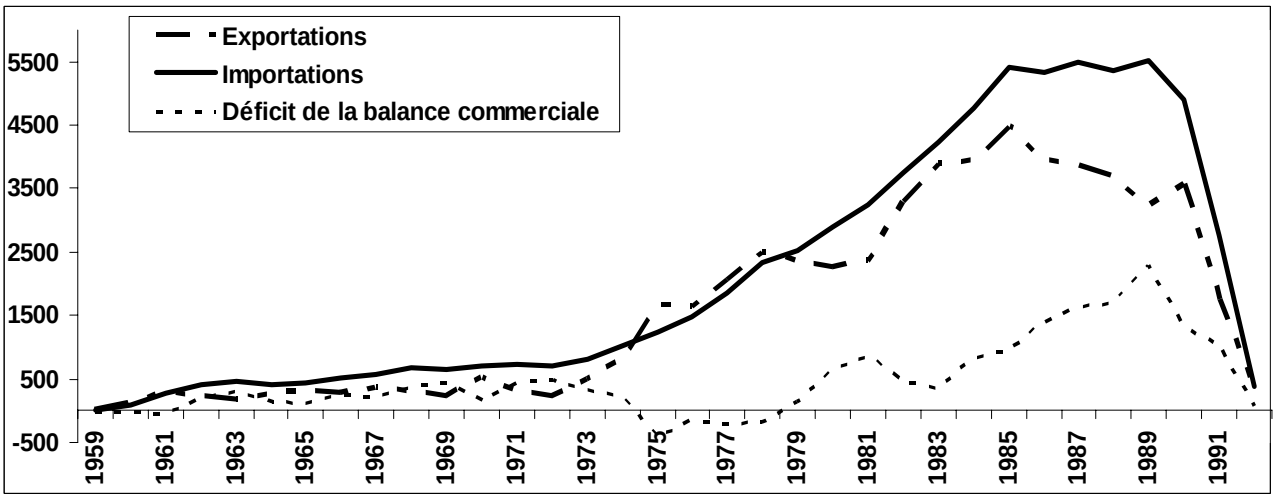
Sources : Comité Estatal de Estadísticas (années variées) et ONE (années variées).

Figure A.16. **Échanges entre Cuba et l'URSS et le CAEM de 1959 à 1989-1991**
(en pourcentage des échanges totaux de Cuba)



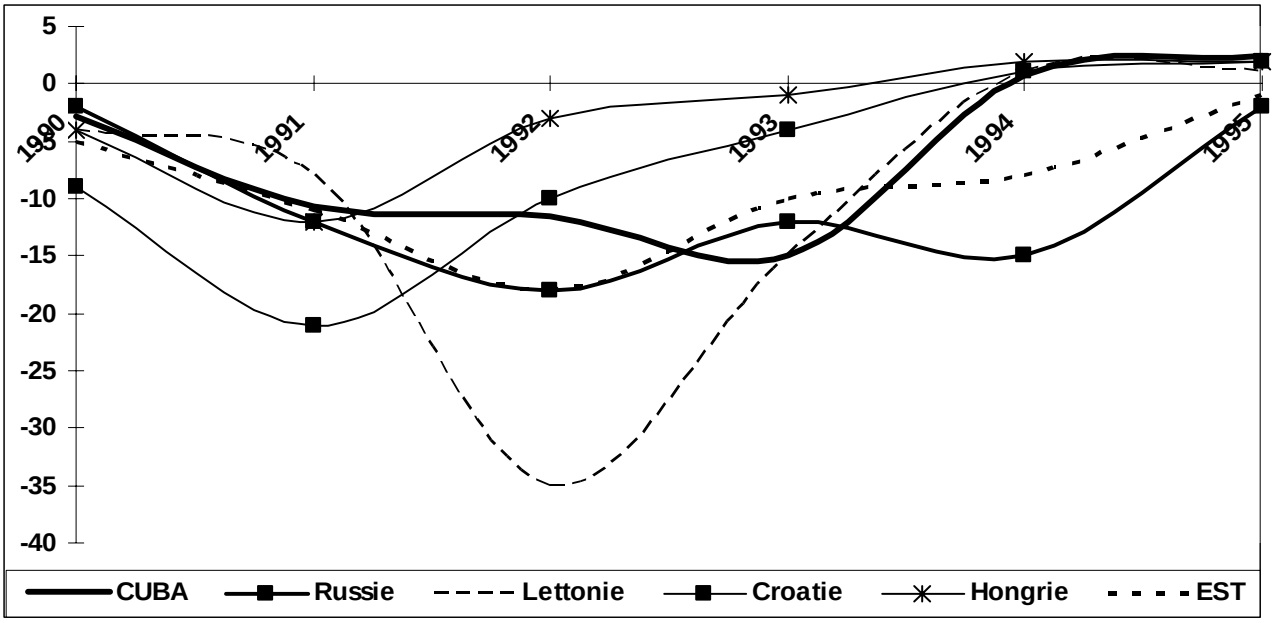
Source : Mesa-Lago (1994).

Figure A.17. **Échanges et solde de la balance commerciale entre Cuba et l'URSS de 1959 à 1991**
(en milliards de pesos)



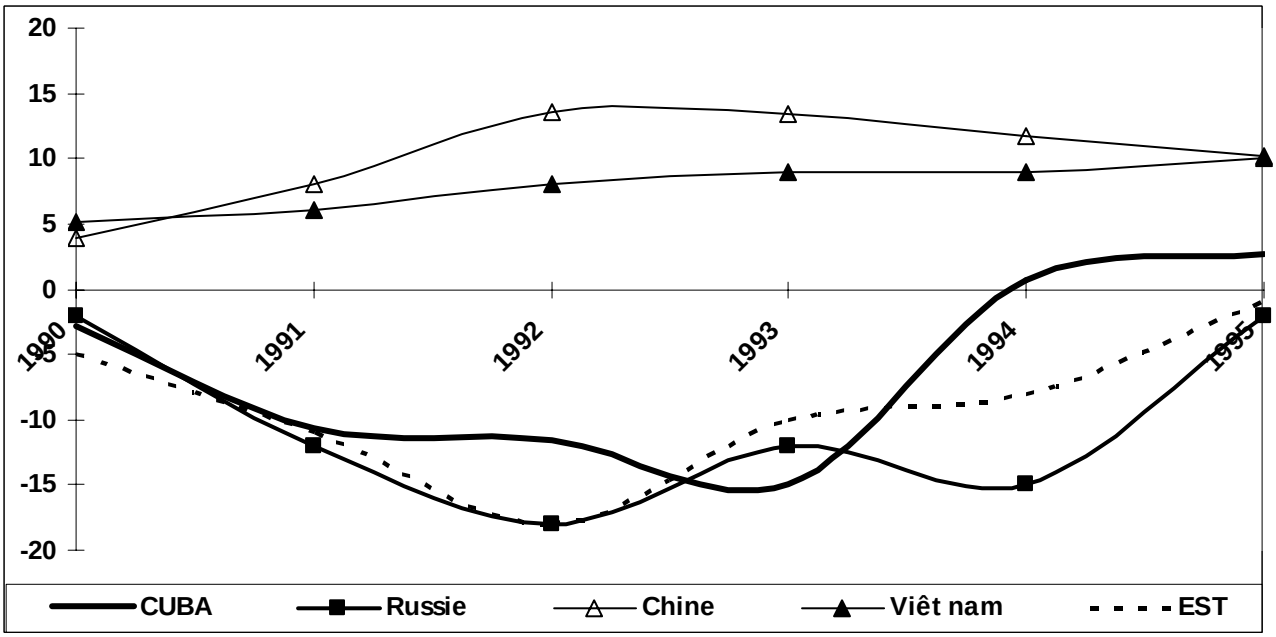
Source : Mesa-Lago (1994).

Figure A.18. **Comparaison des taux de croissance du PIB de 1990 à 1995 : Cuba et pays de l'Est**
(en pourcentage)



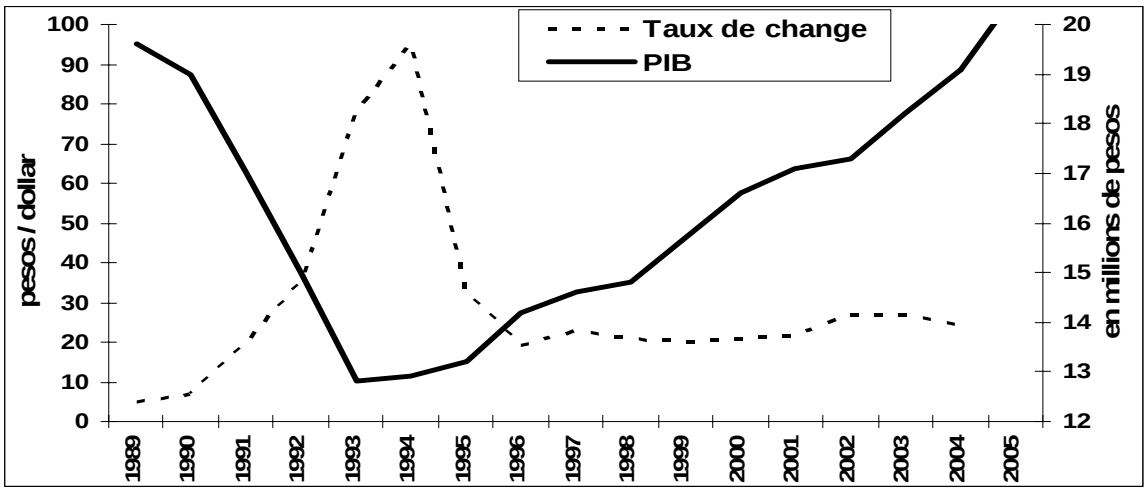
Source : Calculs de l'auteur, d'après Piñeda Bañuelos (2001) et ONE (années variées).

Figure A.19. **Comparaison des taux de croissance du PIB de 1990 à 1995 : Cuba et Asie**
(en pourcentage)



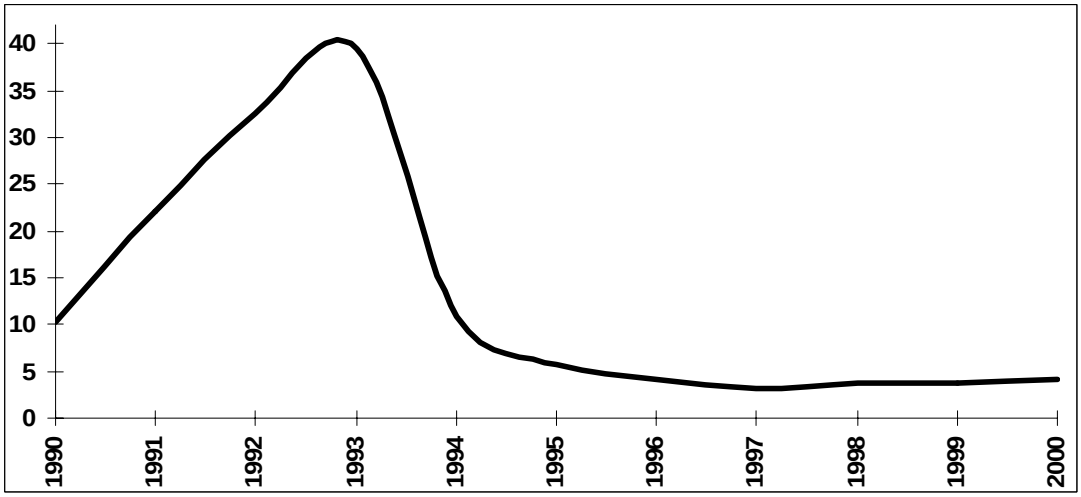
Source : Calculs de l'auteur, d'après Piñeda Bañuelos (2001) et ONE (années variées).

Figure A.20. **PIB de Cuba et taux de change du peso contre dollar de 1989 à 2004-05**



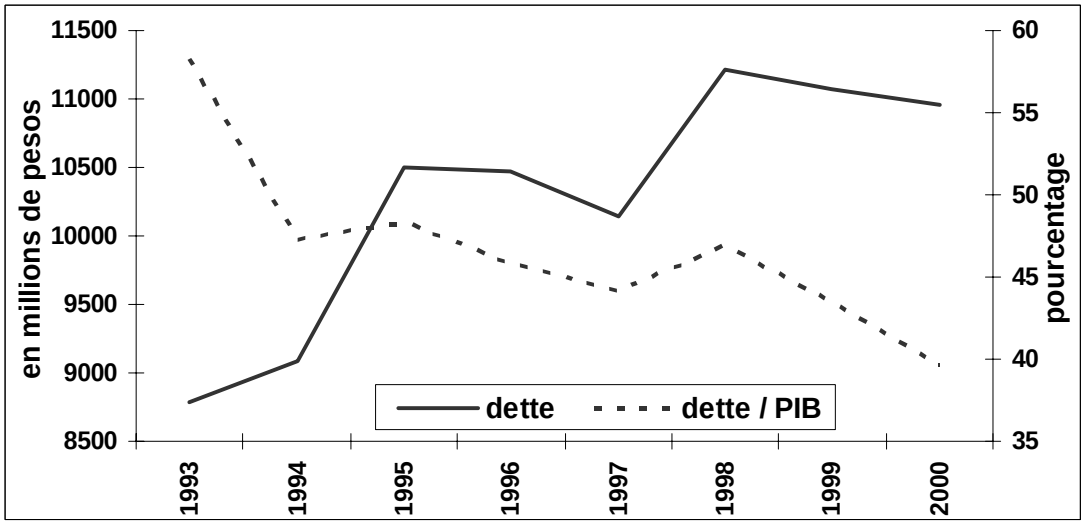
Sources : ONE (années variées) et *Banco central de Cuba* (années variées).

Figure A.21. **Déficit budgétaire de Cuba de 1990 à 2000**
(en pourcentage du PIB)



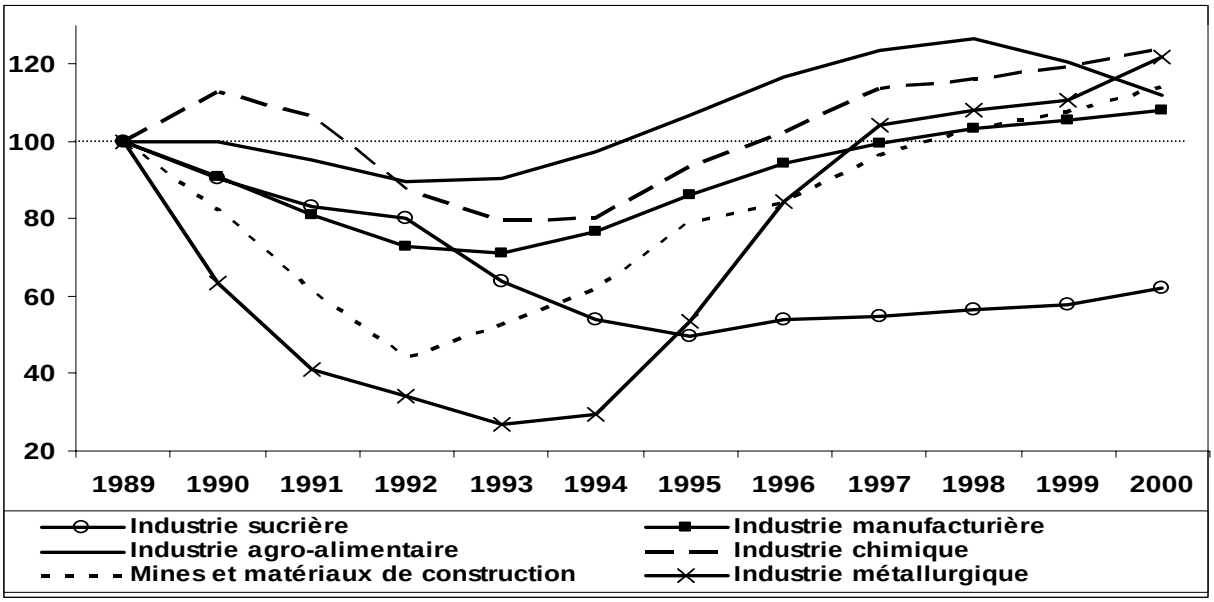
Source : ONE (années variées).

Figure A.22. **Dette extérieure de Cuba de 1993 à 2000**



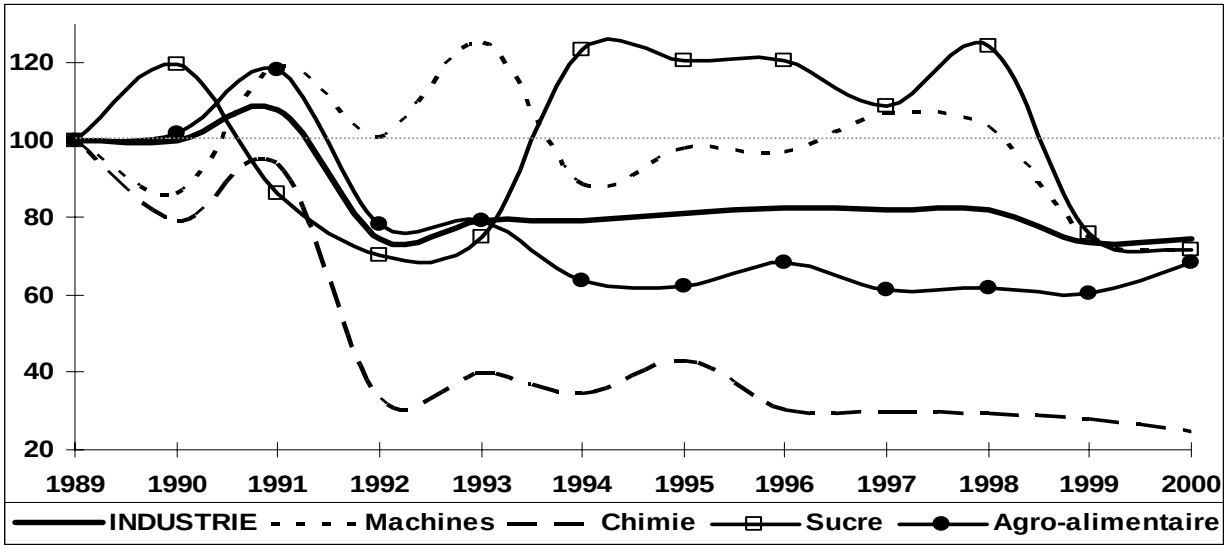
Source : Banco central de Cuba (années variées).

Figure A.23. **Productivité du travail par secteur économique à Cuba de 1989 à 2000**
(base 100 en 1989)



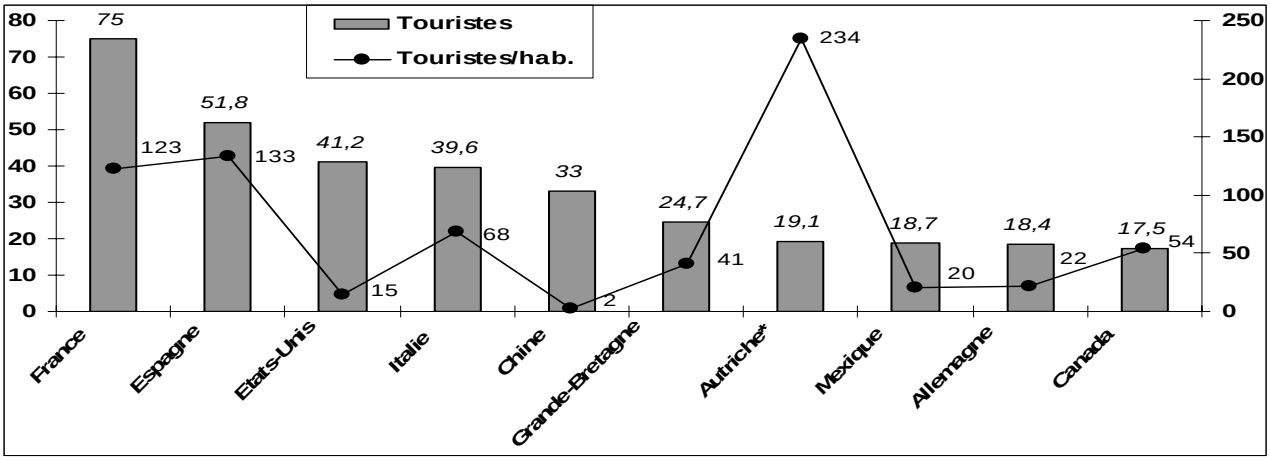
Source : García Hernández *et alii* (2003).

Figure A.24. **Intensité énergétique des productions par secteur économique à Cuba de 1989 à 2000**
(base 100 en 1989)



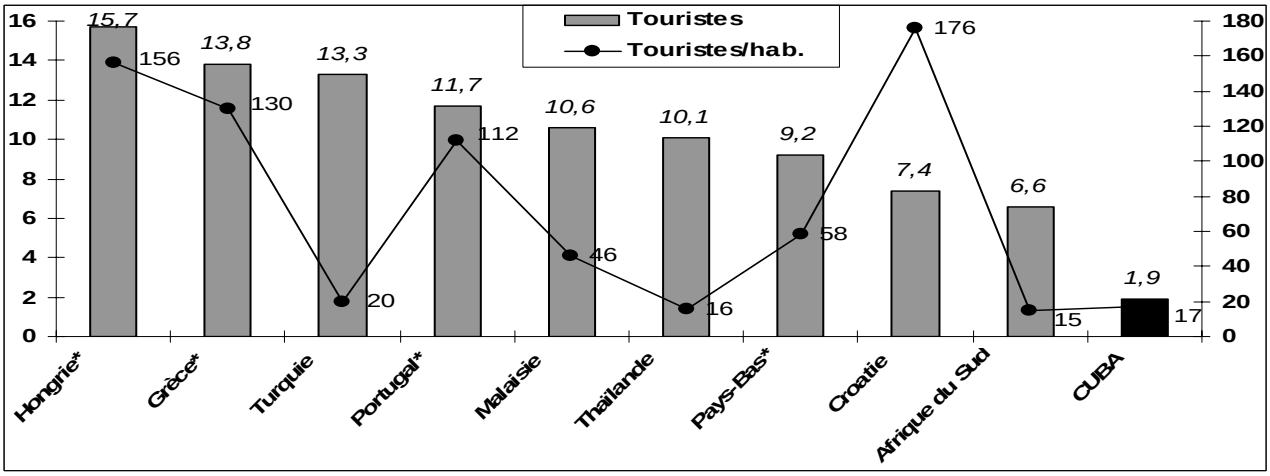
Source : García Hernández *et alii* (2003).

Figure A.25. **Les dix pays les plus touristiques du monde en 2004-05**
(en millions de tourismes [ordonnées de gauche] et en touristes par habitant [ordonnées de droite])



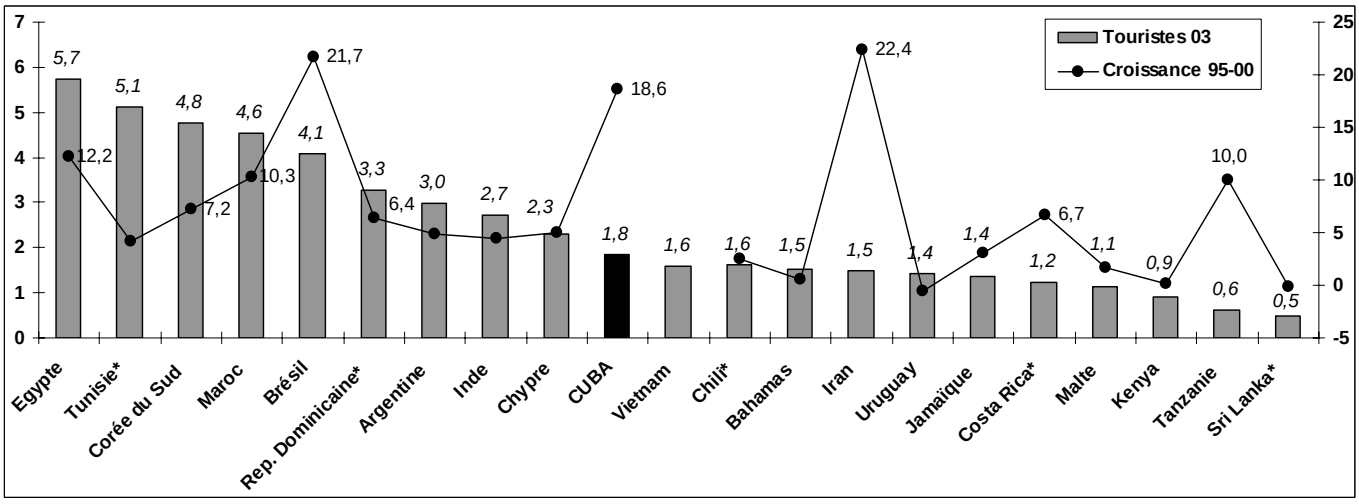
Source : Organisation mondiale du tourisme (années variées).

Figure A.26. **Les pays les plus touristiques du monde entre les 11e et 19e places en 2004-05**
(en millions de tourismes [ordonnées de gauche] et en touristes par habitant [ordonnées de droite])



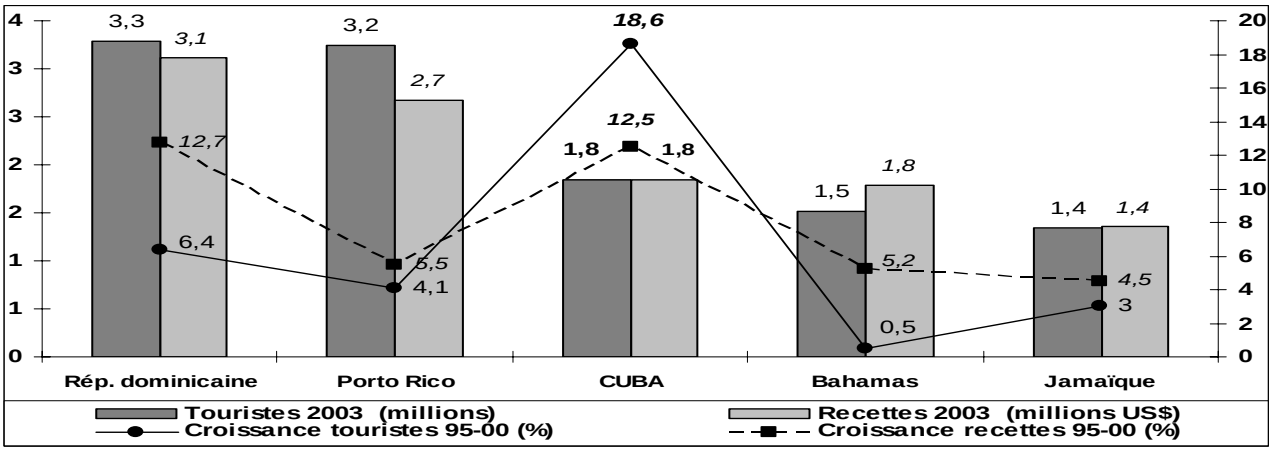
Source : Organisation mondiale du tourisme (années variées).

Figure A.27. **Comparaison du nombre de touristes en 2003 et des taux de croissance 1995-2000**
(nombre de touristes en millions [gauche] et taux de croissance de leur nombre en pourcentage [droite])



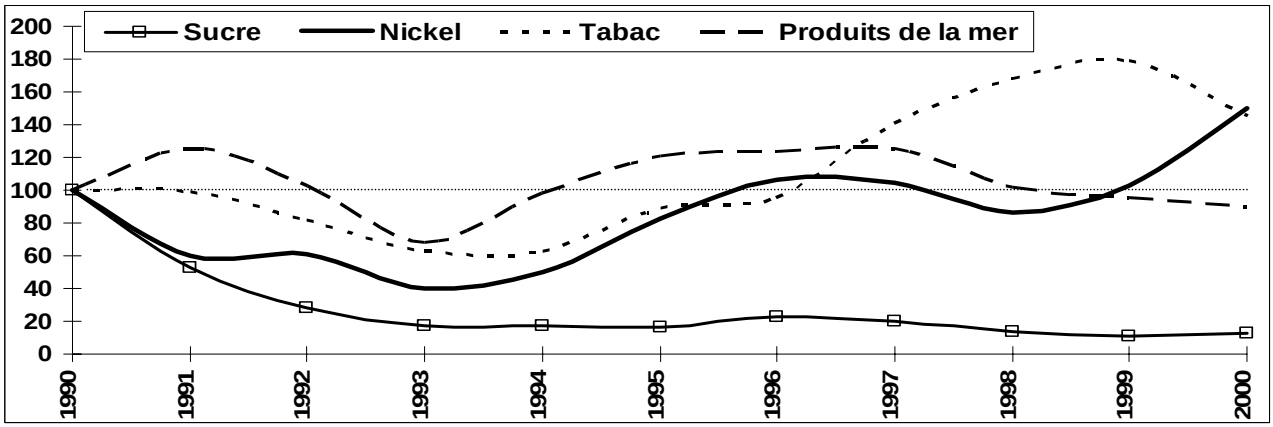
Source : Organisation mondiale du tourisme (années variées).
Note : astérisque pour les pays dont la population est comparable en taille à celle de Cuba.

Figure A.28. **Le tourisme dans les Caraïbes: 1995-2003**
(touristes en millions de personnes et recettes en millions de dollars [gauche] et croissance en pourcentage [droite])



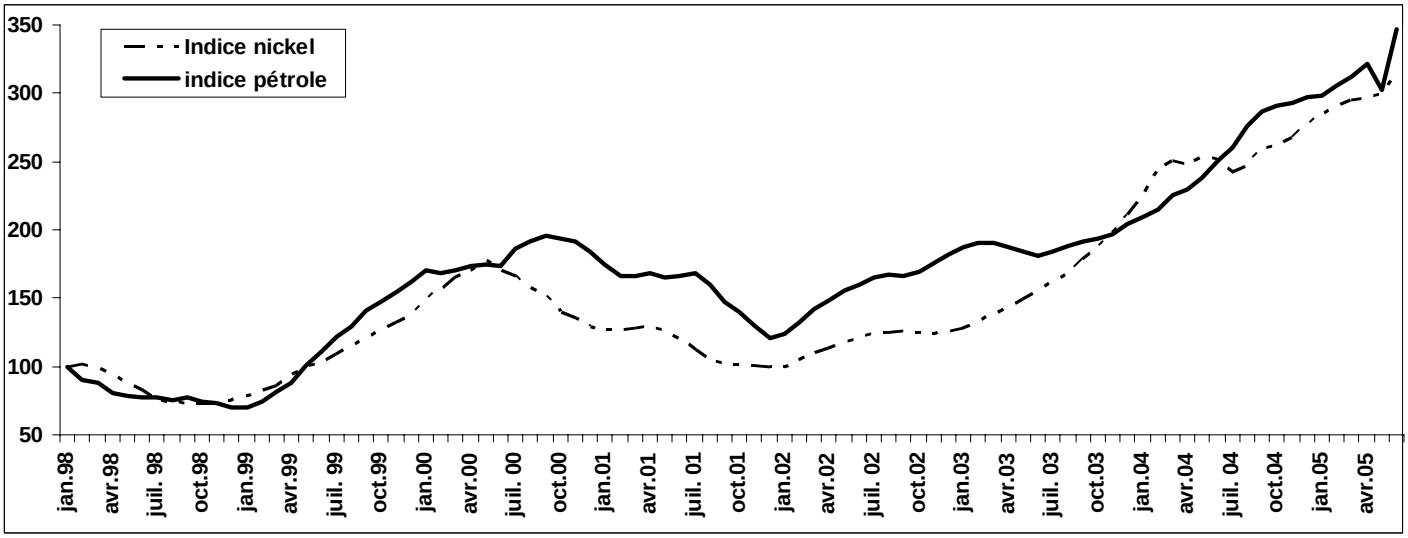
Source : Organisation mondiale du tourisme (années variées).

Figure A.29. **Indices d'exportation comparés 1990-2000 : sucre, nickel, tabac, produits de la mer**
(base 100 en 1990)



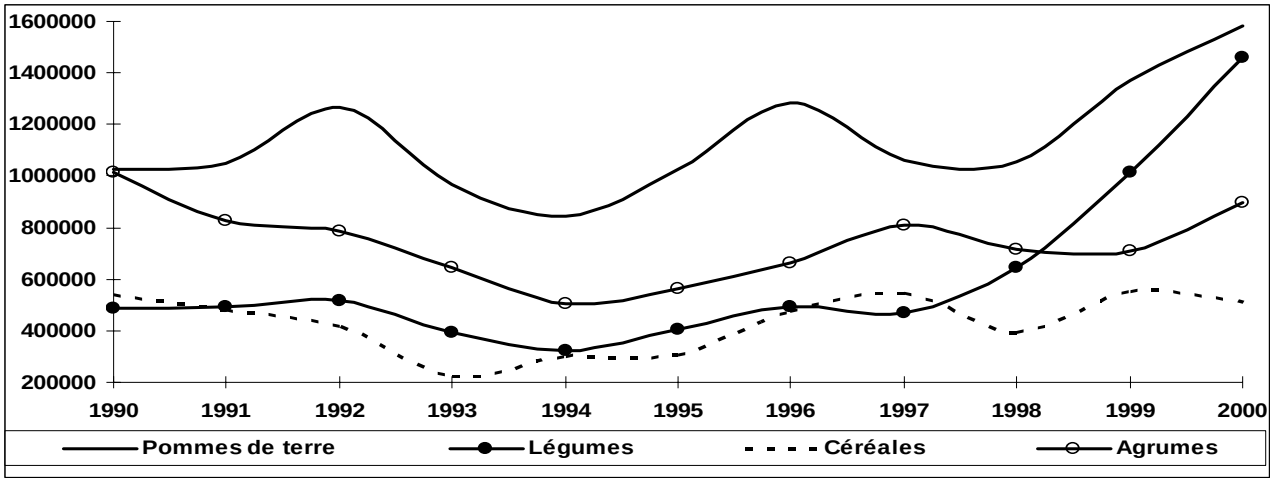
Source : Calculs de l'auteur, d'après ONE (années variées).

Figure A.30. **Indices des prix du pétrole et du nickel sur le marché mondial : janvier 1998 – juin 2005**
(base 100 le 2 janvier 1998)



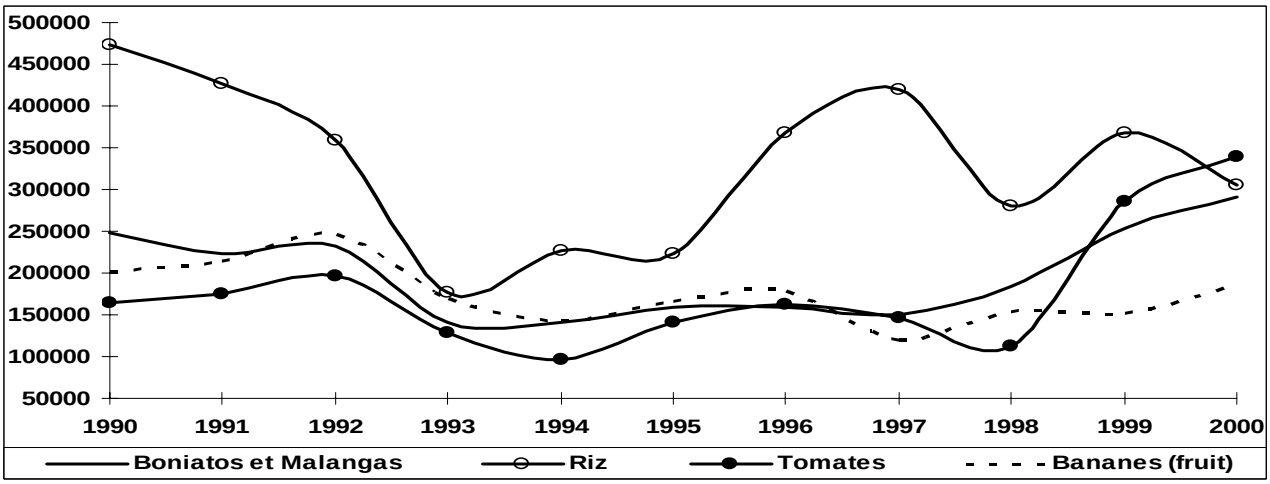
Source : Calculs de l'auteur.

Figure A.31. **Productions agricoles de 1990 à 2000 : tubercules, légumes, céréales, agrumes**
(en tonnes)



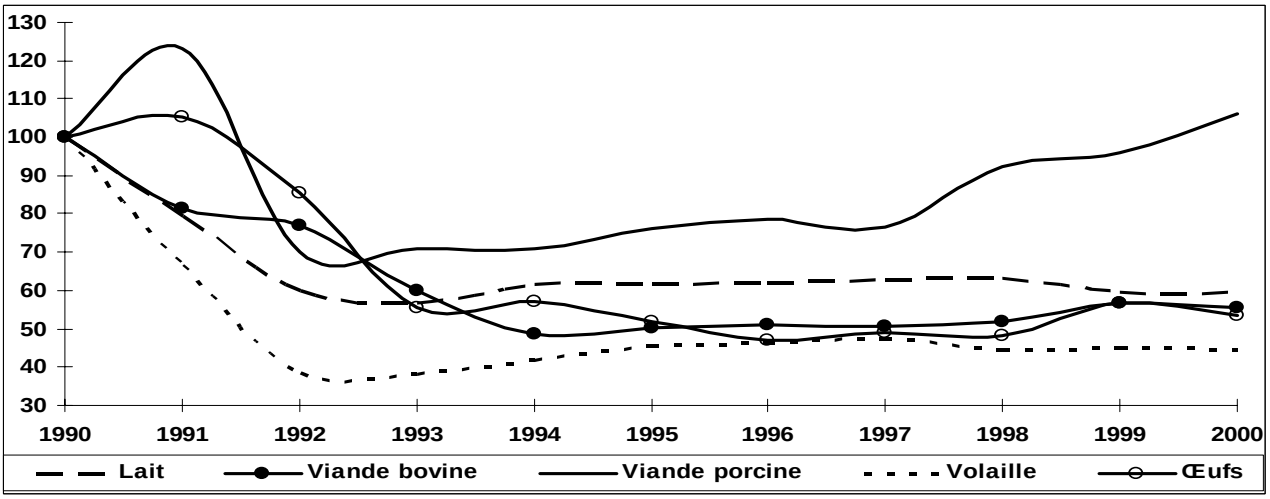
Source : ONE (années variées).

Figure A.32. **Productions agricoles 1990-2000 : *boniatos* et *malangas*, riz, tomates, bananes (fruit)**
(en tonnes)



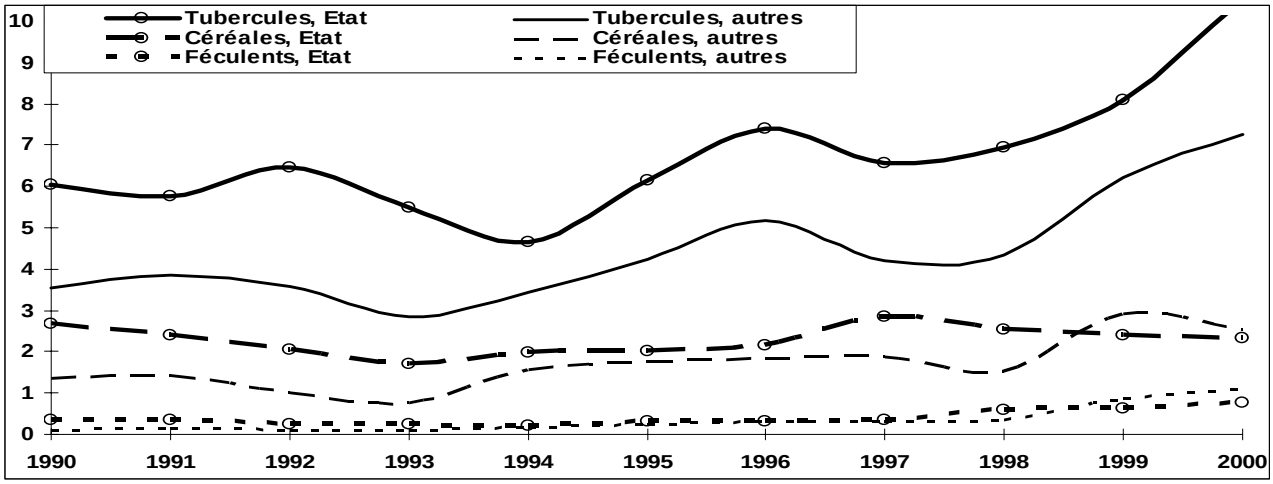
Source : ONE (années variées).

Figure A.33. **Indices de productions agricoles 1990-2000 : lait, viande (bœuf, porc, vollailes), oeufs**
(base 100 en 1990)



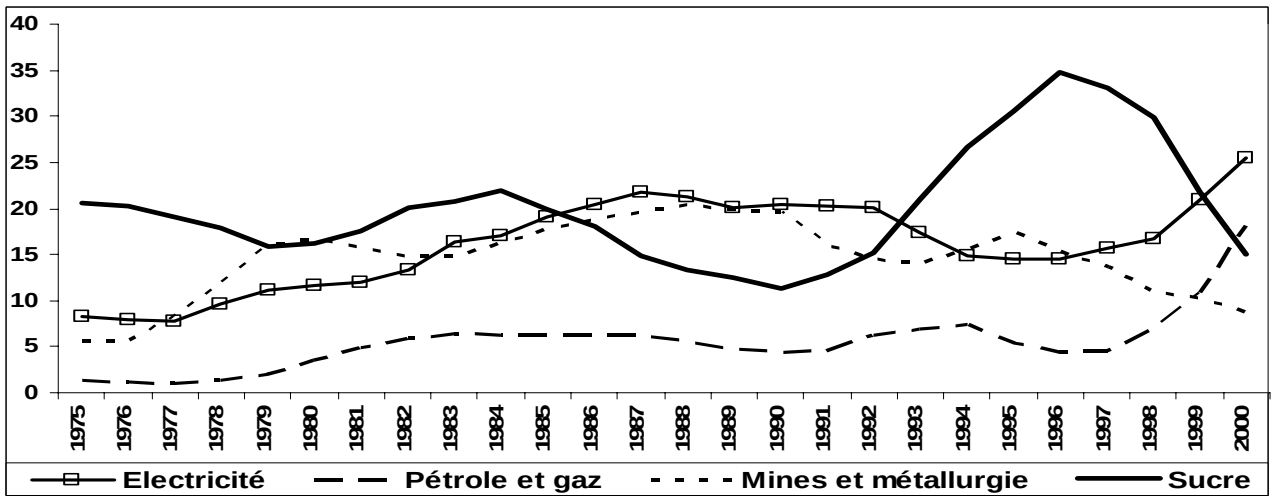
Source : Calculs de l'auteur, d'après ONE (années variées).

Figure A.34. **Rendements agricoles de 1990 à 2000 : tubercules (*viandas*), céréales, féculents**
(en tonnes par hectares)



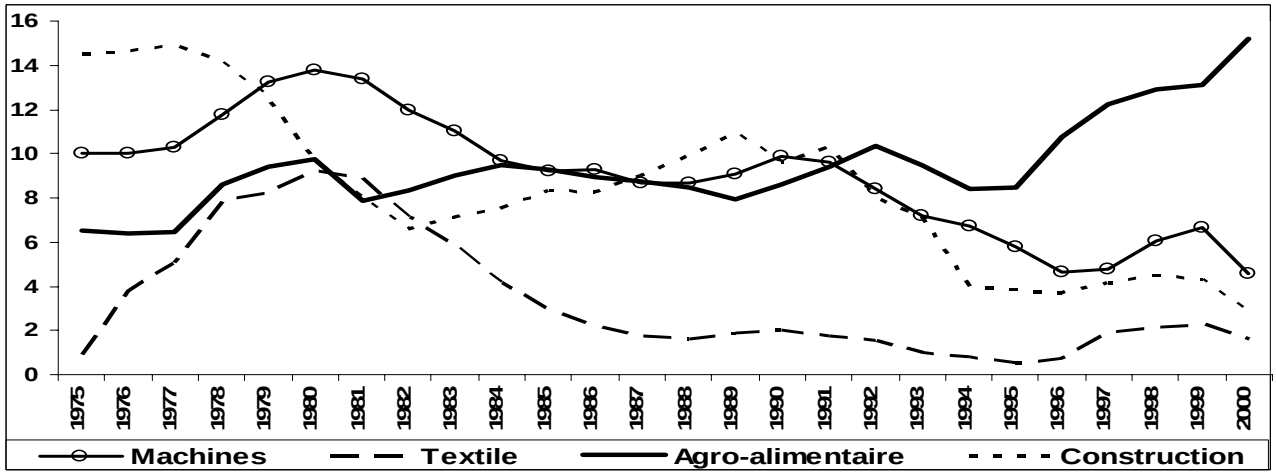
Source : ONE (années variées).

Figure A.35. **Investissements industriels : électricité, combustibles, métallurgie, sucre**
(en pourcentage de l'investissement total)



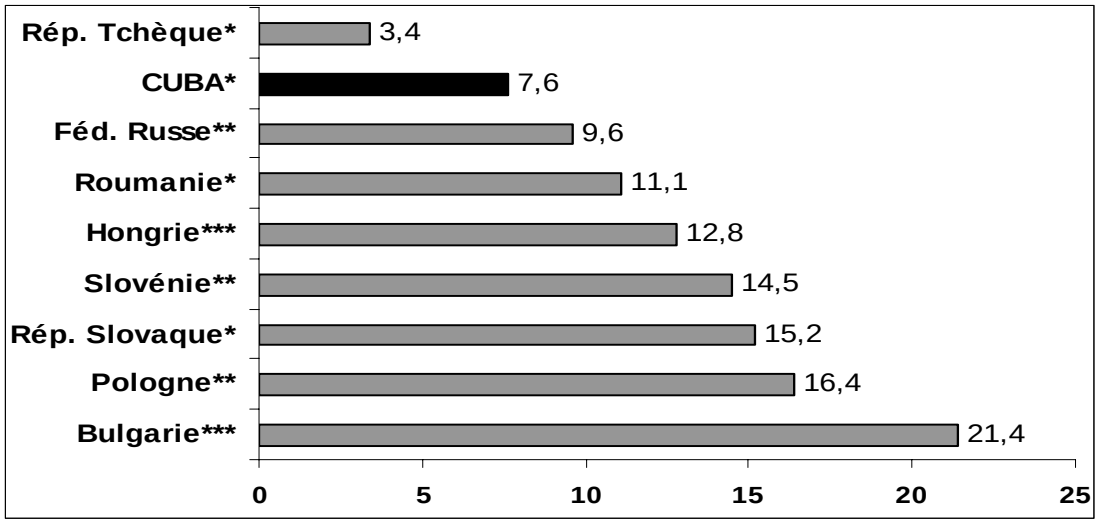
Source : García Hernández *et alii* (2003).

Figure A.36. **Investissements industriels : machines, textile, agro-alimentaire, construction**
(en pourcentage de l'investissement total)



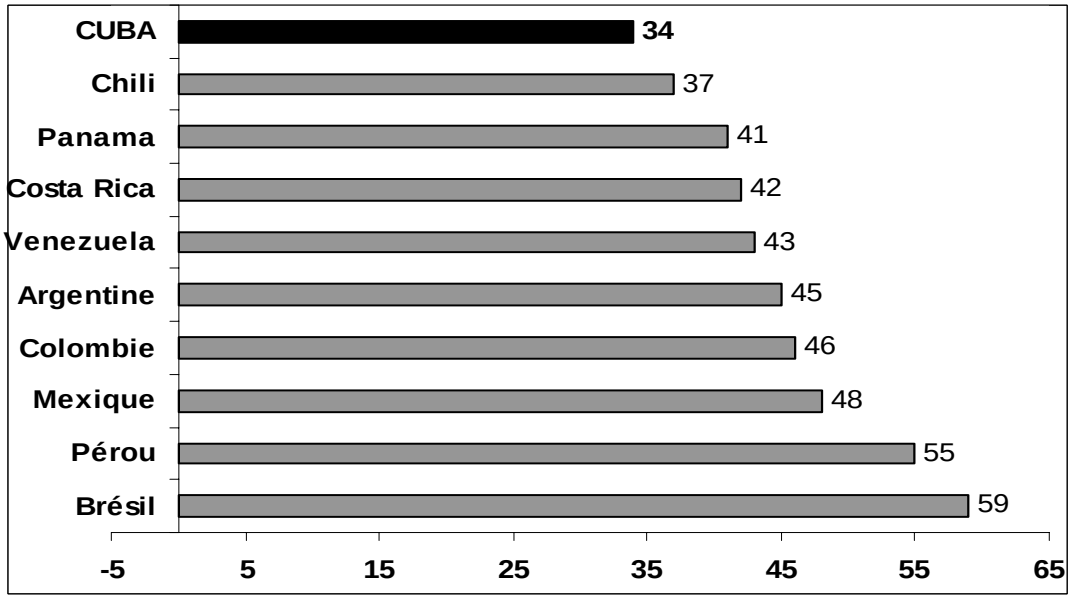
Source : García Hernández *et alii* (2003).

Figure A.37. **Comparaison des taux de chômage : Cuba et Europe de l'Est en 1993-95**
(en pourcentage de la population active)



Sources : OCDE (1995b) et, pour Cuba, Álvarez (2004).
Notes : (*) = donnée 1995 ; (**) = donnée 1994 ; (***) = donnée 1993.

Figure A.38. **Comparaison de l'emploi informel en 1995-96 : Cuba et Amérique latine**
(en pourcentage de la population employée)



Source : CEPAL (1997), d'après "*ILO Panorama laboral 1997*".